



Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique

La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique



Nations Unies
New York, 2010



Remerciements

La présente étude a été établie par Raphael Kaplinsky et Masuma Farooki, avec l'assistance d'Anne Terheggen et de Julia Tijaja, de Politique et pratique de développement, Université ouverte Milton Keynes (Royaume-Uni). Elle a bénéficié des commentaires et suggestions de Katrin Toomel, Administrateur de programmes du Groupe de l'analyse des politiques et du suivi de leur application du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies (BCSA-ONU). Les travaux ont été exécutés sous la direction et l'orientation générales de David Mehdi Hamam, chef du Groupe de l'analyse des politiques et du suivi de leur application, BCSA.

Le présent rapport a été enrichi par les discussions de la Réunion du Groupe d'experts sur la coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents, tenue à Addis-Abeba en février 2009 (voir annexe II pour de plus amples détails), avec la participation des experts ci-après : Abdalla Hamdok, Emmanuel Nnadozie (Commission économique pour l'Afrique, ONU); Festus Fajana, Merah Nadir (Commission de l'Union africaine); Bankole Adeoye (Secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique); Chioma Onukogu, Gabriel Victorien Mougani (Banque africaine de développement); Andrew Mold (Organisation de coopération et de développement économiques); Uwe Wissenbach (Commission européenne); Jing Gu, Ricardo Gottschalk (Institut d'études de développement); Cosmas Gitta (Programme des Nations Unies pour le développement); et Alemayehu Geda (Université d'Addis-Abeba).



Avant-propos

Le paysage du développement mondial change rapidement avec l'accélération de la coopération Sud-Sud. Ce fait est particulièrement pertinent pour les pays africains qui ont été témoins d'une augmentation significative du commerce, de l'aide, de l'investissement étranger direct et des autres formes d'assistance au développement de partenaires de développement émergents et nouveaux comme le Brésil, la Chine, l'Inde, la République de Corée et la Turquie. Au cours des dernières années, ces partenaires de développement émergents ont fortement développé leur coopération avec l'Afrique dans le cadre de diverses initiatives conduisant à un nouveau type de partenariat stratégique.

L'engagement croissant en Afrique de partenaires de développement émergents élargit le champ des options pour la croissance sur le continent et présente des possibilités réelles et significatives pour le développement des pays africains, y compris, en particulier pour la mise en œuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. De plus, compte tenu de la crise économique et financière mondiale qui sévit actuellement, cette nouvelle coopération devient encore plus importante. Malgré la crise, beaucoup de partenaires de développement émergents semblent posséder des perspectives de croissance relativement solides.

Le thème de la coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents fait partie du programme de travail du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique dans le cadre de son mandat plus large qui consiste à aider les États Membres dans leurs débats sur les questions nouvelles et émergentes relatives au développement de l'Afrique, notamment, pour ce qui est de la mise en œuvre du NEPAD. Dans ce contexte, le Bureau vise à formuler des recommandations politiques spécifiques sur la manière d'exploiter efficacement le potentiel de développement des partenaires de développement émergents en intensifiant les relations économiques et commerciales avec les pays africains. À cet effet, Le BCSCA a entrepris une étude intitulée « La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique ». Les principales conclusions et recommandations de cette étude ont été entérinées par la Réunion du Groupe d'experts qui a été organisée conjointement par la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'ONU à Addis-Abeba en février 2009. La présente publication contient l'étude et le résumé de la Réunion du Groupe d'experts.

L'étude et les débats de la Réunion du Groupe d'experts ont souligné le fait que la coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents a créé tant des possibilités que des risques pour l'Afrique. Dans le nouveau contexte géoéconomique, le défi principal pour les pays africains est de savoir comment profiter des nouvelles possibilités tout en réduisant au minimum les effets négatifs potentiels. Par-dessus tout, il est important de garantir que la coopération avec les nouveaux partenaires mène à la diversification écono-

mique et au développement industriel de l'Afrique, et favorise l'intégration du continent dans l'économie mondiale. L'étude recommande que, pour maximiser leur position de force dans les négociations, les gouvernements africains gèrent soigneusement leurs interactions avec les partenaires émergents et élaborent une orientation stratégique qui leur permette de bénéficier de cette interaction. Les gouvernements africains devraient, en particulier, travailler ensemble à mettre au point une stratégie régionale face à cette nouvelle coopération. En même temps, la communauté internationale, en particulier la Banque africaine de développement, l'Organisation des Nations Unies et le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques peuvent appuyer les efforts des pays africains par des activités de suivi et de renforcement des capacités. En basant cette coopération sur des objectifs communs qui sont conformes aux stratégies de développement nationales et régionales, la coopération peut mener à une situation dans laquelle tous les protagonistes sont gagnants.



Cheick Sidi DIARRA

Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique



Table des matières

	<i>Page</i>
Sigles	xi
Résumé	xiii
I. L'entrée en scène des économies émergentes : nouvelles possibilités	1
II. Le commerce, l'aide et l'investissement étranger direct : principaux vecteurs de changement	3
III. Le commerce, l'investissement étranger direct et l'aide en Afrique : la présence croissante des économies émergentes ..	5
A. Les économies émergentes et l'Afrique : le vecteur du commerce	5
B. Les économies émergentes et l'Afrique : Le vecteur de l'investissement	9
C. Les économies émergentes et l'Afrique : le vecteur de l'aide ...	14
D. L'intégration des vecteurs du commerce, de l'investissement étranger direct et de l'aide : les économies émergentes ont-elles des caractéristiques propres ?	20
IV. L'exploitation maximale des possibilités : comment l'Afrique peut-elle tirer profit de l'ascension des économies émergentes ? ..	21
A. Description sommaire de l'impact développemental des économies émergentes sur l'Afrique	21
B. Élaboration du Programme stratégique	25
C. Le boum des produits de base et l'inversion des termes de l'échange	25
D. L'infrastructure et les ressources humaines	29
E. Le Programme de développement	31
V. L'élaboration d'une réponse politique : ses incidences pour les principaux acteurs	33
A. Qui pourrait élaborer le Programme stratégique et comment cela pourrait-il se faire ?	33
B. Les économies émergentes, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et le Programme d'action d'Accra	37
C. Recommandations	39

Annexes

I. Descriptifs de pays	43
A. Brésil	43
B. Chine	48
C. Inde	58
D. Malaisie	66
E. Fédération de Russie	71
F. République de Corée	78
G. Turquie	83
II. Réunion du Groupe d'experts sur la « Coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique », tenue à Addis-Abeba les 10 et 11 février 2009	89
Résumé	89
Conclusions et recommandations	98
Liste des participants	99
Références	101

Tableaux

1. Le commerce de l'Afrique avec les nouvelles économies émergentes, 1995-2006	7
2. Le niveau technologique des exportations de l'Afrique au monde et aux économies émergentes, 2006	10
3. La part des pays africains dans l'ensemble des importations provenant d'Afrique de pays sélectionnés, 2007	10
4. Les flux d'investissement étranger direct d'économies émergentes vers l'Afrique, 1991-2006	13
5. La répartition par pays et par secteur de l'investissement étranger direct des économies émergentes en Afrique, 2000-2006	14
6. L'aide indienne, brésilienne et turque à l'Afrique	17
7. Part de l'Afrique dans la production et les réserves mondiales	28
8. Le fret et l'assurance en pourcentage des coûts de production, 1997	30
9. Les économies émergentes et l'Afrique	34
A-1. Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation du Brésil, 2007	45
A-2. Les cinq principales exportations du Brésil vers l'Afrique, 1995-2006	45
A-3. Les cinq principales importations du Brésil en provenance de l'Afrique, 1995-2006	45
A-4. Aide brésilienne au développement de l'Afrique	47
B-1. Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la Chine, 2007	51
B-2. Les cinq principales exportations de la Chine vers l'Afrique 1995-2006	52

B-3	Les cinq principales importations de la Chine en provenance de l'Afrique, 1995-2006	52
B-4	Taux tarifaires moyens de la Chine et nombre de catégories tarifaires pour le monde et l'Afrique subsaharienne, 2000-2007 .	53
B-5	Flux d'investissement étranger direct de la Chine en Afrique, 1991-2003	53
B-6	Répartition du stock extérieur d'investissement étranger direct de la Chine en Afrique, 1990 et 2005	54
B-7	Projets majeurs réalisés en Afrique avec l'assistance de la Banque chinoise EXIMet du Fonds de développement Chine-Afrique	56
C-1	Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de l'Inde, 2007	60
C-2	Les cinq principales exportations de l'Inde vers l'Afrique, 1995-2006	61
C-3	Les cinq principales importations de l'Inde en provenance de l'Afrique, 1995-2006	61
C-4	Lignes de crédit offertes à des pays africains au cours de ces dernières années par l'Export-Import Bank of India.	64
C-5	Projets africains entrepris avec l'assistance de l'Inde.	65
D-1	Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la Malaisie, 2007	68
D-2	Les cinq principales exportations de la Malaisie vers l'Afrique, 1995-2006	68
D-3	Les cinq principales importations de la Malaisie en provenance de l'Afrique, 1995-2006	68
D-4	Répartition par pays du stock d'investissement étranger direct de la Malaisie à destination de l'Afrique, 2004	69
D-5	Part de l'Afrique dans les flux d'investissement étranger direct de la Malaisie, 1991-2006	69
E-1	Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la Fédération de Russie, 2007	73
E-2	Les cinq principales exportations de la Fédération de Russie vers l'Afrique, 1995-2006	74
E-3	Les cinq principales importations de la Fédération de Russie en provenance de l'Afrique, 1995-2006	74
E-4	Activité des sociétés multinationales russes par secteur en Afrique, 2003-2006.	75
E-5	Aide publique au développement russe à l'Afrique, 1996-2008 ..	77
F-1	Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la République de Corée, 2007	80
F-2	Les cinq principales exportations de la République de Corée vers l'Afrique, 1995-2006	81
F-3	Les cinq principales importations de la République de Corée en provenance de l'Afrique, 1995-2006	81
F-4	Investissement étranger direct de la République de Corée en Afrique par secteur, 2006	82

F-5	Aide publique au développement de la République de Corée à l'Afrique.	83
G-1	Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la Turquie, 2007	85
G-2	Les cinq principales exportations de la Turquie vers l'Afrique, 1995-2006	85
G-3	Les cinq principales importations de la Turquie en provenance de l'Afrique, 1995-2006	85
G-4	Aide publique au développement de la Turquie aux régions, 2000-2006	86
G-5	Aide publique au développement de la Turquie à l'Afrique, 1995-2006	87

Figures

I.	La part de l'Afrique dans les exportations mondiales, dans l'investissement étranger direct reçu ainsi que dans l'aide reçue ..	6
II.	L'importance des économies émergentes pour le commerce de l'Afrique.	8
III.	Le pétrole et le gaz dans les exportations de l'Afrique aux économies émergentes	11
IV.	L'importance de l'Afrique pour le commerce des économies émergentes	12
V.	Indice mensuel des prix à la consommation	26
VI.	Secteurs connaissant une évolution négative des prix, 1988/1989-2000/2001, par groupes de pays	27
A-1.	Le commerce du Brésil avec l'Afrique, 1990-2007	44
B-1.	Le commerce de la Chine avec l'Afrique, 1990-2007	51
C-1.	Le commerce de l'Inde avec l'Afrique, 1990-2007	60
D-1.	Le commerce de la Malaisie avec l'Afrique, 1990-2007	67
E-1.	Le commerce de la Fédération de Russie avec l'Afrique, 1990-2007	73
F-1.	Le commerce de la République de Corée avec l'Afrique, 1990-2007	79
G-1.	Le commerce de la Turquie avec l'Afrique, 1990-2007.	84

Sigles

AFRITAC	Centre d'assistance technique d'Afrique
AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique
APD	Aide publique au développement
BAfD	Banque africaine de développement
BCSA	Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
BRIC	Brésil, Russie, Inde, et Chine
CAD	Comité d'aide au développement
CADF	Fonds de développement Chine-Afrique
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CREA	Consortium pour la recherche économique en Afrique
ESDS	Service de données économiques et sociales
EXIM	Banque chinoise d'import-export
EIU	Economist Intelligence Unit
FCSA	Forum sur la coopération sino-africaine
FMI	Fonds monétaire international
G-8	Groupe des Huit
IBAS	Inde, Brésil et Afrique du Sud
ICDA	Initiative coréenne pour le développement de l'Afrique
IED	Investissement étranger direct
MCAOA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (MCAOA)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONGC	Oil and Natural Gas Corporation
PMCT	Programme malaisien de coopération technique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTE	Pays pauvres très endettés
SACU	Union douanière d'Afrique australe
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
TEAM	Approche techno-économique pour le Mouvement Afrique-Inde
TI	Technologies de l'information
UA	Union africaine
UE	Union européenne

Résumé

Les économies émergentes font une entrée rapide en Afrique. La rapidité et l'importance de cette entrée signifient que ces économies offrent beaucoup de possibilités aux économies africaines, mais, simultanément, leur présence croissante met en péril à l'expansion future de l'Afrique.

La présence d'économies émergentes en Afrique peut créer deux situations : une situation où tout le monde est gagnant et une situation où il y a un gagnant et un perdant. En même temps, certains des impacts de l'interaction peuvent être directs et visibles, reflétés dans les relations bilatérales, tandis que d'autres peuvent être indirects et moins visibles (par exemple, la concurrence sur les marchés de pays tiers, ou la lutte pour les ressources mondiales rares).

Les vecteurs primaires de l'interaction entre l'Afrique et les économies émergentes sont l'aide, le commerce et l'investissement étranger direct (IED). Au cours des récentes décennies, les économies du Nord ont séparé de plus en plus les interactions dans ces trois vecteurs — l'aide a été déliée, et clairement distinguée de l'investissement, et l'aide et l'investissement n'ont été que faiblement associés avec le commerce. L'analyse des liens entre l'Afrique et les principales économies émergentes — le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, la Malaisie, la République de Corée et la Turquie — qui est présentée dans le rapport suggère une évolution différente. Plus souvent, il y a eu une forte intégration stratégique entre ces trois vecteurs dans les opérations de ces économies émergentes en Afrique.

Les caractéristiques distinctives de chacune de ces économies émergentes en Afrique sont décrites dans le corps du rapport et, plus en détail, dans les annexes. Les impacts directs et indirects que ces interactions ont sur un certain nombre de parties prenantes africaines, et les défis qu'elles posent pour elles ont été décrits. Ce qui apparaît clairement, c'est que, s'il est vrai que certaines économies émergentes ont une stratégie à l'égard de l'Afrique, l'Afrique n'a pas de stratégie à l'égard des économies émergentes.

Dans le but de promouvoir cette stratégie naissante, et d'assurer que le resserrement des liens entre ces économies émergentes et ces pays africains donne le meilleur résultat possible, un certain nombre de questions de politique générale ont été esquissées et des recommandations ont été formulées pour les principaux acteurs de développement. Il s'agit des recommandations ci-après :

Les gouvernements africains devraient :

- Suivre les interactions du commerce, de l'aide et de l'IED avec les pays émergents;
- Analyser les objectifs stratégiques des économies émergentes, et les possibilités et menaces résultant de leur entrée en scène;
- Mettre au point une orientation stratégique pour maximiser les avantages : dans les termes de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra, procéder à une « appropriation » de ces interactions croissantes;

- Entrer en interaction avec les autres gouvernements africains, l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement (BAfD) et les groupements régionaux pour maximiser le pouvoir de négociation et éviter des guerres d'incitations.

Dans le cadre de leurs mandats spécifiques, l'Union africaine, la BAfD, le NEPAD et les organisations africaines régionales telles que le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (MCAOA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CADC) devraient :

- Apporter un appui aux divers gouvernements africains pour les aider à suivre les interactions du commerce, de l'aide et de l'investissement étranger direct (IED) avec les pays émergents;
- Coordonner une analyse stratégique lorsqu'une action s'impose au niveau continental ou régional;
- Faciliter, le cas échéant, une négociation coordonnée pour tenir compte des intérêts non seulement des pays exportateurs de produits de base mais aussi de ceux des pays qui n'exportent pas ces produits.

L'Union africaine, la BAfD et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) devraient ouvrir un dialogue en vue de permettre un examen coordonné des relations avec les économies émergentes et, le cas échéant (comme dans le cas de la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud, de l'Organisation des Nations Unies) faire participer d'autres organisations multilatérales à ce dialogue.

La CEA devrait fournir une assistance pour la compilation des statistiques pertinentes et, par le biais de sa principale publication, le *Rapport économique sur l'Afrique*, suivre l'orientation de l'aide, du commerce et de l'IED entre l'Afrique et les pays émergents partenaires.

La BAfD est confrontée au problème de savoir comment obtenir l'appui des économies émergentes pour le financement et le cofinancement de l'infrastructure régionale.

Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique devrait être élargi pour permettre la participation d'économies émergentes qui ne sont pas membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les organisations multilatérales de la famille des Nations Unies, le Comité d'aide au développement de l'OCDE, et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devraient :

- Fournir un appui aux divers gouvernements africains en vue de leur permettre de mieux suivre les interactions du commerce, de l'aide et de l'IED avec les pays émergents;
- Coordonner l'analyse stratégique lorsqu'une action s'impose au niveau continental ou régional;
- Faciliter la négociation coordonnée quand elle est nécessaire;
- Aider à renforcer la capacité des pays bénéficiaires d'élaborer une réponse stratégique adéquate aux relations avec les économies émergentes;
- Appuyer la Banque mondiale dans son appel en faveur de la création de fonds souverains pour investir dans le développement de l'infrastructure de l'Afrique.

Les gouvernements des pays émergents devraient :

- Reconnaître que les flux financiers à destination de l'Afrique, tant l'aide au développement que l'IED, entraîneront des remboursements futurs,

et qu'il ne faudrait épargner aucun effort pour éviter que l'Afrique entre dans une nouvelle ère de subordination à l'endettement;

- Reconnaître que leur accès à long terme aux ressources naturelles de l'Afrique dépend de l'établissement d'une relation non exploitante qui aboutit à une situation de « gagnant-gagnant ». Ainsi la rente des ressources devrait être équitablement partagée et un maximum d'efforts devrait être fait pour développer en aval et en amont les liens avec le secteur des ressources.

Ils devraient aussi veiller à ce que des investissements complémentaires dans l'infrastructure visant à faciliter l'accès aux ressources de l'Afrique aident aussi à répondre aux besoins d'autres secteurs de l'économie, à promouvoir l'infrastructure régionale et à faire face aux besoins de pays possédant peu ou pas de ressources.

Il faudrait aussi qu'ils accordent un accès préférentiel des produits africains à leurs marchés. Cependant, compte tenu de la carence de la capacité de production des pays d'Afrique, une assistance complémentaire est nécessaire pour aider ces pays à mettre en place une capacité de production efficace, notamment dans les sociétés locales et les petites et moyennes entreprises.

Ils devraient faire preuve de tolérance quand les gouvernements africains cherchent à obtenir un traitement spécial et différentiel sur les marchés de pays tiers.

Les pays émergents devraient faire tout leur possible pour inclure des entreprises industrielles et agricoles africaines dans leurs chaînes mondiales de valeur produisant pour les marchés mondiaux.

Ils devraient, même s'ils ne participent pas au Programme d'action d'Accra, observer certains de ses principes, notamment celui qui consiste à assurer l'appropriation par les pays bénéficiaires des apports d'aide et à satisfaire les besoins de transparence et de légitimité pour prévenir la corruption et l'abus de l'aide.

Le problème est que la Chine a une stratégie pour l'Afrique, mais que l'Afrique manque de stratégie pour la Chine (observation d'un érudit kényan, 2005).



I. L'entrée en scène des économies émergentes : nouvelles possibilités

1. L'Afrique entre actuellement dans une ère de changement perturbateur marquée par l'entrée en scène de nouveaux acteurs économiques émergents. Ces nouveaux participants possèdent une puissance économique croissante, et aussi, dans certains cas une influence politique notable.

2. Historiquement, les économies africaines ont été fortement intégrées avec les anciennes puissances coloniales d'Europe, et avec l'Amérique du Nord et le Japon. Ce fait est reflété dans leurs institutions de gouvernance (démocraties parlementaires), dans leur langue (l'anglais, l'espagnol, le français et le portugais ont complété et souvent remplacé les langues locales), dans leur infrastructure (construite pour faciliter les contacts avec les puissances occidentales), dans leur spécialisation économique (l'Afrique fournit des produits de base à l'Ouest et importe des produits manufacturés) et dans l'intégration des producteurs africains dans les entreprises de l'Ouest (IED) et les chaînes de valeur. Les flux financiers reflètent, eux-aussi, ce processus d'intégration entre les pays africains et les puissances de l'Ouest. Au cours du dernier tiers du XX^e siècle, il y a eu un flux croissant de ressources financières de l'Ouest vers l'Afrique (aide et IED) et dans la direction opposée, vers les pays d'origine (remboursement de la dette, bénéfices et intérêts).

3. Mais l'économie et la politique mondiales entrent maintenant dans une période de changement perturbateur. Depuis 1979, la Chine a connu un taux de croissance composé de 9 % par an et l'Inde, un taux similaire depuis le début des années 90. Cette croissance rapide n'est pas unique : le Botswana; la Chine; Hong Kong; le Japon; la République de Corée; Singapour et Taiwan ont eu un taux de croissance semblable pendant des périodes prolongées. Mais toutes ces économies en croissance rapide étaient petites, de sorte que leur croissance pouvait prendre place sans changer les paramètres fondamentaux de la production et de l'échange dans les autres pays. La Chine et l'Inde représentent toutefois ensemble presque 40 % de la population mondiale, de sorte que lorsqu'elles croissent très rapidement pendant des périodes prolongées, la considération de « petit pays » ne s'applique plus. La Chine va en toute probabilité devenir la deuxième économie mondiale d'ici à 2020, et l'Inde, la troisième d'ici à 2035. La dimension de ces pays fait que leur expansion perturbe le mode de changement cumulatif qui a dominé un grand nombre de sociétés pendant si longtemps, et en particulier, les économies relativement faibles et pauvres d'Afrique. C'est pour cette raison que ces grandes économies asiatiques nouvellement émergentes sont désignées du nom de « leaders asiatiques¹ ».

¹ Voir www.asiandrivers.open.ac.uk; voir le numéro spécial de *World Development*, vol. 36, n° 2, (février 2008), le numéro spécial de *Review of African Political Economy*, vol. 35, n° 115 (mars 2008) et le prochain numéro spécial du *European Journal of Development Research*, vol. 21, n° 4 (septembre 2009).

4. Dans la perspective africaine, la conséquence la plus importante de l'entrée en scène des leaders asiatiques dans l'économie mondiale est leur impact sur les termes mondiaux de l'échange. La prouesse des économies asiatiques dans le secteur manufacturier a mené à la croissance de la concurrence des prix (et, dans beaucoup de secteurs, de la déflation de prix) des produits industriels. Simultanément, l'expansion de l'infrastructure des leaders asiatiques, la croissance de leurs secteurs manufacturiers et l'évolution de la demande de denrées alimentaires vers les produits de viande a mené à une augmentation des prix de ces denrées entre 2001 et 2009. Les flambées précédentes des prix de denrées alimentaires qui se sont produites au cours des années 70 et des années 50 étaient brèves, trois à quatre ans environ. La flambée des prix de denrées alimentaires que les leaders asiatiques ont créé en 2001-2009 a duré plus de sept ans, et continuera probablement lorsque la crise économique d'origine financière qui a marqué l'économie mondiale s'atténuera et que la croissance reprendra, notamment en Chine et en Inde qui sont les sources primaires de demande pour les produits de base africains. Cette évolution des termes de l'échange a des incidences stratégiques majeures pour l'Afrique, et donne lieu à l'élaboration de politiques spécifiques pour des problèmes particuliers (par exemple, l'aide, l'investissement étranger et les négociations commerciales).

5. Le présent rapport résume les changements majeurs qui interviennent du fait de l'interaction de l'Afrique avec le monde extérieur et qui sont dus principalement à l'entrée perturbatrice des économies émergentes sur la scène mondiale. Bien que la Chine et l'Inde soient les sources primaires de ce changement perturbateur, elles ne sont pas les seules et leur présence croissante ouvre la voie à d'autres nouveaux acteurs économiques et politiques. Le rapport considère donc aussi le rôle joué par les autres économies émergentes en Afrique. Il s'agit du Brésil, de la Fédération de Russie, de la Malaisie, de la République de Corée et de la Turquie. Ces économies ont été choisies partiellement à cause de leur taille, mais aussi parce que chacune d'entre elles, à sa propre façon, représente un type particulier de force perturbatrice. Le Brésil est grand et possède des paramètres économiques similaires à beaucoup d'économies africaines. La République Corée était une fois une économie à faible revenu similaire à celles de l'Afrique d'aujourd'hui (dans les années 60, elle avait un revenu par personne plus bas que le Ghana), mais est devenue un participant dynamique axé sur le savoir sur la scène mondiale; la Malaisie et la Turquie s'efforcent de l'imiter. La Fédération de Russie n'est pas seulement très grande; elle est aussi riche en ressources, comme le sont beaucoup d'économies africaines.

6. L'idée centrale qui nous a incités à mettre l'accent sur le rôle des nouvelles économies émergentes en Afrique réside dans le fait que leur apparition croissante et leurs liens de plus en plus forts perturbent la trajectoire du changement social, politique et économique en Afrique. Elles posent un nouveau et important défi à l'Afrique : **comment les économies africaines peuvent-elles profiter au maximum des possibilités offertes par ces nouveaux participants sur la scène économique mondiale, et comment les économies africaines peuvent-elles limiter au maximum les effets potentiellement négatifs créés par leur présence croissante ?**

II. Le commerce, l'aide et l'investissement étranger direct : principaux vecteurs de changement²

7. Comment l'impact de ces puissances montantes sur l'Afrique peut-il être évalué ? Trois variables clefs sont importantes et fournissent un cadre pour examiner cet impact pour les stratégies de développement et les réponses politiques à l'entrée des nouvelles économies émergentes en Afrique :

- Leurs modes d'interaction avec l'Afrique : le présent rapport mettra l'accent sur le commerce, l'IED et l'aide;
- La mesure dans laquelle ces interactions sont complémentaires (auquel cas tant l'Afrique que les économies émergentes sont gagnantes) ou concurrentielles (auquel cas les économies émergentes gagnent, l'Afrique perd; ou les économies africaines gagnent et les pays émergents perdent);
- La mesure dans laquelle ces impacts sont directs et se produisent à la suite des relations bilatérales; une autre série d'impacts sont ceux qui sont de nature indirecte, par exemple, le commerce de la Chine avec le reste du monde affectant les prix relatifs, les termes de l'échange et, ce faisant, les stratégies fondamentales de développement des pays africains (Kaplinsky, 2008). Le présent rapport examinera seulement les impacts directs.

8. Bien que le commerce, l'aide et l'IED soient considérés comme des vecteurs indépendants, il s'agit, jusqu'à un certain point, d'une séparation artificielle. Dans l'ère coloniale ces deux éléments ont été fusionnés et les intérêts des puissances impériales en Afrique ont été coordonnés de près. Ainsi, dans la période de l'après-guerre immédiat, les colonies britanniques ont été considérées comme des fournisseurs de produits de base commercialisables pour les consommateurs du Royaume-Uni, faisant intervenir l'IED des entreprises du Royaume-Uni, l'infrastructure nécessaire pour soutenir ce commerce (les routes et les ports nécessaires pour transporter le thé au Royaume-Uni) étant fournie par le Bureau colonial du Royaume-Uni. La présence française et portugaise en Afrique a été coordonnée d'une façon similaire.

9. Mais lorsque l'Afrique a été décolonisée au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, ces vecteurs se sont séparés de plus en plus, partiellement à la suite de

² Pour un examen approfondi de ces vecteurs de changement, voir R. Kaplinsky et D. Messner, « Introduction: The Impact of Asian Drivers on The Developing World », *World Development*, vol. 36, n° 2 (février 2008).

l'opposition des pays africains, et partiellement parce que de nouveaux acteurs entraient en scène (notamment les États-Unis et les organismes multilatéraux), et aussi en raison de l'opposition publique croissante dans les pays de l'OCDE. La vue actuelle concernant « la meilleure pratique » est que ces vecteurs devraient être séparés. L'aide devrait être déliée, et bien que le commerce et l'IED soient souvent étroitement liés, ce lien est vu comme le résultat de processus économiques plutôt que de programmes stratégiques gouvernementaux concertés des pays qui sont la source de l'aide et de l'investissement.

10. Cette séparation des vecteurs du commerce, de l'IED et de l'aide qui caractérise la phase finale de la domination occidentale de l'Afrique est maintenant mise en cause par certaines des économies émergentes (voir section III). Celles-ci coordonnent explicitement leurs interventions dans ces vecteurs d'une manière qui fait penser aux périodes précédentes de l'ère coloniale. Les pays africains ont besoin non seulement d'être conscient de l'existence de ces liens, mais aussi de comprendre dans quelle mesure ceux-ci peuvent être manipulés dans l'intérêt de l'Afrique. Si elle veut tirer profit des possibilités créées par l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène mondiale, l'Afrique devra coordonner sa réponse de la même façon (voir section IV).

III. Le commerce, l'investissement étranger direct et l'aide en Afrique : la présence croissante des économies émergentes

11. La présence de l'Afrique dans l'économie mondiale reflète fidèlement ses faiblesses économiques. Pour ce qui est du commerce mondial et de l'IED reçu, sa part n'a jamais dépassé 4 % entre 1990 et 2006. Par contre, et du fait même de son bas niveau de revenu par personne, la part de l'Afrique en tant que bénéficiaire de l'aide mondiale était substantielle tout au long de cette période, s'élevant à plus de 50 % en 2006, soit un an après le sommet du Groupe des Huit de Gleneagles (voir figure I).

A. Les économies émergentes et l'Afrique : le vecteur du commerce

La balance commerciale de l'Afrique avec les économies émergentes

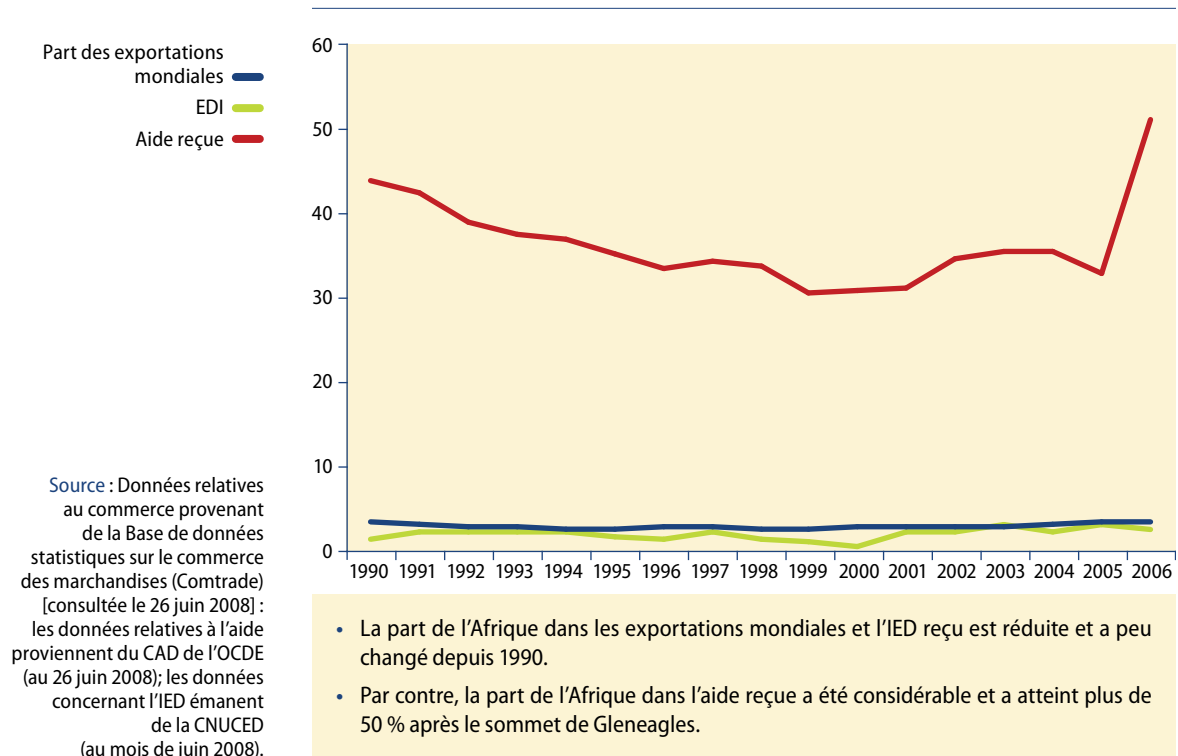
12. Le commerce de l'Afrique avec les nouvelles économies émergentes a augmenté rapidement, le total combiné des exportations et des importations passant de 8,8 milliards de dollars des É.-U. en 1990 à 148 milliards de dollars des É.-U. en 2007³. La croissance du commerce a été particulièrement marquée depuis 2002.

13. En 2006, ce commerce était, dans l'ensemble, presque en équilibre, avec un excédent global de 2,8 milliards de dollars des É.-U., qui représentait une forte amélioration par rapport à un déficit de 1,7 milliards de dollars en 1995, mais une faible amélioration par rapport à l'excédent de 1,9 milliard de dollars des É.-U. de 2000. Cependant, comme on peut le voir au tableau 1, cette image d'un commerce équilibré a masqué une forte détérioration de la balance commerciale de l'Afrique (pétrole exclu) avec ces économies émergentes. Cette balance est passée, au cours de la même période, d'un déficit de 7,7 milliards de dollars en 2000 à un déficit de 35,1 milliards en 2006. Si l'on exclut le pétrole, l'Afrique a une balance commerciale négative avec chacune des écono-

³ Compilé à partir des données de la Direction des statistiques commerciales du Fonds monétaire international (FMI).

Figure I

La part de l'Afrique dans les exportations mondiales, dans l'investissement étranger direct reçu ainsi que dans l'aide reçue (en pourcentage)



mies émergentes sauf la Turquie. C'est dans le commerce avec la Chine que la détérioration de cet équilibre est la plus évidente.

Quelle est l'importance des économies émergentes pour le commerce de l'Afrique ?

14. L'importance de ces économies émergentes pour l'Afrique varie. Historiquement, si l'on utilise le commerce comme expression de ses liens, les exportations de l'Afrique ont été d'une manière prédominante destinées à l'Union européenne (UE) [figure II]. Cette prédominance persiste en 2007, presque 40 % des exportations sont allées à l'UE, mais décline rapidement (de 60 % en 1990). Le changement majeur de destination a été la croissance des exportations destinées aux États-Unis, principalement du fait des exportations de pétrole et gaz, ainsi que des exportations de vêtements et autre produits manufacturés en vertu du programme créé par la Loi africaine sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique (AGOA) qui accorde un accès préférentiel aux marchés des États-Unis. Par contre, bien que les exportations de l'Afrique à la Chine et, dans une moindre mesure, au Brésil, aient augmenté rapidement, elles ne constituent encore qu'une petite part des exportations totales. En 2007, les exportations vers les autres nouvelles économies émergentes sont restées limitées. Le taux de changement de la croissance des exportations à destination de la Chine, de la Malaisie et du Brésil a cependant été très rapide (42 %, 37 % et 24 % par an, respectivement, entre 2001 et 2007).

Tableau 1

Le commerce de l'Afrique avec les nouvelles économies émergentes, 1995-2006*(en milliards de dollars des É.-U.)*

	Brésil	Chine	Inde	Malaisie	Fédération de Russie	République de Corée	Turquie	Total pays
1995								
Total du commerce	-0,1	-1,0	0,3	-0,4	0,0	-0,8	0,3	-1,7
(pétrole exclu)	-1,1	-1,3	-0,5	-0,4	0,0	-1,8	-0,7	-5,7
2000								
Total du commerce	1,6	0,5	-0,3	-0,4	-0,7	-0,1	1,4	1,9
(pétrole exclu)	-0,8	-3,1	-0,5	-0,4	-0,6	-2,2	-0,1	-7,7
2006								
Total du commerce	0,6	2,2	4,5	-1,1	-2,0	-4,2	2,8	2,8
(pétrole exclu)	-5,9	-18,8	-3,0	-1,1	-1,0	-7,2	1,9	-35,1

- Dans l'ensemble, le commerce de l'Afrique avec les économies récemment émergentes était en équilibre en 2006, situation similaire à celle qui prévalait en 1990 et en 2000.
- Si on exclut le pétrole, la balance commerciale de l'Afrique avec les économies émergentes est en déficit, avec une augmentation majeure de ce déficit entre 1990 et 2006.

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système de la World Integrated Trade Solution (WITS), juillet 2008.

15. L'autre facette de cette situation du commerce centrée sur l'Afrique concerne l'origine des importations africaines (voir figure II). À certains égards, il existe des similarités avec la situation des exportations, dans la mesure où la part de l'UE dans les importations africaines reste considérable mais diminue rapidement. De même, les États-Unis ont été relégués au troisième rang par la Chine en tant que source d'importations africaines. Le changement le plus significatif est le rôle croissant des économies émergentes en général, et de la Chine en particulier. La République de Corée, le Brésil et l'Inde sont devenus aussi de plus en plus importants comme source d'importations vers l'Afrique, dans toute une gamme de secteurs : produits de consommation, produits intermédiaires et biens d'équipement, ainsi que celui des services spécialisés, notamment ceux qui sont nécessaires pour concevoir et construire l'infrastructure.

16. La plupart des exportations de l'Afrique aux économies émergentes comprennent du pétrole et du gaz (voir figure III). En 2006, le pétrole et le gaz et les produits connexes ont représenté presque la moitié ou plus des exportations aux économies émergentes, à l'exclusion de la Malaisie, de la Fédération de Russie et de la Turquie. Le pétrole représente une fraction particulièrement grande des exportations vers le Brésil, la Chine et l'Inde.

17. Une autre façon d'évaluer l'importance que le commerce avec les économies émergentes revêt pour l'Afrique est d'examiner le niveau technologique des exportations africaines (voir tableau 2). Plus celui-ci est élevé, plus la valeur ajoutée en Afrique est forte et plus l'érudition et les externalités avec les autres secteurs sont grands. En 2006, 70 % des exportations africaines dans le monde étaient des produits primaires, qui incluent le pétrole brut, les métaux et les minerais. Les exporta-

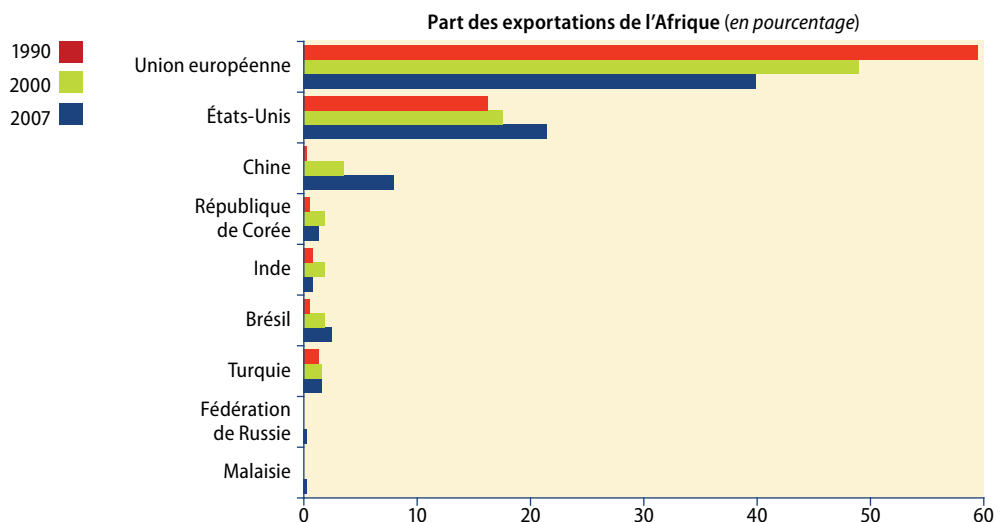
tions de l'Afrique aux pays émergents, notamment au Brésil, à la Chine et à la Corée, sont d'un niveau technologique inférieur même à celui de ses exportations vers le reste du monde. Dans chaque cas, plus de 80 % de leurs importations totales d'Afrique étaient des produits primaires bruts. Les exportations de l'Afrique à la Malaisie, à la Russie et à la Turquie semblent être d'un niveau technologique supérieur.

Quelle est l'importance de l'Afrique pour le commerce des économies émergentes ?

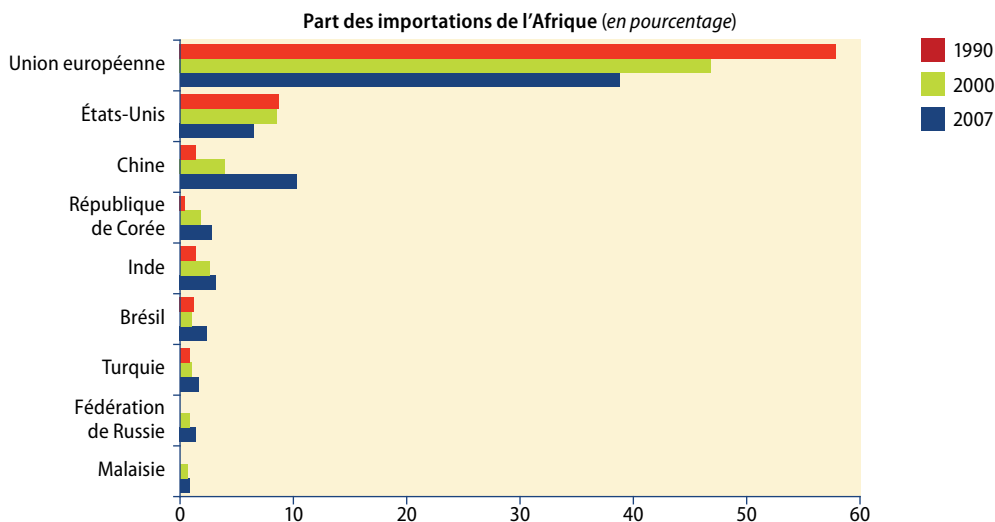
18. La réponse stratégique de l'Afrique aux possibilités créées par l'intérêt croissant des nouvelles économies émergentes pour le continent doit tenir compte de l'influence de l'Afrique sur ces pays : quelle est l'importance de l'Afrique pour eux ? Dans l'ensemble (comparer la figure IV à la figure II), l'importance de l'Afrique pour le commerce de ses partenaires est de beaucoup inférieure à leur importance pour l'Afrique. Cependant, cela dit, il existe des différences structurelles notables. Premièrement, les pays émergents sont plus dépendants de l'Afrique pour leurs importations que pour leurs exportations. Deuxièmement, relativement parlant, leur dépendance vis-à-vis des importations d'Afrique est plus grande que celle de l'UE ou des États-Unis. Et troisièmement, les économies émergentes comme la Turquie, la Malaisie et la Fédération de Russie qui exportent très peu à l'Afrique, sont plus dépendantes des importations d'Afrique et leur dépendance est croissante. Cette image générale de dépendance vis-à-vis des importations n'est

Figure II

L'importance des économies émergentes pour le commerce de l'Afrique



- La plupart des exportations de l'Afrique sont destinées à l'Union européenne.
- La part des exportations de l'Afrique destinée à l'Union européenne est en baisse.
- La part des exportations de l'Afrique destinée à la Chine (et au Brésil) augmente tout en restant modeste.
- La part des exportations de l'Afrique vers la Turquie, la Malaisie, la République de Corée et l'Inde reste très faible.



- La plupart des importations de l'Afrique proviennent de l'Union européenne.
- La part des importations de l'Afrique en provenance de l'Union européenne est en baisse.
- La part des importations de l'Afrique en provenance de la Chine augmente rapidement.
- La part des importations de l'Afrique en provenance des États-Unis est en baisse et était, en 2007, inférieure à celle de la Chine.
- La part des importations de l'Afrique en provenance d'autres économies émergentes est en augmentation mais reste faible.

Source : Direction des statistiques commerciales (FMI), valeurs annuelles, obtenues auprès du Service de données économiques et sociales (ESDS), mars 2009.

pas surprenante; la plupart des exportations d'Afrique consistent de pétrole et de gaz (voir figure III ci-dessus), produits qui sont à offre limitée et qui ont de vastes marchés à travers le globe.

19. Compte tenu de l'importance du pétrole (et aussi d'autres produits minéraux) dans les exportations de l'Afrique aux économies émergentes, il n'est pas surprenant qu'un nombre relativement faible d'économies africaines sont des partenaires commerciaux majeur de ces économies émergentes (voir tableau 3). Les trois exportateurs de pétrole africains majeurs (Nigéria, Algérie et Angola) et l'Afrique du Sud (qui exporte principalement des produits primaires autres que le pétrole) sont les partenaires commerciaux majeurs de toutes les économies émergentes sauf la Fédération de Russie (qui elle-même est un producteur de pétrole et de produits de base) [voir tableau 3].

B. Les économies émergentes et l'Afrique : Le vecteur de l'investissement

20. Il existe une pléthore effarante de données sur les apports d'IED à l'Afrique. Un certain nombre de problèmes contribuent à cette confusion. Tout d'abord, la notification d'IED au niveau des pays (selon le FMI et les enquêtes de la CNUCED relative à l'IED) est inégale et il existe des différences majeures dans les méthodes de notification et des ambiguïtés dans les données relatives aux flux d'IED; les regroupements d'entreprises, les niveaux de participation étrangère et les bénéfices

Tableau 2

Le niveau technologique des exportations de l'Afrique au monde et aux économies émergentes, 2006 (en pourcentage)

	Monde	Brésil	Chine	Inde	République de Corée	Malaisie	Fédération de Russie	Turquie
Produits primaires	70	84	82	67	80	63	65	65
Basés sur les ressources naturelles	13	10	14	20	12	14	21	17
Technologie de base	7	1	1	1	2	11	7	4
Technologie intermédiaire	7	4	2	2	5	8	2	14
Technologie de pointe	1	0	1	0	1	4	5	0

- La plupart des exportations de l'Afrique sont des produits de base primaires et des produits basés sur les ressources naturelles.
- Ces produits de base sont encore plus importants dans le commerce avec la Chine et l'Inde.
- Les exportations de l'Afrique à la Malaisie, la Fédération de Russie et la Turquie comprennent une plus grande proportion de produits de haut niveau technologique.

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008. Classification technologique prélevée de Lay (2000).

réinvestis sont traités de manière différente par les divers pays et, même quand ce n'est pas le cas, les données sont recueillies à des niveaux de détail différents. En deuxième lieu, un grand nombre de prévisions d'IED sont basées sur de vagues intentions qui restent lettre morte ou se concrétisent d'une manière assez différente de celle qui avait été annoncée en grande fanfare à grands coups de publicité. Et, en troisième lieu, dans certains cas (notamment celui de la Chine), l'IED est regroupé avec les prêts accordés à des conditions de faveur et il y a beaucoup de double comptage, les mêmes opérations étant enregistrées comme flux d'aide et apports d'IED.

21. Le tableau 4 rassemble diverses estimations d'apports d'IED à l'Afrique émanant d'économies émergentes. Il est fondé sur une gamme de sources di-

Tableau 3

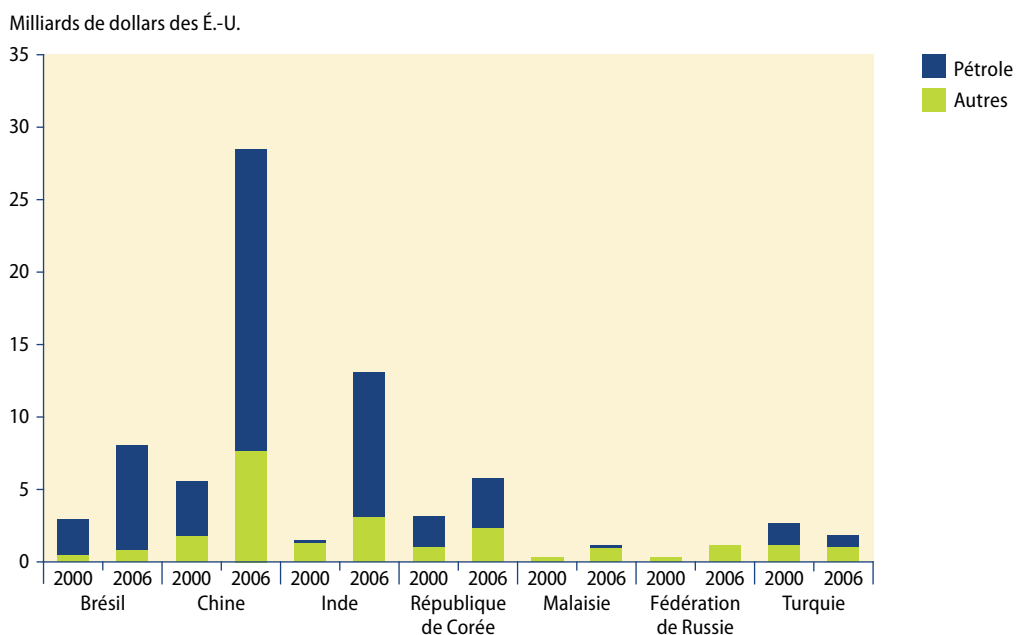
La part des pays africains dans l'ensemble des importations provenant d'Afrique de pays sélectionnés, 2007 (en pourcentage)

	Afrique du Sud	Nigéria	Algérie	Angola	Total considéré
Brésil	5	47	24	6	82
Chine	19	1		33	53
Inde	28	3			31
République de Corée	25	11	10	3	49
Malaisie	27	1			28
Fédération de Russie	13				13
Turquie	32	7	31		70

Source : Direction des statistiques commerciales (FMI), valeurs annuelles, accessibles via la base de données économiques et sociales (ESDS), juin 2008.

- Quatre économies émergentes — l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Algérie et l'Angola — sont les principaux fournisseurs d'importations de l'ensemble des économies émergentes, à l'exception de la Fédération de Russie.

Figure III
**Le pétrole et le gaz dans les exportations de l'Afrique
 aux économies émergentes**



- Le pétrole et le gaz constituent la majorité écrasante des exportations de l'Afrique aux économies émergentes.
- La Malaisie et la Fédération de Russie sont les exceptions; ces deux pays sont des producteurs de pétrole. Les exportations à ces économies sont néanmoins faibles.
- Les exportations de produits autres que le pétrole, notamment vers la Chine, l'Inde et la Corée, ont aussi augmenté rapidement. Elles sont composées, dans leur grande majorité, de produits de base.

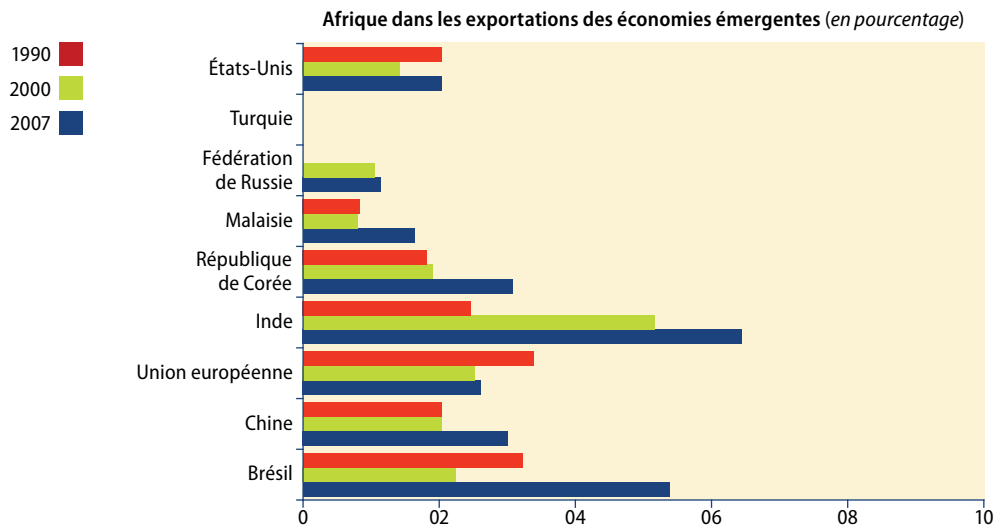
Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

verses qui souvent fournissent des données contradictoires. Ces données font apparaître une augmentation généralisée des flux d'IED vers l'Afrique émanant des économies émergentes, avec des apports notables (et souvent mal reconnus) du Brésil, de la Fédération de Russie et de la Turquie ainsi que de la Chine et de l'Inde⁴. Jusqu'en 2002, les apports d'IED effectués en Afrique par les économies émergentes étaient limités et faibles par rapport à ceux du Royaume-Uni, des États-Unis et d'autres sources occidentales traditionnelles d'IED. Cependant, au cours des dernières années, l'Afrique a reçu des apports considérables d'IED de donateurs non traditionnels, notamment de la Chine, du Brésil, de la Fédération de Russie et de la Turquie.

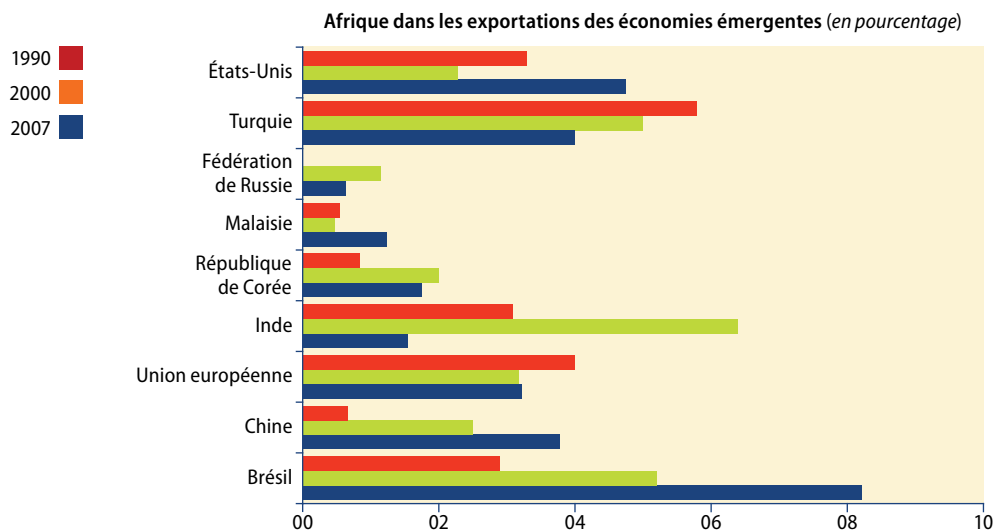
22. Sur la base de nombreux communiqués de presse et revues industrielles, on peut se faire une idée générale d'un pays émergent et de l'orientation sectorielle de son IED en Afrique. Le tableau 5 énumère les principales destinations et les principaux secteurs bénéficiaires de l'IED pour chacune des économies

⁴ De façon générale, les données recueillies des pays d'origine font apparaître un IED en Afrique supérieur à celui qui est indiqué dans les bases de données de la CNUCED et du FMI.

Figure IV

L'importance de l'Afrique pour le commerce des économies émergentes

- L'Afrique représente une faible part des exportations des économies émergentes.
- En général, l'Afrique est une destination d'exportation plus importante pour les économies émergentes que pour l'Union européenne et les États-Unis et cette importance s'accroît rapidement.
- Cette dépendance est plus grande pour le Brésil et l'Inde, mais l'importance de l'Afrique en tant que marché d'exportation grandit pour toutes les économies émergentes à l'exception de la Turquie.



- De façon générale, l'Afrique est plus un fournisseur d'importations pour ses pays partenaires qu'un marché pour leurs exportations.
- Cependant, tandis que sa part des importations de pays émergent s'est rapidement accrue pour le Brésil et la Chine entre 2000 et 2007, son importance relative a décliné pour la Turquie, Fédération de Russie, la République de Corée et l'Inde.

Source : Direction des statistiques commerciales (FMI), valeurs annuelles, obtenues auprès du Service de données économiques et sociales (ESDS), juin 2008.

Tableau 4

Les flux d'investissement étranger direct d'économies émergentes vers l'Afrique, 1991-2006*(en millions de dollars des É.-U.)*

	Chine	Inde	République de Corée	Malaisie	Brésil ^a	Fédération de Russie ^b	Turquie ^c	Royaume-Uni	États-Unis			
1991	2		16	1				1 069	85			
1992	8		28	13				523	305			
1993	15		84 ^d	29	7			393	837			
1994	28		134	111	36			500	762			
1995	18		19	38	72			1 116	352			
1996			37	8	496			875	1 678			
1997			1 847	88	148			1 020	3 436			
1998			191	81	78			- 41	3 075			
1999	591 ^e	42	175	20	222			1 901	596			
2000	551	85	243	222	24	78		2 120	716			
2001	708	25	1 630 ^f	185	14	14	49	578	1 658	2 438		
2002	983	30	116	883	12	7	340	150	1 200	652	3 291	- 578
2003	2 087	75 ^g	238	338	2		1 900		942			
2004	317		22	51	411			928	2 300	5 639	2 697	
2005	392		249	176	1 400	238		10 588	1 325			
2006	520											

Source : Sauf indication contraire, ces données proviennent de la CNUCED (2007).

Note : Les cases vides ne reflètent pas une absence de flux d'IED mais un manque d'information.

^a Brésil. 2004 de Harsch (2004), 2005 et 2007 calculées sur la base d'informations de la Fundação Dom Cabral-Programme colombien d'investissement international (2007).

^b Fédération de Russie. Acquisition effectuée dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, 2004 de Kuncinas (2006), 2006-2007 de Nestmann et Orlova (2008).

^c Turquie. 2003 à 2005 de Zaman (2005), 2006 de www.turkoafrika.com.

^d 1993-2005. Les données de cette colonne proviennent de la Banque d'import-export de la République de Corée telles qu'elles ont été citées dans Kim (2006).

^e 1999-2003. Les données de cette colonne représentent les flux d'IED de la Chine approuvés pour l'Afrique 1999-2003 (CNUCED, 2007).

^f 2001-2003. Les données de cette colonne proviennent du Ministère des finances de l'Inde.

^g 2003-2006. *Bulletin chinois de statistique, 2006.*

émergentes, en mettant l'accent sur les stocks plutôt que les flux. Il est clair que l'Afrique du Sud est la source majeure d'activité pour l'IED de chacune des économies émergentes. L'attrait que ce pays exerce reflète le désir des économies émergentes d'investir dans le secteur manufacturier, les produits de base et les services. L'importance du pétrole et du gaz dans les exportations de l'Afrique permet d'identifier le deuxième groupe de pays africains : le Soudan, l'Angola, l'Algérie et le Nigéria. Ces pays attirent l'IED de la Chine, du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie. Les industries extractives et la production d'énergie viennent au deuxième rang par ordre d'importance, Elles sont suivies par les secteurs connexes de l'infrastructure et de la construction. Bien que les entreprises chinoises et indiennes apparaissent dans le secteur manufacturier, jusqu'ici elles dominent principalement dans le secteur du vêtement, avec des exportations destinées aux États-Unis (et dans une moindre mesure à l'Union européenne). La Turquie représente une exception, avec peu d'investissements dans le pétrole et le gaz ou dans les secteurs des matières premières.

Tableau 5

La répartition par pays et par secteur de l'investissement étranger direct des économies émergentes en Afrique, 2000-2006

Chine	République de Corée	Brésil	Inde	Fédération de Russie	Malaisie	Turquie
Afrique du Sud ^a	Afrique du Sud ^b	Afrique du Sud ^b	Afrique du Sud	Afrique du Sud ^c	Afrique du Sud ^c	Afrique du Sud
Soudan ^c	Soudan ^c	Soudan	Soudan ^c		Soudan ^b	
		Angola ^c		Angola ^b		
Algérie ^b	Algérie ^c					Algérie ^b
	Maroc ^a		Maroc			
Nigéria ^a		Nigéria ^c		Nigéria ^c		
			Maurice ^c		Maurice ^c	
		Mozambique ^c				Mozambique
	Égypte ^c				Égypte	Égypte ^c
			Jamahiriya arabe libyenne			Jamahiriya arabe libyenne ^b
Zambie ^b	Côte d'Ivoire ^a	Guinée-Bissau ^b		Guinée ^b	Tchad ^a	
				Botswana	Namibie	
Secteur visé						
Pétrole et gaz		Pétrole et gaz	Pétrole et gaz		Pétrole et gaz	
Secteur minier	Secteur minier			Secteur minier		
Énergie		Énergie	Énergie		Énergie	
Infrastructure	Construction	Construction	Construction			Construction
Industries manufacturières			Industries manufacturières			Industries manufacturières
	Télécom-munications		Télécom-munications		Télécom-munications	

- L'Afrique du Sud est une des principales destinations de l'IED des économies émergentes.
- La tranche de destinations suivante reflète des investissements récents dans le pétrole, essentiellement au Soudan, en Angola et au Nigéria, qui proviennent de la Chine, de la République de Corée, du Brésil, de la Fédération de Russie et de la Turquie.
- Les investissements augmentent aussi dans l'extraction des minéraux en Zambie, en République démocratique du Congo, au Botswana, en Fédération de Russie et en Afrique du Sud.
- Les investissements dans les télécommunications, la production d'électricité, la construction ont acquis une importance accrue.
- L'Afrique du Sud est le seul pays africain dans lequel les pays émergents ont fait des investissements notables dans le secteur manufacturier. La Turquie est la seule économie émergente qui consacre le plus gros de son IED au secteur manufacturier.

Source : Compilation propre; sources diverses (voir annexe I pour plus de détails); les données pour le Brésil, la Turquie, la Fédération de Russie sont incomplètes.

^a 5 % à <10 %.

^b Important – 10 à 20 % du total des sorties d'IED des économies émergentes vers l'Afrique.

^c Très important – >20 %. Autres, négligeable – <5 %.

C. Les économies émergentes et l'Afrique : le vecteur de l'aide

23. Compte tenu de l'importance croissante de l'Afrique pour les économies émergentes, comme source de matières premières ainsi que comme marché futur, la plupart des économies émergentes cherchent à s'engager dans des partenariats stratégiques avec ce continent. Au cours des dernières années, la Chine, l'Inde,

la Turquie, la République de Corée et le Brésil ont tous tenu de grands sommets bilatéraux visant spécifiquement à accroître leur coopération avec l'Afrique.

24. L'aide que les économies récemment émergentes fournissent à l'Afrique doit être vue dans le plus contexte plus large de l'aide mondiale, et de l'aide mondiale à l'Afrique. Selon la figure I, l'Afrique a été la principale bénéficiaire de l'aide mondiale, recevant plus de la moitié du total en 2006. Ces flux d'aide représentent une combinaison d'aide multilatérale (30 %) et d'aide bilatérale (70 %) [moyennes 2000-2006]. La notification de l'aide à l'Afrique par les pays du CAD est complète et peut être trouvée sur le site Internet OCDE-CAD (<http://www.oecd.org/dac>). Cependant, aucune des sept économies émergentes considérées dans le présent rapport n'est membre du CAD bien que deux d'entre elles, la République de Corée et la Turquie, soient membres de l'OCDE et rendent compte au CAD. Les cinq autres économies émergentes, Brésil, Chine, Inde, Malaisie et Fédération de Russie, ne sont membres ni de l'OCDE ni du CAD.

25. Il n'existe donc pas de série coordonnée ou cohérente de données sur les flux d'aide de ces diverses économies émergentes vers l'Afrique. De plus, peu de l'assistance fournie par certaines des économies émergentes peut être considérée comme de l'« aide », pourtant il ne fait aucun doute qu'elle contribue d'une certaine manière à soutenir les besoins financiers de l'Afrique. Par exemple, depuis la fin de la guerre civile, la Chine a fourni au moins six milliards de dollars des É.-U., et peut-être même 14 milliards de dollars au Gouvernement angolais sous forme de prêts. La tranche d'aide la plus récente qui remonte à mars 2009 visait à appuyer l'expansion de la production agricole⁵. Une recherche approfondie de plusieurs sources a été entreprise et ses résultats détaillés, par économie émergente, sont disponibles à l'annexe I.

26. L'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), de même que l'annulation bilatérale d'accords de prêt ont été réalisés entre la Chine, la Fédération de Russie et le Brésil et beaucoup de pays africains. La remise de dette que la Chine a accordée à 31 pays africains en 2003 représentait un montant de 1,27 milliards de dollars des É.-U. Entre 2006 et 2009, un montant encore plus important de 1,3 milliards de dollars a été annulé. La Chine a procédé à cet allègement de la dette tant pour satisfaire les exigences des pays africains que pour tenter de répondre à l'appel qui lui avait été fait pour qu'elle suive l'exemple des principaux donateurs occidentaux. L'allègement de la dette effectué par le Brésil représentait environ 400 millions de dollars des É.-U.

27. À mesure que les vieilles dettes sont annulées, les donateurs traditionnels craignent à présent qu'un nouveau fardeau de dette pèsera dans l'avenir sur les pays africains, compte tenu des prêts considérables accordés à des conditions de faveur par la Chine. Comme on peut le voir dans l'encadré 2, ceci est un des problèmes majeurs qui affecte actuellement la très vaste entreprise d'aide, d'IED et de commerce de la République démocratique du Congo avec la Chine. Ces inquiétudes des donateurs traditionnels sont renforcées par le fait que l'aide chinoise à l'Afrique n'est généralement pas transparente, et qu'il existe une ambiguïté considérable quand aux sommes prêtées aux pays africains et dans quelles conditions. Tandis que les donateurs traditionnels s'engagent à appliquer la Déclaration de

5 Voir <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5i0hpgnhmj3GYfBFS8IbzA-J1Wdf5w> (consulté le 13 mars 2009).

Paris (voir section V-B ci-dessous), on craint que les économies émergentes, en général, et la Chine, en particulier, ne suivent pas leur exemple en matière de divulgation d'informations.

28. La Chine et l'Inde étant des donateurs clés parmi ces pays émergents, la présente section générale fournit un peu plus de détails sur leurs activités d'aide étrangère (voir encadré 1). Bien que ces deux pays mènent une grande variété d'activités d'aide en Afrique, l'aide de l'Inde est, en général, inférieure à celle de la Chine (bien que cela ne soit pas vrai pour tous les pays, comme dans le cas du Ghana, par exemple, voir annexe I). L'aide indienne est aussi plus orientée vers l'assistance technique que l'aide chinoise, bien qu'il y ait eu, au cours des dernières années, un changement radical dans l'orientation de l'aide indienne, et qu'elle commence, à présent, à ressembler beaucoup plus à l'aide de la Chine.

29. Pendant des décennies, l'Afrique n'a cessé de recevoir le soutien de la Chine. Alden (2007) signale des engagements d'aide de 4,9 milliards de dollars des É.-U. entre 1957 et 1989. L'Afrique, en tant que région, a reçu la plus grande part de l'aide au développement de la Chine, environ 44 % du total. L'aide chinoise comprend un mélange d'aide liée, de dons et de prêts à des conditions favorables. Davies (2006) indique que les flux d'aide entre 1949 et 2006 s'élevaient à environ 5,6 milliards de dollars.

30. L'écart entre ces chiffres est imputable à trois facteurs. Premièrement, la classification chinoise de ce que constitue l'aide diffère de celle qui est utilisée par le CAD et l'OCDE. Deuxièmement, les données relatives aux apports d'aide provenant des divers pays africains de même que de la Chine ne sont pas systématiquement recueillies ou publiées. Et troisièmement, tous les engagements d'aide ne se matérialisent pas sous forme de décaissements et certaines sources fournissent des données sur les engagements et d'autres sur les décaissements. C'est pourquoi il n'a pas été facile d'obtenir des données complètes sur l'aide de la Chine à l'Afrique.

31. La stratégie intégrée de la Chine en Afrique est reflétée le plus clairement dans ce que l'on appelle à présent le « modèle angolais ». Il s'agit d'un arrangement de financement dans lequel la Chine fournit à ses grandes entreprises d'État des crédits d'exportation titrisés par l'accès aux ressources d'un pays africain par le biais d'un accord avec le gouvernement du pays africain en question. Il incorpore dans le prêt un usage considérable d'intrants chinois puisque le financement est obtenu en Chine et est généralement limité à l'usage d'intrants chinois (et de quelques intrants africains locaux). Les termes de ces « accords sur le modèle angolais » — mis au point lors du financement fourni par la Chine, en échange de pétrole, pour la reconstruction en Angola après la guerre civile — varient et ne sont généralement pas transparents, de sorte qu'on ne sait pas si le financement comporte un élément important de don. Jusqu'ici, ce mode de financement a été utilisé, entre autres, pour l'accès de la Chine au pétrole en Angola (entre six et 14 milliards de dollars, pour les droits de prospection de manganèse au Gabon (trois milliards de dollars) et pour les investissements relatifs à la production de cuivre et de cobalt en République démocratique du Congo (voir encadré 2).

32. L'aide des autres économies émergentes est plus limitée et moins bien documentée. Le tableau 6 résume les informations disponibles sur l'aide de la République de Corée, de l'Inde, de la Turquie et du Brésil à l'Afrique. Dans la mesure

Encadré 1

L'aide indienne et chinoise à l'Afrique

L'aide de la Chine et celle de l'Inde sont différentes. L'Inde met principalement l'accent sur l'aide non monétaire qui revêt la forme d'une assistance technique et de bourses, tandis que la Chine offre un plus grand assortiment de programmes d'aide monétaire et non monétaire qui comprennent des dons et des prêts pour l'infrastructure, les usines et le matériel ainsi que des bourses, des possibilités de formation et une assistance technique. L'aide monétaire de la Chine est liée à l'utilisation de biens et services chinois et requiert l'adhésion au principe « d'une Chine » mais n'impose pas de conditions concernant la « bonne gouvernance » qui caractérise actuellement l'aide des donateurs occidentaux. Dans le cas de la Chine, en particulier, « il n'existe pas de distinction claire entre l'IED et l'aide ou entre l'aide et le commerce » (McCormick, 2008, abstract, p. 1).

Type d'aide	Types d'aide offerte par la Chine et l'Inde	
	Chine	Inde
Appui budgétaire général	X	
Dons/prêts pour l'infrastructure, les usines et le matériel	X	
Bourses pour la formation universitaire	X	X
Autres types de possibilités de formation	X	X
Assistance technique	X	X
Exemptions tarifaires	X	
Allègement de la dette	X	

Source : McCormick (2008).

Tableau 6

L'aide indienne, brésilienne et turque à l'Afrique

	Décaissements d'aide à l'Afrique (en millions de dollars des États-Unis)				Part du total des apports d'aide à l'Afrique (en pourcentage)				Aide à l'Afrique en pourcentage du total de l'aide de pays			
	1990	1995	2000	2006	1990	1995	2000	2006	1990	1995	2000	2006
UE des 15	9 968	8 643	6 273	20 862	40	40	40	48	51	42	41	52
USA	3 529	1 847	2 107	5 805	14	8	14	13	42	33	28	27
Japon	1 069	1 615	1 226	2 621	4	7	8	6	16	16	13	36
Rép. de Corée	9	15	24	48	0,04	0,07	0,16	0,11	74	21	19	13
Inde	...	...	1,56	4,44	...	...	0,01	0,01	...	...	1,52	1,52
Turquie	0	2	0	25	0,00	0,01	0,00	0,06	0	2	2	4
Brésil	...	...	24 ^b	...	...	...	0,05	...	...	...	27-34 ^c	

- Les flux d'aide du Brésil, de la Turquie et de l'Inde à l'Afrique sont limités.
- Ces flux d'aide représentent une petite fraction de l'aide à l'Afrique.
- En tant que proportion de l'aide de pays émergents, l'aide indienne et turque à l'Afrique représente une part beaucoup plus faible que l'aide de l'Union européenne, des États-Unis et du Japon.

Source : Les données relatives à l'UE des 15, aux États-Unis, au Japon, à la République de Corée et à la Turquie proviennent toutes de l'OCDE-CAD (consultées en mai 2008); Inde : les calculs sont fondés sur des données de Price (2005) et du Ministère indien des finances; Brésil : estimations fondées sur les données d'Altenburg et Weikert (2007), Schläger (2007) et Stamm (2006).

^a Pourcentage de l'aide de pays par rapport au total de l'aide publique au développement (APD) du CAD.

^b Les données relatives aux décaissements d'aide incluent les contributions d'organisations partenaires fondées sur une estimation approximative, c'est-à-dire des données officielles multipliées par 10 [ce facteur est une estimation de sources officielles citées dans Schläger (2007)]. Le Brésil ne publie pas ses données relatives à l'aide au développement.

^c Estimations d'Altenburg et Weikert (2007), et Stamm (2006).

Encadré 2

L'intégration stratégique de l'aide, du commerce et de l'investissement étranger direct : Chine et République démocratique du Congo, 2007-2008

La République démocratique du Congo possède de vastes ressources minérales mais ne dispose pas des moyens ou de la technologie nécessaires pour les exploiter. Le budget total de la République démocratique du Congo était seulement d'1,3 milliard de dollars en 2007 et il a été principalement utilisé pour payer les traitements. Avant les élections de 2006, le gouvernement de la République démocratique du Congo avait approuvé un grand nombre de contrats miniers de 35 ans selon des procédures qui n'étaient pas transparentes. Face à l'inquiétude internationale, le nouveau gouvernement a engagé un processus consistant à réexaminer 61 contrats miniers conclus entre 1997 et 2003. La capacité de réexaminer ces contrats a été renforcée par l'existence d'une voie alternative pour l'exploitation des vastes gisements miniers de la République démocratique du Congo, consistant, pour une grande part, dans le programme combiné d'aide-commerce-IED signé avec la Chine en 2007 et 2008.

Ce programme comportait deux initiatives importantes et liées entre elles. La première, qui remonte à 2007, prévoit l'octroi d'un prêt de la banque chinoise EXIM Bank d'un montant de 8,5 milliards de dollars. Ce prêt, qui avait pour objet de promouvoir l'exploitation du secteur minier, a été complété, au début de 2008, par un prêt additionnel de 5 milliards de dollars. Ensemble, ces prêts ont été titrisés en donnant à la Chine accès aux 14 milliards de dollars de réserves de cuivre et de cobalt. (La République démocratique du Congo possède un tiers des réserves mondiales de cobalt mondial et 20 % des réserves mondiales de cuivre). Cette aide a été liée à un programme d'investissement consistant à confier l'exploitation de ces ressources à une coentreprise, la Socomin, appartenant à des sociétés d'État chinoises (68 %) et congolaise (32 %). Les trois milliards d'investissement dans les mines seront remboursés à partir des bénéfices futurs. Aux termes de cet accord, 20 % seulement de la main-d'œuvre peut être chinoise, 0,5 % de l'investissement sera consacré à la formation, 1 % sera alloué aux investissements sociaux et 3 % à des projets écologiques dans les zones environnantes. Par ailleurs, 12 % au moins du travail sera sous-traité à des entreprises locales.

Outre ces investissements dans les mines, la Chine fournira un appui pour les investissements dans les cinq secteurs clefs identifiés par la République démocratique du Congo : l'eau, la production d'électricité, l'éducation, la santé et les transports. Un montant de 8,5 milliards de dollars sera alloué à un assortiment de projets qui incluent un réseau de distribution d'électricité, l'extension de routes et de voies ferrées, et la construction de 31 hôpitaux, 145 dispensaires, 5 000 logements et deux universités. Des ressources supplémentaires seront consacrées à la remise en état ou à l'expansion du réseau d'adduction d'eau. Toutes ces activités seront complétées par une gamme de projets d'aide additionnels, y compris des programmes de formation en Chine pour la réduction de la pauvreté et des prêts subventionnés pour la construction du Palais national du peuple (le parlement) et du Stade des Martyrs, complexe sportif et d'activités en plein air.

Au début de 2009, le FMI a tenté de bloquer cet investissement, faisant valoir que la République démocratique du Congo ne pouvait pas conclure de nouvel arrangement avec un créancier préférentiel privilégié alors qu'elle doit encore à des créanciers de l'Ouest 11,5 milliards de dollars. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les investisseurs chinois ont cependant réaffirmé, en mars 2009, leur détermination de réaliser ce grand investissement.

Source : Vandaele (2008); Komesaroff (2009).

où ces informations sont exactes, il apparaît clairement que les flux d'aide de ces économies émergentes à l'Afrique sont de faible ampleur et qu'ils ne représentent qu'une petite fraction du total de l'aide à l'Afrique. De plus, à l'exception du Brésil, la part de l'aide extérieure totale de ces pays qui est dirigée vers l'Afrique

est relativement faible, beaucoup plus faible que la part de l'aide totale de l'UE (50 %), du Japon (un tiers), ou des États-Unis (un quart).

33. Compte tenu du fait que la plupart des économies émergentes sont des pays en développement et eux-mêmes des bénéficiaires d'aide, il est compréhensible que le flux d'aide financière de ces pays aux pays africains soit relativement réduit par rapport à celui de l'aide provenant des États-Unis, du Canada, de l'Union européenne et du Japon. Tirant parti de leur propre expérience, les économies émergentes offrent une assistance non financière à leurs homologues africains dans une grande variété de secteurs. Cet engagement est généralement considéré comme une forme de coopération Sud-Sud et il est vu comme une façon pour les pays en développement de travailler ensemble.

34. La coopération entre les économies émergentes a été réalisée par le biais d'accords bilatéraux entre les organes régionaux africains et les économies émergentes de même que par celui de contributions aux organisations internationales qui s'occupent de problèmes de développement en Afrique. Tandis que la Chine et l'Inde ont des liens bilatéraux étroits, la Malaisie, la République de Corée et la Fédération de Russie ont tendance à travailler par le truchement de forums internationaux tels que le Fonds mondial pour le développement et les organismes des Nations Unies. La Turquie a établi des relations avec l'Union africaine où elle a le statut d'observateur. Ces pays ont aussi eu recours à la BAFD pour financer des projets d'infrastructure et de développement.

35. Une assistance a été fournie dans divers secteurs y compris la santé, l'agriculture, l'éducation et le renforcement des institutions. Compte tenu de la diversité qui les caractérise elles-mêmes, les économies émergentes ont pu aider leurs homologues africains à travers des secteurs économiques et sociaux différents. Le Brésil et l'Inde, par exemple, ont partagé leur expérience dans le secteur de la santé, surtout dans leur propre lutte contre le VIH/sida. La Malaisie a fourni une assistance dans les opérations bancaires et les problèmes juridiques, surtout en contribuant au renforcement des capacités institutionnelles. La Turquie et la République de Corée ont mis l'accent sur l'accès aux technologies peu onéreuses ainsi que sur l'éducation et les projets agricoles.

36. L'assistance au développement des ressources humaines par la formation a été encouragée tant par les économies émergentes que par les pays africains. Elle a revêtu la forme d'une aide générale dans le secteur de l'éducation par l'octroi de bourses d'études et la construction d'écoles ainsi que par une aide plus spécialisée dans des domaines tels que l'agriculture, le secteur bancaire, les questions juridiques et la formation technique. Le Brésil a financé des centres de formation professionnelle pour les pays sortant d'un conflit, tandis que l'Inde et la République de Corée ont subventionné des centres et une formation dans le secteur des technologies de l'information (TI).

37. L'assistance aux causes humanitaires a été fournie tant par le biais de contributions financières que par la fourniture de personnel et de matériel. La Fédération de Russie a aidé à former et à équiper du personnel local appelé à faire face à des problèmes humanitaires et à fournir des secours. La Chine a contribué du personnel aux missions de maintien de la paix de l'ONU en Afrique et a aidé à entraîner et équiper les soldats de la paix de l'Union africaine.

38. Eu égard à la présence croissante de la Chine en Afrique, les donateurs traditionnels comme l'Union européenne encouragent l'engagement trilatéral dans les domaines de la paix et de la sécurité, de l'infrastructure, de l'environnement et de l'agriculture. Compte tenu des ordres du jour différents que les donateurs traditionnels et la Chine paraissent avoir, la coopération trilatérale dans les domaines susmentionnés représenterait un effort commun qui permettrait d'affronter les importants problèmes de développement de l'Afrique.

D. L'intégration des vecteurs du commerce, de l'investissement étranger direct et de l'aide : les économies émergentes ont-elles des caractéristiques propres ?

39. Comme cela a été noté au début du présent rapport, dans les premières années de la domination coloniale, le commerce, l'investissement et l'aide de la métropole coloniale ont été fortement intégrés et harmonisés pour servir au mieux les intérêts de la puissance coloniale. Mais à mesure que le colonialisme prenait de l'âge et que la décolonisation commençait, ces liens intégratifs ont été affaiblis. La « meilleure pratique » qui est actuellement suivie sépare activement ces vecteurs d'intégration. On a ainsi assisté à des efforts vigoureux visant à délier l'aide et les pays récipiendaires d'IED sont encouragés à ne pas accorder de privilèges spéciaux à l'IED des pays avec lesquels ils ont d'importants liens commerciaux ou dont ils reçoivent une aide. Une autre caractéristique de « la meilleure pratique » actuelle est la présence croissante de conditionnalités dans l'ensemble des trois vecteurs. Jusqu'à un certain point ceci reflète les conditionnalités d'aide qui ont caractérisé l'aide à l'Afrique pendant les décennies d'ajustement structurel (les années 70 et 80). Pendant cette période, l'aide était liée à l'acceptation d'un ensemble particulier de politiques économiques, le programme de « l'Accord de Washington ». Plus récemment, la conditionnalité a reflété des programmes politiques et sociaux. Dans le cas de l'aide, par exemple, la transparence des dépenses et la prévention de la corruption ont été mis en œuvre par le Club de Paris et le CAD. Pour ce qui est de l'IED et du commerce, le souci de protéger l'environnement et d'établir des normes professionnelles et sociales a mené à l'adoption d'une série de normes pour les produits (par exemple, les aliments organiques et les meubles fabriqués à l'aide de bois provenant de forêts viables) et les processus (par exemple, les normes relatives à l'équité du commerce et les normes professionnelles).

40. Les économies émergentes, en général, et la Chine, en particulier, occupent une position particulière vis-à-vis de ce modèle émergent de meilleure pratique qui caractérise l'aide, le commerce et l'IED des pays de l'OCDE. En premier lieu, elles procèdent à une intégration stratégique beaucoup plus marquée de l'aide, du commerce et de l'IED. Ceci est particulièrement vrai dans le cas de la Chine et apparaît plus clairement que jamais dans le programme complet d'aide négocié avec la République démocratique du Congo à la fin de 1997 et au début de 2008 (voir encadré 2).



IV. L'exploitation maximale des possibilités : comment l'Afrique peut-elle tirer profit de l'ascension des économies émergentes ?

41. Comment l'Afrique peut-elle profiter le mieux des possibilités offertes par ces nouveaux participants disruptifs ? Dans quels secteurs les occasions majeures se présentent-elles ? Quelles stratégies pourraient être utilisées pour garantir les meilleurs résultats possibles ? Et quelles sont les principales parties à la négociation ? Telles sont les questions auxquelles il faut répondre si l'on veut que l'Afrique obtienne les meilleurs résultats possibles dans un monde en évolution rapide.

42. Il convient d'établir une distinction entre la réponse stratégique à l'entrée des économies émergentes dans l'économie africaine, et les politiques spécifiques qui sont adoptées pour mettre en œuvre ces stratégies. Les politiques sont dictées par la situation; elles reflètent des programmes spécifiques, des parties spécifiques et des moments spécifiques. Il est clair qu'il n'est pas possible de décrire ces politiques pour plus de 50 pays africains, sans parler des organismes bilatéraux et multilatéraux qui dominent traditionnellement l'aide et la politique en Afrique. Pour cette raison, le reste du présent rapport se limitera à affronter les questions stratégiques clés qui pourraient contribuer utilement à l'élaboration de réponses politiques spécifiques.

43. Avant de présenter ce programme stratégique cependant, nous résumons dans la section IV.A les principaux impacts développementaux que les économies émergentes ont eu sur l'Afrique. Ce résumé doit être lu dans le contexte de discussion plus détaillée qui figure dans les sections IV.B à IV.E ci-dessous.

A. Description sommaire de l'impact développemental des économies émergentes sur l'Afrique

44. Compte tenu de l'arrivée relativement récente des économies émergentes sur la scène économique et politique de l'Afrique, il est clair que leur impact développemental actuel est encore embryonnaire. Il est possible toutefois de discerner quelques tendances majeures pour les cinq parties intéressées : les consommateurs, le secteur manufacturier, le secteur agricole, le secteur des produits de base et les gouvernements.

Impact développemental sur les consommateurs africains

45. L'impact des économies émergentes sur les consommateurs de l'Afrique a généralement été positif. Leur impact commercial a mené à une chute des prix de beaucoup de biens, notamment de biens de consommation essentiels comme les vêtements et les chaussures. Jusqu'à un certain point, ceci reflète un changement dans la gamme de produits, c'est-à-dire, que les biens de consommation produits par les économies émergentes sont non seulement généralement meilleur marché que les autres produits de même qualité des partenaires commerciaux traditionnels, mais aussi qu'ils sont destinés à des consommateurs de revenu plus bas. Ils sont ainsi plus adaptés à la situation africaine.

46. Un autre avantage pour les consommateurs a été la fourniture de médicaments génériques de base qui sont adaptés à la situation africaine, notamment la fourniture de médicaments antirétroviraux peu coûteux et de moustiquaires imprégnées d'insecticides qui contribuent fortement à la lutte contre le paludisme. Les consommateurs africains ont aussi bénéficié de l'amélioration de l'infrastructure, y compris les voies ferrées, les routes et les ponts, et des télécommunications.

47. La seule exception à cet impact positif sur les consommateurs réside dans le prix des denrées alimentaires. L'évolution des termes de l'échange (section IV.C ci-dessous), causée principalement par la Chine et l'Inde, a donné lieu à l'augmentation des prix de toute une gamme de produits agricoles pendant le supercycle 2001-2008 qui, en toute probabilité, continuera à l'avenir. Ces augmentations ne sont pas limitées aux denrées alimentaires que les économies émergentes importent nécessairement directement, puisqu'il y a une grande mesure de substituable entre les récoltes et les intrants utilisés dans l'agriculture (tels que, par exemple, l'énergie, les pesticides et les engrais) qui ont souvent un caractère générique. Contrairement à la baisse des prix des produits manufacturés qui sont consommés d'une manière prédominante par les citoyens de revenus intermédiaires ou élevés, la hausse des prix de la nourriture affecte directement et de façon particulièrement dure les pauvres.

Impact développemental sur les secteurs manufacturier et infrastructurel de l'Afrique

48. L'impact des économies émergentes sur le secteur manufacturier a été généralement fortement défavorable. Beaucoup de marchés d'exportation ont été perdus ou ne sont restés ouverts qu'en raison du maintien, par les économies du nord, de préférences commerciales pour les exportateurs africains. Les fabricants ciblant leurs propres marchés intérieurs ont aussi été fortement défavorisés par les importations compétitives des économies émergentes, notamment de la Chine. Un autre secteur qui a souffert de la concurrence des économies émergentes est celui de la construction de grands projets d'infrastructure. Cette concurrence a particulièrement affecté les entreprises sud-africaines car la concurrence chinoise a exclu les autres fournisseurs d'infrastructure de beaucoup de marchés. Ce fait n'est pas seulement imputable à l'efficacité des entreprises chinoises, mais aussi à l'intégration stratégique de l'aide chinoise avec les appels d'offre compétitifs des sociétés de construction chinoises, liés à l'acquisition d'intrants d'origine

chinoise. Un effet secondaire intéressant de la concurrence chinoise réside dans le fait que ce ne sont pas seulement des entreprises de l'Afrique du Sud et celles du Nord qui ont été exclues de beaucoup de marchés, mais aussi celles du Brésil (comme dans le cas de l'Angola).

49. Face à cet impact généralement négatif des économies émergentes sur les secteurs manufacturier et infrastructurel de l'Afrique, la fourniture, par ces économies, de biens d'équipement peu onéreux et appropriés a permis à beaucoup de producteurs africains d'acquérir une capacité de production moins coûteuse et plus efficace. Un effet positif plus complexe mais aussi important de la présence des économies émergentes en Afrique a été que la fourniture de biens de consommation bon marché comme les vêtements de base a aidé à modérer les pressions salariales dans les autres secteurs.

Impact développemental sur le secteur agricole de l'Afrique

50. En principe, avec une population essentiellement agricole, l'Afrique devrait bénéficier d'un changement des termes de l'échange causé par les leaders asiatiques. Cependant, pour un certain nombre de raisons, la réalité a été plutôt différente. Premièrement, la production agricole dans laquelle l'Afrique possède un avantage comparatif mondial — notamment les cultures à boisson (thé, café et cacao) — ne sont pas généralement soumises aux mêmes pressions inflationnistes que les céréales, les légumineuses et les aliments pour animaux. Deuxièmement, en dépit de l'étendue de la masse terrestre de l'Afrique, la plupart des pays africains ne sont pas particulièrement bien dotés des ressources qui sont nécessaires pour produire ces cultures qui font d'objet d'une forte demande. Troisièmement, une des conséquences majeures de la demande d'énergie à base d'hydrocarbures de la part des économies émergentes a été la hausse des prix des intrants agricoles à base de pétrole, surtout le transport, les engrais et les insecticides. Quatrièmement, plus de 50 % de tous les agriculteurs africains connaissent un déficit alimentaire. Ainsi, une augmentation des prix de la nourriture peut, en dernier ressort, être en fait néfaste aux familles des petits agriculteurs pauvres. Et, cinquièmement, tous les pays africains ne sont pas des exportateurs de produits agricoles, moins de la moitié de toutes les économies africaines (soit 22 des 54 pays) représentent plus de 80 % des exportations de produits de base « doux » (végétaux).

Impact développemental sur le secteur des produits de base de l'Afrique

51. Les économies africaines qui produisent du pétrole, du gaz et des produits de base « durs » à base de minéraux sont des bénéficiaires potentiels de l'évolution des termes de l'échange. Certains pays africains, dont le Botswana, ont sagement recueilli la rente de ces ressources. Mais dans les autres cas, il y a eu une gamme d'impacts négatifs qui, de la perspective développementale, a couvert les gains exceptionnels résultant de la hausse des prix des produits de base. Un exemple de ceci a été la Zambie, où l'augmentation des cours du cuivre a mené à une forte augmentation du taux de change réel. Couplé avec le

legs de macropolitiques adoptées pendant les réformes politiques inspirées par la Banque mondiale et le FMI, (telles que, par exemple, les vacances d'impôts et la privatisation), la flambée des cours du cuivre qui a eu lieu pendant le supercycle 2001-2008 a eu peu d'effets sur les parties prenantes zambiennes (Bova, 2008; Weekes, 2008). Un résultat négatif additionnel de la flambée des cours des produits de base a été la capacité que l'envolée des prix a donnée à quelques gouvernements africains qui subissaient les pressions mondiales en matière de droits de l'homme (le Soudan, par exemple) ou de transparence ou de dépense de l'aide (Angola) de résister aux tentatives mondiales de leur imposer de meilleures formes de gouvernance.

52. Un facteur supplémentaire a été la répartition inégale des exportations de produits de base durs parmi les pays africains. Cinq pays africains représentent, à eux seuls, plus de 80 % de toutes les exportations de pétrole et de gaz et pratiquement tous les autres pays africains sont des importateurs nets de pétrole. En fait en 2007 et pendant les huit premiers mois de 2008, le fardeau croissant de la hausse des prix du pétrole a éliminé tous les gains de devises résultant de l'aide croissante aux pays africains importateurs de pétrole. Les conséquences de l'augmentation des prix du pétrole à un moment où on s'approche des prix records vont, en toute probabilité, se transformer en un problème à long terme pour une bonne partie de l'Afrique. De même, 12 économies africaines représentent à elles seules plus de 80 % de toutes les exportations africaines de produits de base durs.

Impact développemental sur les gouvernements africains

53. À bien des égards, les principaux bénéficiaires de l'impact des économies émergentes en Afrique ont été les gouvernements. Les nouvelles injections d'aide ont, dans certains cas, permis de remettre en état les installations décrépités utilisées par les fonctionnaires et les hommes politiques, telles que les parlements et les logements de fonctionnaires. Dans certains cas, notamment dans celui de la République démocratique du Congo (voir encadré 2 ci-dessus), les investissements des économies émergentes ont mené à une augmentation des revenus du gouvernement grâce à la formation de partenariats de coentreprises dans le domaine de l'expansion minérale, et à la capacité qui a été donnée aux pays africains de renégocier des accords asymétriques avec leurs partenaires économiques traditionnels. Les forces de maintien de la paix fournies par la Chine et l'Inde ont aussi joué un rôle, bien que limité, dans les tentatives auxquelles se sont livrés certains pays africains de mettre fin à leurs conflits internes. Enfin, les gouvernements africains ont été aidés dans leurs négociations avec les donateurs d'aide traditionnelle car ils ont pu résister à la réforme politique dictée par le Consensus de Washington en faisant appel aux ressources alternatives de pays émergents, de même qu'à l'expérience politique de pays comme la Chine et l'Inde qui contredit souvent les politiques prescrites par les institutions internationales. Cette expérience a étendu l'espace politique en créant de nouvelles approches au développement africain.

54. Mais dans la mesure où l'aide reçue des économies émergentes doit être remboursée (contrairement à ce qui serait le cas pour des dons), il y a un danger que de gros apports assortis de délais de grâce fassent oublier les incidences à long terme de ces flux pour l'endettement futur.

B. Élaboration du Programme stratégique

55. Il y a plus de 50 pays en Afrique, et le présent rapport examine leurs relations avec sept économies émergentes. Ces pays ont chacun leur propre histoire. Ils ont des dotations en ressources différentes et se trouvent à des phases diverses de développement. Certains pays africains sont sans littoral et certains ont de vastes zones désertiques. La densité de leur population varie énormément et les compétences humaines sont développées inégalement à l'intérieur de ces pays et d'un pays à l'autre. Ce qui est peut-être le plus important, c'est que les divers pays du continent ont des systèmes politiques et des formes de gouvernance très divers avec des capacités variables de s'entendre et d'exécuter des choix stratégiques. En même temps, bien que les sept pays émergents considérés dans le rapport partagent le désir, en tant que participants relativement nouveaux, de resserrer leurs liens avec l'Afrique, ils ont eux aussi, des dotations en ressources, des besoins et des capacités stratégiques très différents.

56. Pour ces raisons et des raisons connexes, il n'est ni possible ni souhaitable de définir une façon unique pour les pays africains individuellement ou en groupes d'entrer en interaction avec ces nouveaux participants disruptifs sur la scène mondiale. En dépit de cette mise en garde, il est clair que l'Afrique a une excellente occasion de restructurer ses relations externes en capitalisant sur l'entrée de ces nouvelles économies. Dans ce que suit, le présent rapport énonce certains des paramètres clés qui pourraient être examinés, mais le fait seulement au niveau général pour illustrer comment ces occasions pourraient être saisies. La définition et surtout la mise en œuvre des politiques ne sont pas optimisées par des rapports et des documents. Elles reflètent des interactions et des engagements entre les principales parties intéressées et c'est là que des mesures de base sont requises. La rationalisation par le biais de rapports suit souvent des discussions stratégiques et une action décisive.

57. En ouvrant la voie à un processus de formulation stratégique, le reste du présent rapport définit certaines des questions qui doivent être considérées. Ce processus commence par la reconnaissance du pouvoir de négociation que certains des pays africains, mais pas tous, ont dans le cadre d'un boum probable des produits de base et d'une inversion des termes de l'échange (voir section IV.C) malgré la chute des cours des produits de base résultant de la crise mondiale causée par le secteur financier qui s'est produite après septembre 2008. Pour que des gains soient réalisés, des investissements stratégiques doivent être faits dans l'infrastructure et dans la mise en valeur des ressources humaines (voir section IV.D). En dépit de ces possibilités économiques, l'Afrique est toutefois confrontée à des défis sociaux énormes, et ceux-ci, aussi, doivent être relevés (voir section IV.E). Face à tous ces problèmes, une réponse stratégique est essentielle, et ceci nous amène à poser la question suivante : qui en Afrique pourrait aider à définir et à mettre en œuvre cette réponse stratégique à l'entrée des nouvelles économies émergentes en Afrique (Section V.A).

C. Le boum des produits de base et l'inversion des termes de l'échange

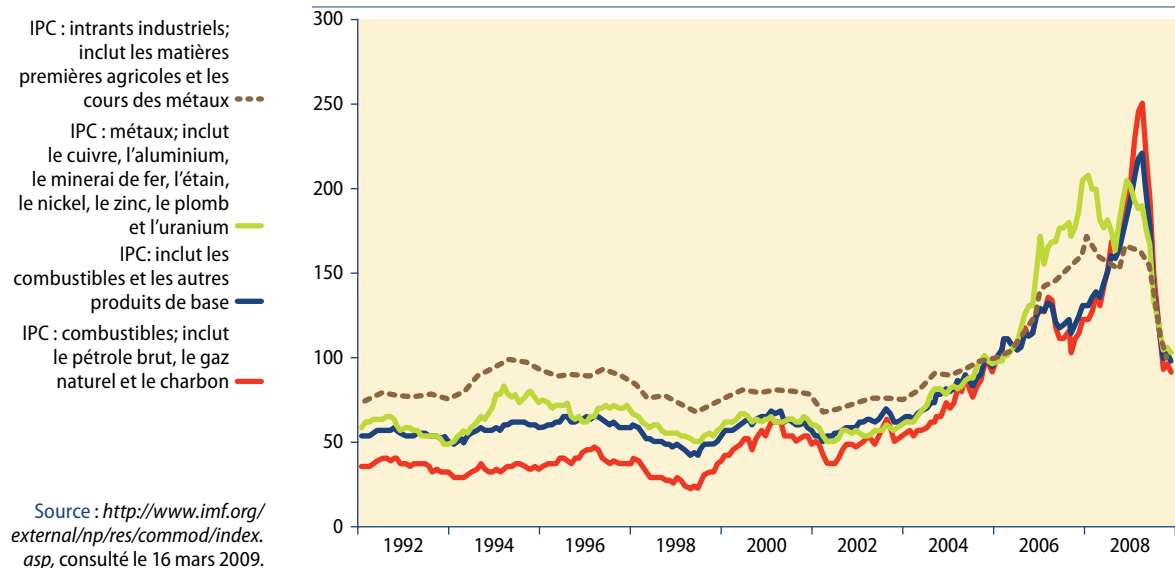
58. La période allant de 2001 à 2008 a été caractérisée par une forte hausse des prix des produits de base. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de l'après-guerre que les prix des produits de base ont augmenté mais les hausses de prix

précédentes qui avaient eu lieu dans les années 50 et les années 70 étaient sans lendemain. Elles étaient sans lendemain parce que les principales causes de l'augmentation des prix de ces produits (les guerres de Corée et du Moyen-Orient) avaient un caractère temporaire. Cette fois-ci cependant, la hausse des prix des produits de base est alimentée par la croissance des principaux pays consommateurs, notamment la Chine, mais l'Inde est aussi sur le point d'entrer sur le marché mondial de ces produits. La croissance structurelle de la Chine a alimenté un super cycle des cours des produits de base induit par la demande, qui a été interrompu par la crise financière de 2008. Contrairement aux boums précédents de 1951-1953 et 1973-1975, la flambée des prix des produits de base de 2003-2008 va en toute probabilité reprendre sous l'effet de la croissance intérieure de la Chine (Farooki, 2009). Les économies de ces deux leaders asiatiques géants se trouvent aux premières étapes de leur croissance qui est caractérisée par une grande utilisation de produits de base et sauf un effondrement majeur de leur courbe de croissance, il est probable que leur appétit pour l'énergie et les produits minéraux durera quelque temps (Kaplinsky, 2006). De plus, à mesure que croissent les revenus de ces deux économies, les modèles de consommation de denrées alimentaires changent en faveur de produits à base de viande et ce phénomène et la quête connexe d'une sécurité énergétique mondiale et de biocarburants ont aussi mené à une augmentation soutenue des prix des produits agricoles. Ainsi, une fois que la crise économique mondiale commencera à passer et que la croissance de la Chine et de l'Inde reprendra, il est probable que le boum des prix des produits de base reprendra⁶.

59. Mais la hausse des cours des produits de base, à elle seule, ne change pas nécessairement l'équation économique pour les divers pays. C'est le changement relatif des cours qui est important sur le plan du commerce, pour la stratégie

Figure V

Indice mensuel des prix à la consommation (IPC), 1992-2009 (2005 = 100)

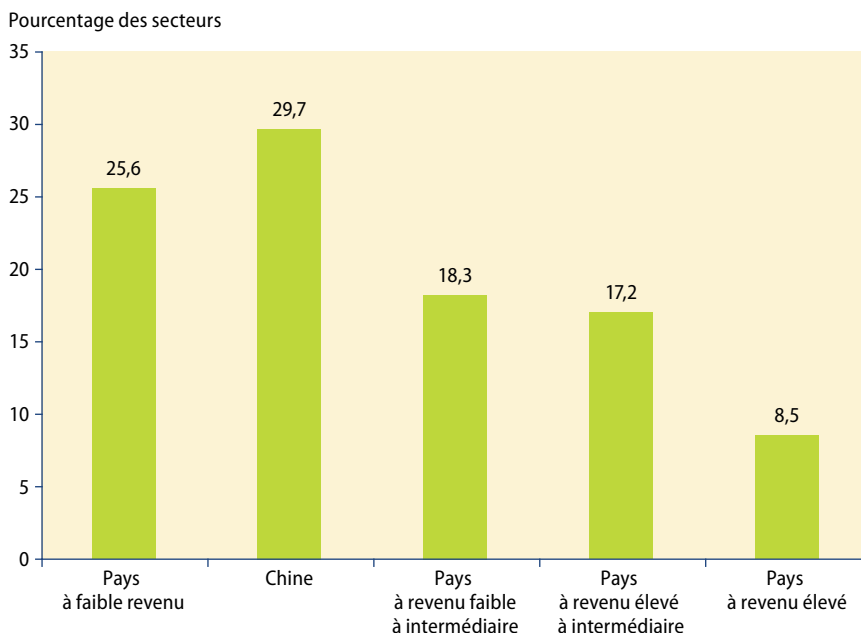


⁶ On oublie souvent que « la hausse des cours des produits de base » suppose la stabilité relative des prix des produits manufacturés et des services. En fait, lorsque les cours des produits de base sont tombés en 2009, il en a été de même pour un grand nombre de produits manufacturés et de services.

économique. Ici, aussi, l'économie mondiale a subi des changements importants au cours de ces dernières années. La concurrence croissante dans le secteur manufacturier en Asie, en général, et en Chine en particulier, a signifié qu'à mesure qu'augmentaient les prix des produits de base, les prix de produits manufacturés baissaient, notamment pour les produits exportés par les économies à faible revenu (voir figure 6). C'est ce changement dans les relativités qui met au défi les stratégies de développement dans le monde entier mais, en particulier, en Afrique (Kaplinsky, 2006 et 2008). Cela est dû au fait que l'Afrique se trouve à la phase initiale de son développement industriel et que, bien qu'elle soit riche en ressources, en produits minéraux et en énergie, elle possède un potentiel considérable dans ce secteur. Le potentiel agricole de l'Afrique n'est cependant pas très favorable (Bloom et Sachs, 1998).

60. Quelle importance cela a-t-il pour l'Afrique et ses relations avec les économies émergentes ? Premièrement, le pouvoir dans beaucoup de cas réside maintenant auprès des pays producteurs de produits de base plutôt qu'auprès des pays industriels. L'Afrique est particulièrement bien favorisée, non pas tant du point de vue de ses exportations actuelles de produits de base qu'en termes d'exportations potentielles. Le tableau 7 montre que pour beaucoup de produits minéraux, l'Afrique constitue la principale base de ressources pour l'avenir. Dans le secteur de l'énergie, ce n'est pas tant la part des réserves mondiales de l'Afrique qui est stratégiquement importante mais la part de ses réserves non identifiées. Les nouvelles découvertes d'hydrocarbures au large de la côte occidentale de l'Afrique, de même qu'en Ouganda, et le potentiel de découvertes de pétrole dans les autres parties de l'Afrique, en font une région exceptionnellement attrayante pour les pays qui ont des besoins énergétiques en croissance rapide.

Figure VI
Secteurs connaissant une évolution négative des prix,
1988/1989-2000/2001, par groupes de pays (en pourcentage)



Source : Kaplinsky (2005).

61. Mais l'Afrique ne va pas seulement bénéficier du boum des produits de base. Bien que les réserves minérales potentielles soient largement réparties sur le continent, le modèle actuel d'exploitation des ressources est très concentré. Comme il est indiqué plus haut, cinq pays seulement représentent plus de 90 % de toutes les exportations d'énergie, et 12 pays seulement représentent plus de 90 % de toutes les exportations minérales et bien que les exportations agricoles soient réparties plus largement en Afrique, 22 pays représentent 90 % de ces exportations.

62. La clef consiste donc pour l'Afrique à utiliser à son meilleur avantage le pouvoir qu'elle possède dans le secteur des produits de base dans ses relations avec les nouvelles puissances émergentes, notamment pour l'exploitation de ces ressources minérales et la fourniture de l'infrastructure connexe. L'accord que la République démocratique du Congo a conclu avec la Chine en 2007 et 2008 illustre de quelle manière ce pouvoir peut être utilisé pour obtenir des termes avantageux, notamment à un moment où la Chine et les autres économies émergentes s'efforcent d'obtenir l'accès aux ressources qui étaient auparavant le domaine réservé des puissances économiques de l'Ouest. Comme l'indique l'encadré 2 (ci-dessus), la République démocratique du Congo n'a pas seulement été capable de recevoir des investissements chinois assortis d'aide en matière d'infrastructure et de formation, en garantissant un contenu local minimum, avec une participation locale à l'exploitation minière, mais elle a été aussi capable d'utiliser cet effet de levier fourni par la Chine pour imposer la renégociation de plus de 60 accords miniers de 35 ans conclus auparavant avec les entreprises de l'Ouest.

63. En deuxième lieu, toutefois, l'inversion des termes de l'échange n'affecte pas seulement les exportateurs de produits de base. Elle affecte aussi simultanément le secteur manufacturier. Ici l'impact de l'entrée de la Chine sur les marchés mondiaux a été beaucoup plus négatif pour l'Afrique. Si l'on exclut l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud, plus de la moitié de toutes les exportations de l'Afrique subsaharienne de produits manufacturés sont des articles d'habillement. Au cours des deux premières années qui ont suivi l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements (qui a éliminé les quotas sur les exportations de la Chine et d'autres économies asiatiques vers les États-Unis et l'Union européenne), les exportations africaines de vêtements sont tombées de 25 % (Kaplinsky et Morris, 2008). La même chose s'est produite pour les meubles et les autres produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre. Une partie de l'arrangement qui

Tableau 7

Part de l'Afrique dans la production et les réserves mondiales (en pourcentage)

Minerais	Production	Réserves
Groupe des métaux du platine	54	60 +
Or	20	42
Chrome	40	44
Manganèse	28	82
Vanadium	51	95
Cobalt	18	55 +
Diamants	78	88
Aluminium	4	45

Source : Banque africaine de développement (2008).

doit être conclu avec les économies récemment émergentes entrant en Afrique est de veiller à atténuer ces effets négatifs sur les secteurs industriels qui sont essentiels pour promouvoir une croissance viable à long terme. Les pays africains doivent veiller à ce que la Chine et les autres exportateurs de produits manufacturés incorporent l'Afrique dans leurs chaînes de valeur mondiale qui connaissent un si grand succès sur les marchés mondiaux. Les entreprises chinoises pourraient, par exemple, fournir à l'Afrique, ou à des entreprises afro-chinoises, des textiles pour qu'elles les exportent aux États-Unis sous le régime de l'AGOA au lieu d'exporter ces vêtements directement de la Chine aux États-Unis.

D. L'infrastructure et les ressources humaines

64. Pour tirer profit du potentiel des ressources de l'Afrique, il faut pouvoir disposer d'une infrastructure efficace. Ici l'Afrique est particulièrement défavorisée. C'est le continent le plus élevé et elle possède peu de cours d'eau navigables; 93 % de la masse terrestre se situe sous les tropiques et subit de fortes précipitations; beaucoup d'États africains n'ont pas de littoral, et 10 % seulement des terres se trouvent à 100 kilomètres de la côte (contre 18 % pour les pays membres de l'OCDE et 27 % pour les pays d'Amérique latine); et seulement 21 % de sa population vit à 100 kilomètres du littoral contre 69 % pour les pays membres de l'OCDE et 42 % pour l'Amérique latine). On estime, qu'en Afrique, les coûts des transports et les coûts logistiques sont 2,5 fois supérieurs à la moyenne mondiale⁷. Comme l'indique le tableau 8, ces désavantages de l'infrastructure physique qui requièrent le transbordement de produits et leur expédition vers des ports s'accompagnent de frais d'assurance élevés. Même si l'on ne considère que les économies en développement, la part des coûts de fret et d'assurance dans le coût total de production est plus grande en Afrique que dans les autres régions en développement, et tout particulièrement en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est. L'amélioration de l'infrastructure africaine devrait être donc un objectif clef dans les efforts visant à obtenir un avantage stratégique de l'entrée des nouvelles économies sur la scène africaine. L'accès aux produits primaires devrait être facilité dans le cadre d'un processus plus large de développement infrastructurel.

65. Cependant, l'Afrique ne doit pas commettre les erreurs qui ont caractérisé le développement infrastructurel à l'ère coloniale, dans lequel l'infrastructure primaire a été construite pour transporter les matières premières vers les ports. Il faudrait plutôt envisager, dans ce développement infrastructurel, de promouvoir l'infrastructure régionale afin de faciliter le commerce intrarégional. Ceci revêt une grande importance pour le développement. Ainsi, le commerce intra-africain est caractérisé par un niveau technologique beaucoup plus élevé que celui du commerce de l'Afrique avec le monde extérieur (notamment son commerce avec la Chine et l'Inde, voir le tableau 2 ci-dessus). Il s'agit donc d'un vecteur important pour promouvoir la diversification des structures économiques et une croissance durable des revenus. De plus, le développement infrastructurel pour l'extraction des produits de base devrait aussi considérer la possibilité de fournir, à un coût

7 D. Perkins, « Development Corridors and Spatial Development Initiatives (SDIs) in Southern and East Africa », Atelier MMCP, Université du Cap, mars 2009.

Tableau 8

Le fret et l'assurance en pourcentage des coûts de production, 1997

Le monde	4,1
Pays développés	3,4
Pays en développement	6,5
Afrique	10,0
Amérique latine	5,6
Asie	6,5
Pays africains sans littoral	
Afrique de l'Est	14,6
Afrique australe	9,9
Afrique de l'Ouest	24,6
Pays moins développés (1995)	12,5

Source : CNUCED, 2001.

marginal qui est souvent relativement faible, des stimulants qui réduisent les coûts logistiques pour les petits fournisseurs d'intrants et les producteurs agricoles des zones environnantes.

66. Bien que les produits primaires aient un rôle clef à jouer au XXI^e siècle, le développement à long terme exige aussi le développement de deux autres séries d'infrastructure. La première réside dans les télécommunications, et ici l'Afrique est déjà relativement bien servie dans les télécommunications mobiles, et la plus grande partie de cette infrastructure utilise intensivement la technologie, les compétences et la finance asiatiques. Ces liens et ces investissements dans l'infrastructure des télécommunications doivent être encouragés davantage et doivent aussi faire l'objet de négociations stratégiques avec les nouvelles économies émergentes qui entrent sur le continent africain.

67. Cependant, la principale infrastructure dont l'Afrique a besoin pour une croissance des revenus à long terme et équitable est la qualité de ses ressources humaines. La connaissance est la composante clef des systèmes de production. Ceci est évident pour le secteur manufacturier et celui des services qui requièrent un haut niveau de connaissances, mais c'est aussi vrai pour le secteur des produits de base. Il est possible, en effet, de suivre deux voies distinctes dans l'exploitation des ressources, la bonne et la mauvaise. L'Afrique peut rester simplement une source de matières premières, ne fournissant pratiquement que des minerais de base et du pétrole ou elle peut devenir une source de connaissances pour le secteur des ressources. La bonne voie est celle que les États-Unis ont suivie au XIX^e siècle et celle que l'Australie et la Norvège ont prise au cours des dernières décennies. Dans ces pays, le système national d'innovation a été orienté vers l'utilisation la plus rationnelle possible des produits de base (Wright et Czelusta, 2004). Il est vrai, certes, qu'avec son bas niveau technologique, l'Afrique peut paraître très éloignée de ce modèle mais il ne faut pas oublier que « même dans le voyage le plus long, c'est le premier pas qui compte », et que des investissements à long terme clefs doivent être faits dans les secteurs de la connaissance et des ressources humaines si l'on veut que l'Afrique connaisse un avenir prospère⁸.

⁸ Ce programme politique fera l'objet d'un programme de recherche qui sera entrepris par un groupe de chercheurs africains et britanniques; voir www.commodities.open.ac.uk.

E. Le Programme de développement

68. La satisfaction des besoins sociaux de l'Afrique, qui connaît des niveaux élevés et croissants de pauvreté absolue, est une tâche gigantesque et elle constitue un des objectifs du Millénaire pour le développement. Ces besoins sociaux doivent être satisfaits à un certain nombre de niveaux, y compris en stimulant la croissance, en donnant accès à des services de santé et à une éducation de base, et en répondant aux besoins spécifiques des communautés défavorisées en Afrique. Quel rôle les nouvelles économies émergentes peuvent-elles être appelées à jouer dans la mise en œuvre d'un programme de cette nature ?

69. Un élément clef de ce programme politique consiste dans la remise de dette. Pour le moment, cela n'est pas un grand problème pour les économies émergentes dont les programmes d'aide n'ont été intensifiés qu'au cours des toutes dernières années. Cela pourrait devenir une source de préoccupation à l'avenir mais ce n'est pas une source de préoccupation aujourd'hui. Une autre composante clef du programme de politique générale est le soutien budgétaire. Il s'agit d'un secteur dans lequel les économies émergentes ne pourront vraisemblablement apporter qu'une contribution limitée, y compris notamment par le biais d'une participation aux organismes multilatéraux. Cependant, toutes les économies émergentes étant elles-mêmes soit des économies à faible revenu soit des économies pauvres en devises, ou les deux, il est peu probable qu'elles joueront un rôle majeur dans leurs relations avec l'Afrique. En tout état de cause, même si leur intervention s'accroît, les pays africains ne peuvent avoir une grande influence sur le rôle des économies émergentes dans ce processus.

70. L'Afrique pourrait plutôt chercher à obtenir l'assistance directe dans trois secteurs clefs dans lesquels les économies émergentes ont des compétences spécifiques. Le premier est celui du maintien de la paix. Ici, les économies émergentes ont l'avantage du non-alignement, et le fait qu'elles n'ont pas participé aux sanctions mondiales contre des pays comme le Soudan, fait pour lequel elles ont souvent été critiquées, leur donne paradoxalement des compétences particulières dans le règlement des conflits. La Chine est devenue surtout pertinente à cet égard, et à la mi-2008 avait envoyé plus 10 000 soldats de maintien de la paix à l'étranger, la plupart en Afrique⁹.

71. Le deuxième secteur de soutien tient à la similarité des situations qui existent en Afrique et dans beaucoup d'économies émergentes. Ayant à répondre à la demande de consommateurs à faibles revenus, la Chine, l'Inde et le Brésil ont commencé à mettre au point des technologies opérationnelles et des produits particulièrement appropriés pour les autres pays en développement, y compris ceux d'Afrique. La valeur des technologies appropriées se manifeste, en particulier, dans l'agriculture, l'industrie et les services à petite échelle. La Chine et l'Inde sont déjà devenues pour l'Afrique une source majeure non seulement d'articles de consommation bon marché mais aussi de biens d'équipement et de produits intermédiaires abordables et appropriés ainsi que de services abordables et appropriés (tels que, par exemple, les télécommunications rurales). Le recours à ces technologies et à ces compétences appropriées, y compris par

⁹ Voir http://news.xinhuanet.com/english/2008-06/30/content_8466332.htm (consulté le 18 juillet 2008).

le biais de programmes d'assistance technique dans l'agriculture, la santé et le développement des infrastructures est un secteur clef de l'assistance technique des économies émergentes.

72. Un dernier secteur spécifique du programme social dans lequel l'Afrique pourra fortement bénéficier de ses liens avec les économies émergentes est celui de la santé et des produits pharmaceutiques en général, et du paludisme et du VIH/sida, en particulier. Le Brésil, la Chine, l'Inde et la Fédération de Russie connaissent tous des problèmes majeurs en ce qui concerne les taux d'infection du VIH et chacun de ces pays a développé, à sa manière, des compétences spécifiques dans ces secteurs. En même temps, l'Afrique, elle-même, est en train de développer ses compétences dans ces problèmes développementaux critiques, et une combinaison de l'assistance technique et de la coopération avec les économies émergentes est un atout stratégique important dont l'Afrique peut tirer profit dans ses relations avec ces nouveaux venus sur la scène mondiale. Le Brésil, par exemple, a déjà commencé à fournir un appui à l'initiative de lutte contre le VIH/sida, et les entreprises pharmaceutiques indiennes sont des fournisseurs majeurs de médicaments génériques en Afrique de l'Est. Ces deux initiatives se prêtent à une expansion.



V. L'élaboration d'une réponse politique : ses incidences pour les principaux acteurs

A. Qui pourrait élaborer le Programme stratégique et comment cela pourrait-il se faire ?

73. Dans la section II du présent rapport, il a été noté, qu'à certains égards, il existait des similarités entre la nouvelle phase d'activité des économies émergentes en Afrique et le modèle d'interaction qui existait entre l'Afrique et les puissances coloniales. Comme au cours des années précédentes, les économies récemment émergentes coordonnent, plus ou moins largement, leurs programmes en Afrique avec les trois principaux vecteurs d'interaction : le commerce, l'IED et l'aide. Ces pays, comme on peut le voir au tableau 9, ont de plus en plus « une stratégie pour l'Afrique ». Le problème réside toutefois dans le fait que l'Afrique « n'a pas de stratégie vis-à-vis des économies émergentes ». Quatre programmes clés doivent être réalisés pour combler cette lacune stratégique.

74. La première étape clé pour les pays africains consiste à reconnaître le pouvoir qu'ils ont dans le contexte du boum des produits de base et de l'inversion des termes de l'échange. Bien qu'à présent un nombre limité seulement d'économies africaines soient les bénéficiaires majeurs de ce boum du point de vue de leurs structures de production actuelles, beaucoup d'autres pays africains ont le potentiel de devenir des exportateurs majeurs d'énergie et de produits minéraux. Le Mozambique, par exemple, possède d'importants gisements de charbon et de fer qui n'ont pas encore été exploités.

75. La deuxième démarche clé pour les pays africains serait d'adopter une stratégie similaire à celle qui a été adoptée le plus clairement par la Chine, mais de plus en plus aussi par l'Inde et les autres économies émergentes et qui consiste à assimiler les vecteurs d'intégration (voir tableau 9 ci-dessous). Compte tenu du rôle important que l'Afrique joue en répondant aux besoins commerciaux des économies émergentes en tant que source de matières premières et en tant que marché pour leurs produits, le moins que ces économies peuvent faire serait de les aider à exploiter ces produits de base et à répondre aux besoins développementaux et infrastructurels complémentaires de l'Afrique. Les économies émergentes pourraient aussi, le cas échéant, accorder aux pays africains un IED et leur permettre de participer à la chaîne de valeurs de leurs entreprises qui servent les marchés mondiaux (ainsi, les entreprises chinoises, indiennes et turques pourraient fournir leurs produits textiles aux pays africains pour qu'ils les réexportent, par le biais des réseaux de commercialisation de ces entreprises, vers les États-Unis et l'Union européenne).

Tableau 9

Les économies émergentes et l'Afrique

	Importance de l'Afrique pour l'économie émergente	Importance de l'économie émergente pour l'Afrique	Exportations vers l'Afrique	Importations à partir de l'Afrique	IED en Afrique	Aide à l'Afrique	Intégration stratégique par l'économie émergente	Intégration stratégique par l'Afrique
Brésil	Énergie (court terme); minéraux; marchés pour biens et services	Technologie, notamment dans le domaine de la santé; appui à l'infrastructure	Denrées alimentaires; transports; produits pétroliers raffinés; minerais de fer	Pétrole brut (précédemment Produits pétroliers raffinés)	Pétrole, minerais de fer et charbon; infrastructure	Remise de la dette; infrastructure; projets de lutte contre le sida; formation; biocarburants	Faible. Le Brésil cherche à obtenir l'appui de l'Afrique sur la scène internationale. Forum de coopération Afrique-Amérique du Sud établi, avec la coordination du Brésil et du Nigéria	Très limitée; sauf de la part de l'Afrique du Sud
Chine	Énergie, minéraux; appui auprès des forums mondiaux	Source de technologies peu onéreuses et de biens de consommation à bas prix	Vaste gamme de produits à contenu technologique croissant	Le pétrole domine et revêt une importance croissante. Importation de minéraux	Surtout dans le secteur des ressources mais flux croissants dans le secteur manufacturier et les services	Coordonnée par le Forum sur la coopération sino-africain (FCSA); liée aux entreprises et aux intrants de la Chine; vaste assistance technique; projets de prestige (parlements, stades) importants et nombreux. Aide concentrée dans les économies exportatrices de pétrole; remise de la dette	Très limitée. Essentiellement par le biais des forums du FCSA et organisée par la Chine	
Fédération de Russie	La Fédération de Russie voit l'Afrique comme un partenaire et un concurrent potentiel dans une gamme de secteurs de ressources naturelles, notamment le secteur minier, le pétrole et le gaz.	La Fédération de Russie a un profil d'exportation similaire à celui de l'Afrique : elle exporte principalement des produits provenant de ressources naturelles	Produits agricoles, essentiellement vers l'Afrique du Nord	Matières premières : minerais et denrées alimentaires non traitées	L'IED en Afrique a porté totalement sur le secteur des minéraux, et a été destiné en grande partie à l'Afrique du Sud	L'aide russe à l'Afrique a été limitée et a été surtout administrée par des organismes multilatéraux.	Il semble qu'il n'existe pas d'activité coordonnée parmi les divers vecteurs d'interaction avec l'Afrique. Les signes les plus clairs d'une nouvelle stratégie vis-à-vis de l'Afrique semblent concerner l'Afrique du Sud et l'investissement par russes dans les secteurs des minéraux et des diamants	Ily a peu de signes d'une stratégie émergente de l'Afrique vis-à-vis de la Fédération de Russie
Inde	Marché (aujourd'hui);	Source de produits bon marché;	Produits pétroliers raffinés; produits pharmaceutiques	Pétrole; or	Dans le secteur du vêtement en vue d'obtenir l'accès aux États-Unis en vertu de l'AGO; pétrole au Soudan et dans d'autres pays.	Principalement sous la forme de lignes de crédit liées aux produits indiens. Mais forte	Le Gouvernement indien encourage de plus en plus activement une orientation stratégique notamment	Très limitée. Principalement par le biais du forum

Importance de l'Afrique pour l'économie émergente	Importance de l'économie émergente pour l'Afrique	Exportations vers l'Afrique	Importations à partir de l'Afrique	IED en Afrique	Aide à l'Afrique	Intégration stratégique par l'économie émergente	Intégration stratégique par l'Afrique
Inde source de matières premières (à l'avenir)	Une source d'assistance technique	Exportations vers l'Afrique	Importations à partir de l'Afrique	Concentré géographiquement en Afrique de l'Est mais croissant en Jamahiriya arabe libyenne et en Côte d'Ivoire	augmentation au cours des dernières années, liée à l'accès aux minéraux et au pétrole	dans le secteur des minéraux. Approche plus ciblée que celle de la Chine. Sommet Inde-Afrique (14 pays) établi en 2008	organisé par l'Inde qui est moins développé que le FCSA.
Malaisie Une source de pétrole, de minéraux, de coca et de pétrole	Une source d'huiles végétales, de machines et d'assistance technique	Huiles végétales	Huiles et minéraux; faible intégrations des vecteurs	Historiquement concentré à Maurice et en Afrique du Sud. Augmentation récente des investissements par Petronas dans le pétrole, le gaz et l'énergie; les investissements dans l'huile de palme dominant tous les autres flux	Essentiellement assistance technique. L'Afrique occupe une place de plus en plus grande dans le programme d'aide extérieure de la Malaisie	La plupart des liens s'établissent par le biais de forums multilatéraux (tels que le Commonwealth). Le Dialogue international d'Afrique australe a été établi en 2005	L'Afrique du Sud est le seul pays qui dispose d'une stratégie explicite, bien qu'imprécise vis-à-vis de la Malaisie.
République de Corée La République de Corée ne possède pas de pétrole et est la cinquième consommatrice de pétrole du monde	Source de pétrole et de minéraux; marché pour l'exportation de produits manufacturés	Navires et automobiles; autres produits manufacturés	Pétrole.	Extraction minière: hôtels et tourisme, produits manufacturés.	Le programme d'aide distingue entre les partenaires africains ayant des besoins développementaux, et les partenaires stratégiques (pétrole et minéraux).	Historiquement la République de Corée n'a jamais eu de stratégie vis-à-vis de l'Afrique. Ces dernières années, ceci a changé, avec une tendance croissante vers l'intégration du commerce, de l'IED et de l'aide, de même qu'avec l'établissement de l'initiative coréenne pour le développement de l'Afrique	Vu l'engagement limité de la République de Corée avec les pays africains, il y a peu de signes d'une politique africaine cohésive vis-à-vis de la République de Corée
Turquie L'Afrique est un marché important pour ses produits industriels	Or, gaz	Produits de construction métalliques	Historiquement dans l'Afrique du Nord, mais s'étend maintenant à une grande partie de l'Afrique. Une grande part de l'investissement est à petite échelle	Or et pétrole	L'aide a été en constante augmentation, mais à partir d'une base modeste. L'Afrique reçoit seulement une petite partie du budget d'aide de la Turquie. Ces dernières années, le Soudan et la Somalie ont été les principaux bénéficiaires de l'aide turque	La Turquie a commencé à élaborer une stratégie pour l'Afrique. Cette stratégie fait intervenir la coopération entre l'État et les milieux d'affaires. La politique « Ouvrir l'Afrique » a été inaugurée en 1998; statut d'observateur à l'UA	La Turquie souhaite obtenir le soutien de l'Afrique dans sa quête pour l'adhésion à l'UE; ce fait pourrait devenir un atout pour les pays africains en quête d'aide et d'IED approprié.

Source : Compilé à partir de l'annexe I.

76. La troisième action stratégique clef consisterait à développer une vue différenciée des diverses économies émergentes, et des diverses parties prenantes au sein de celles-ci. Chaque économie émergente a une série distincte d'intérêts. La Turquie, par exemple, voit l'Afrique principalement comme un marché, tandis que, pour la Chine et l'Inde, l'importance de l'Afrique réside dans l'accès à long terme à des produits de base. De même, il existe des groupes d'intérêt divers au sein de chacune des économies émergentes. Ceci est particulièrement notable dans le cas de la très grande économie chinoise dans laquelle, bien que la Banque chinoise d'import-export, contrôlée par Beijing, fournisse les principales lignes de crédit pour l'IED chinois en Afrique, les principaux acteurs sont les gouvernements provinciaux de la Chine. Certains de ces gouvernements provinciaux sont plus actifs que d'autres, et certains d'entre eux concentrent leur action sur des régions et des pays particuliers d'Afrique. Une nouvelle génération d'IED chinois en Afrique émerge d'entreprises chinoises privées, et celles-ci possèdent des caractéristiques très différentes de celles des entreprises d'État. Ainsi, quand les cours du cuivre sont tombés précipitamment au début de 2009, les grandes entreprises d'État ont continué à fonctionner et à investir dans les mines de cuivre africaines. Par contre, on a assisté à un exode soudain et massif des petites entreprises de fusion du cuivre opérant en République démocratique du Congo¹⁰.

77. La quatrième question stratégique clef consiste à savoir qui, en Afrique, dirigera ce programme stratégique. Au niveau le plus fondamental, cette activité doit faire intervenir nécessairement divers gouvernements africains. Bien qu'ils ne contrôlent pas généralement l'IED et les flux de commerce dirigés vers leur pays, ils contrôlent les leviers clefs qui déterminent l'accès à leur économie. Chacun de ces gouvernements doit procéder à une évaluation fraîche et informée des attraits spécifiques qu'il possède pour les économies émergentes et coordonner une réponse stratégique intégrée pour offrir aux économies émergentes un accès qui réponde le mieux aux besoins de leur économie nationale. Ceci supposera non seulement une vaste analyse de fond, mais aussi la convocation de groupes de parties prenantes appropriés pour assurer l'adoption d'une approche intégrée qui donne des signaux clairs aux partenaires de pays émergents. À ce point, nous pouvons retourner à une observation précédente : les stratégies écrites formelles qui ne sont pas efficacement exécutées sont beaucoup moins utiles que des coalitions dynamiques et actives d'intérêts locaux entrant en interaction efficace les unes avec les autres et avec les pays émergents partenaires.

78. Une réponse intégrée pourra enfin être formulée dans des forums régionaux et panafricains tels que la SADC, la CEDEAO, le NEPAD et l'UA. Ces organisations multinationales sont importantes pour trois raisons majeures qui sont liées entre elles. Premièrement, en unissant les pays africains dans le processus de négociation, elles aident à éviter des positions de négociation contradictoires et des guerres d'incitations. Comme l'ont montré de nombreuses décennies de négociations dans le secteur des diamants, la formation de cartels confère un pouvoir énorme. Il ne s'agit pas seulement d'obtenir le meilleur prix possible pour les ressources de l'Afrique, mais aussi de garantir la réalisation d'objectifs plus larges tels que la construction d'un réseau infrastructurel régional pour donner accès aux exportateurs de produits autres que les produits de base. Deuxièmement, et ceci

10 « Chinese copper entrepreneurs flee DR Congo », *Financial Times* (19 février 2009).

est lié, comme nous l'avons observé précédemment, tous les pays africains ne possèdent pas de vastes gisements de produits de base ou ne sont pas des producteurs majeurs de ces produits. Leurs intérêts doivent être protégés par les pays africains qui ont des ressources et des marchés qui présentent un intérêt pour les économies émergentes. En incluant ces économies marginalisées, les producteurs de produits de base ne font pas seulement preuve d'altruisme. Comme nous l'avons noté plus haut, le commerce intrarégional peut être essentiel au développement des capacités qui sont nécessaires pour une croissance à long terme et viable, de sorte qu'il est dans l'intérêt de toutes les parties — les exportateurs de produits de base et les exportateurs d'autres produits — que ces liens intrarégionaux soient renforcés par des négociations avec les économies émergentes. Une dernière raison qui fait que ces organisations multinationales sont importantes réside dans le fait que les économies émergentes elles-mêmes les considèrent comme des organisations importantes pour négocier l'accès aux ressources et aux marchés de l'Afrique. Ceci est particulièrement évident dans le cas de la Chine avec le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) mais c'est tout aussi vrai pour les autres économies émergentes (voir tableau 9 et annexe I).

B. Les économies émergentes, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et le Programme d'action d'Accra

79. Comment les activités des économies émergentes entrant en Afrique sont-elles liées à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement de 2005 et au Programme d'action d'Accra ? En examinant ces questions, il ne faut pas perdre de vue la nature intégrée qui caractérise certaines des activités des économies émergentes en Afrique, notamment la Chine, mais aussi l'Inde, associant l'aide (qui fait l'objet de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra) au commerce et à l'IED. En cela, elles s'éloignent considérablement des pratiques instituées et encouragées par les donateurs traditionnels.

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement

80. À l'exception de l'Inde, toutes les économies émergentes considérées dans le présent rapport sont signataires de la Déclaration de Paris de 2005. La Déclaration aborde cinq problèmes majeurs.

81. Le premier concerne l'appropriation des apports d'aide, c'est-à-dire la nécessité pour les économies africaines d'élaborer des programmes stratégiques pour diriger l'aide et absorber efficacement les ressources reçues. L'examen, dans le présent rapport, d'une réponse stratégique aux activités des pays émergents en Afrique va dans le sens de cette proposition, et suggère en effet que cette direction est encore plus importante pour confronter l'intégration stratégique de l'aide des pays émergents que c'était le cas pour l'aide des donateurs traditionnels. Jusqu'ici, une bonne partie de l'aide récente des économies émergentes à l'Afrique, notamment l'aide chinoise, a été principalement dictée plus par les besoins de ressources du donateur que par le besoin d'aide de l'Afrique.

82. Le deuxième objectif de la Déclaration de Paris consistait dans la nécessité d'harmoniser les stratégies du donateur avec celles du bénéficiaire. Il incluait la nécessité, pour les pays récipiendaires, de garantir la transparence de l'utilisation des ressources reçues et, pour les donateurs, d'harmoniser ces ressources avec la situation et les méthodes comptables du pays bénéficiaire. On ne peut pas vraiment dire que cela a été le cas pour l'aide des pays émergents, qui semble arriver dans un vide véritable dans beaucoup de pays africains où les programmes sont souvent mal définis par les économies bénéficiaires. L'harmonisation est donc beaucoup moins grande que dans le cas des donateurs traditionnels.

83. L'harmonisation entre les donateurs d'aide est le troisième problème abordé par la Déclaration de Paris. Là aussi, on a peu de raisons de penser que les programmes d'aide des pays émergents, au moins ceux de la Chine et de l'Inde, sont intégrés dans les programmes d'aide plus larges des autres donateurs bilatéraux et des organismes multilatéraux. Le plus souvent, l'aide des pays émergents est annoncée sans qu'il y ait de discussion préalable, avec les donateurs traditionnels, de la spécialisation des diverses formes d'aide. Cela a été aussi un problème particulier dans le cas de l'aide de pays émergents aux États fragiles, notamment le Soudan. L'aide chinoise à l'Angola, par exemple, a permis à ce pays de refuser de se conformer aux exigences de la Déclaration de Paris (Burke et Corkin, 2006). Cependant, en 2008, il y a eu des signes que la Chine était devenue de plus en plus consciente des problèmes posés à ses propres intérêts dans les États fragiles, et donc de la nécessité de penser à certains des problèmes de gouvernance soulevés par les donateurs traditionnels. La Chine a envoyé des forces de maintien de la paix pour s'associer aux efforts coordonnés des donateurs dans la région.

84. La gestion des résultats — l'amélioration des formes d'évaluation, de suivi et de notification — était le quatrième problème soulevé dans la Déclaration de Paris. Ici la nature relativement fermée d'une grande part des activités des économies émergentes en Afrique a signifié que même s'il y a eu des progrès notables dans la direction de leurs programmes d'aide, ceci n'est pas entré dans le domaine public comme cela aurait été le cas si ces programmes avaient été harmonisés de plus près avec ceux des donateurs traditionnels.

85. L'élément final du programme de la Déclaration de Paris consistait dans un appel à la responsabilité mutuelle. Cet appel prévoyait un rôle explicite pour les parlements dans les processus de l'octroi et de la réception de l'aide, de même que l'inclusion d'une gamme plus large de partenaires de développement, y compris les organisations non gouvernementales et la société civile. Quel qu'ait été le succès de la responsabilité mutuelle dans le cas des donateurs traditionnels, on a peu de raisons de penser que les économies émergentes aient recouru à ces processus. En fait, une caractéristique particulière de l'aide chinoise consiste dans le fait qu'elle exclut explicitement les organisations de la société civile des décisions en matière d'aide et d'IED.

Le Programme d'action d'Accra

86. Tout en reconnaissant le progrès qui a été accompli depuis la Déclaration de Paris de 2005, le Programme d'action d'Accra s'efforce d'accélérer ce progrès en s'attaquant à trois problèmes.

87. Le premier problème réside dans la nécessité de renforcer l'appropriation, par les pays récipiendaires, des programmes d'aide, et le deuxième consiste dans la nécessité de construire des partenariats plus inclusifs en encourageant une participation plus large des parlements, des gouvernements centraux et locaux, des organisations de la société civile, des institutions de recherche et du secteur privé. Le plus que l'on peut espérer de façon réaliste pour la relation entre l'Afrique et les économies émergentes, notamment la Chine et l'Inde, serait que les gouvernements centraux élaborent une politique beaucoup plus vigoureuse, y compris dans leur réponse stratégique aux programmes intégrés de participation des économies émergentes dans leur économie. Il est peu probable que la Chine sera réceptive à la participation d'autres parties prenantes non étatiques. Cependant, tout progrès qui pourra être accompli dans le renforcement de la capacité stratégique des États africains, individuellement ou en tant que groupe, sera un grand pas en avant.

88. Le troisième élément du Programme d'action d'Accra concerne les processus visant à garantir les résultats, la responsabilité et la conditionnalité. Sur le problème des résultats, une des caractéristiques notables de l'aide chinoise, mais aussi de celle des autres économies émergentes, est qu'elle est extrêmement axée sur les résultats. La mise en œuvre a été rapide, et généralement efficace. Cette rapidité est une conséquence directe du fait que ces programmes d'aide sont dictés par les donateurs qui, dans le meilleur des cas, se limitent à consulter les gouvernements bénéficiaires, et, selon toute vraisemblance, ne procèdent pas à des audits d'évaluation écologique. Dans ce sens il est inévitable que la quête de résultats économiques rapides se fait aux dépens des préoccupations développementales plus larges. Tandis que les donateurs traditionnels luttent continuellement pour tenir compte de tous ces aspects, il semble que les donateurs des pays émergents ne s'en inquiètent pas outre mesure.

C. Recommandations

89. À l'exception de la Turquie, aucune des principales économies émergentes n'est sous l'autorité ou ne se considère comme faisant partie du consortium d'aide du CAD. De plus, comme un rapport récent du Conseil économique et social de l'ONU l'indique, l'aide des économies émergentes se distingue des autres formes d'aide par d'autres aspects aussi, en ce qu'elle est presque totalement exempte de conditionnalité, et ne fait aucun effort pour inclure des acteurs non gouvernementaux dans la relation d'aide (ONU, 2008). Dans ce sens, le rôle des économies émergentes en Afrique se situe en dehors des processus de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra. Que ce fait nous plaise ou non, il s'agit d'une réalité, et les recommandations qui sont esquissées ci-dessous pour les principaux partenaires de développement sont fondées sur cette position réaliste.

90. Avant d'énoncer les recommandations pour les parties clés, il faut aussi reconnaître, comme nous l'avons noté dans la section III.C ci-dessus, l'insuffisance des données relatives à l'engagement des économies émergentes en Afrique. « Un problème majeur qui entrave une analyse approfondie des flux de financement préférentiels Sud-Sud réside dans le manque d'informations et de données accessibles et complètes. » Ce fait est souligné dans le dernier *Rapport sur la coopération pour le développement de l'OCDE-CAD*, qui déclare qu'« il est extrêmement

souhaitable qu'une comptabilité cohérente et transparente des flux de ces pays soit mise en place le plus tôt possible ». (Conseil économique et social de l'ONU, 2008 : 7)

91. Les recommandations qui suivent sont présentées à l'attention des acteurs clefs ci-après : les gouvernements africains; l'UA, la BafD et les organisations régionales africaines; le Forum pour le partenariat avec l'Afrique; les organisations multilatérales de la famille des Nations Unies, l'OCDE-CAD, et l'OMC; et les gouvernements des pays émergents.

92. Les gouvernements africains devraient :

- Suivre les interactions du commerce, de l'aide et de l'IED avec les pays émergents;
- Analyser les objectifs stratégiques des économies émergentes, et les possibilités et menaces résultant de leur entrée en scène;
- Mettre au point une orientation stratégique pour maximiser les avantages dans les termes de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra, procéder à une « appropriation » de ces interactions croissantes;
- Entrer en interaction avec les autres gouvernements africains, l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement africain (BafD) et les groupements régionaux pour maximiser le pouvoir de négociation et éviter des guerres d'incitations.

93. Dans le cadre de leur mandat spécifique, l'Union africaine, la BafD, le NEPAD et les organisations régionales africaines comme le MCAOA, la CEDEAO et la SADC devraient :

- Apporter un appui aux divers gouvernements africains pour les aider à suivre les interactions du commerce, de l'aide et de l'IED avec les pays émergents;
- Coordonner une analyse stratégique lorsqu'une action s'impose au niveau continental ou régional;
- Faciliter, le cas échéant, une négociation coordonnée pour tenir compte des intérêts non seulement des pays exportateurs de produits de base mais aussi de ceux des pays qui n'exportent pas ces produits.

94. L'Union africaine, la BafD et la CEA devrait engager un dialogue permettant un examen coordonné des relations avec les économies émergentes et, le cas échéant (comme dans le cas de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud) faire participer d'autres organisations multilatérales à ce dialogue.

95. La Commission économique pour l'Afrique devrait fournir une assistance pour la compilation des statistiques pertinentes et, par le biais de sa principale publication, le *Rapport économique sur l'Afrique*, suivre l'orientation de l'aide, du commerce et de l'IED entre l'Afrique et ses partenaires des pays émergents.

96. La BafD est confrontée au problème spécifique de savoir comment obtenir l'appui des économies émergentes pour le financement et le cofinancement de l'infrastructure régionale.

97. Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique devrait être élargi pour permettre la participation d'économies émergentes qui ne sont pas membres de l'OCDE.

98. Les organisations multilatérales de la famille des Nations Unies, l'OCDE-CAD, et l'OMC devraient :

- Fournir un appui aux divers gouvernements africains en vue de leur permettre de mieux suivre les interactions du commerce, de l'aide et de l'IED avec les pays émergents;
- Coordonner l'analyse stratégique lorsqu'une action s'impose au niveau continental ou régional;
- Faciliter la négociation coordonnée quand elle est nécessaire;
- Aider à renforcer la capacité des pays bénéficiaires d'élaborer une réponse stratégique adéquate aux relations avec les économies émergentes;
- Appuyer la Banque mondiale dans son appel en faveur de la création de fonds souverains pour investir dans le développement de l'infrastructure de l'Afrique.

99. Les gouvernements des pays émergents devraient :

- Reconnaître que les flux financiers à destination de l'Afrique, tant l'aide au développement que l'IED, entraîneront des remboursements futurs, et qu'il ne faudrait épargner aucun effort pour éviter que l'Afrique entre dans une nouvelle ère de subordination à l'endettement;
- Reconnaître que leur accès à long terme aux ressources naturelles de l'Afrique dépend de l'établissement d'une relation non exploitante qui aboutit à une situation de gagnant-gagnant. Ainsi la rente des ressources devrait être équitablement partagée et un maximum d'efforts devraient être faits pour développer en aval et en amont les liens avec le secteur des ressources.

100. Des investissements complémentaires dans l'infrastructure visant à faciliter l'accès aux ressources de l'Afrique devraient être faits pour répondre aux besoins d'autres secteurs de l'économie, à promouvoir l'infrastructure régionale et à faire face aux besoins de pays possédant peu ou pas de ressources.

101. Les pays émergents devraient accorder un accès préférentiel des produits africains à leurs marchés. Cependant, compte tenu de la carence de la capacité de production des pays d'Afrique, une assistance complémentaire est nécessaire pour aider ces pays à mettre en place une capacité de production efficace, notamment dans les sociétés locales et les petites et moyennes entreprises.

102. Les économies émergentes devraient faire preuve de tolérance quand les gouvernements africains cherchent à obtenir un traitement spécial et différencié sur les marchés de pays tiers.

103. Les pays émergents devraient faire tout leur possible pour inclure des entreprises industrielles et agricoles africaines dans leurs chaînes mondiales de valeur produisant pour les marchés mondiaux de marchandises.

104. Ils devraient s'efforcer, même s'ils ne participent pas au Programme d'action d'Accra, d'observer certains de ses principes, notamment celui qui consiste à assurer l'appropriation par les pays bénéficiaires des influx d'aide et à satisfaire les besoins de transparence et de légitimité pour prévenir la corruption et l'abus de l'aide.



Annexe I

Descriptifs de pays

A. Brésil

1. Tandis qu'il définit sa place sur la scène mondiale, le Brésil s'ouvre à ses voisins immédiats en Amérique latine et aux pays en développement en général. Ses objectifs de politique étrangère offrent des possibilités croissantes de coopération Sud-Sud. Tant dans le monde économique que dans le monde politique, le Brésil s'efforce d'accroître son influence et de réaliser ses ambitions : de celle de diriger l'Organisation mondiale du commerce à celle d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Les voix des pays africains sont importantes à cet égard, aussi le Brésil cherche-t-il à renforcer ses relations diplomatiques et économiques avec ses homologues africains.

Encadré A-1

Brésil : possibilités pour l'Afrique

Le Brésil et l'Afrique ont beaucoup de caractéristiques communes. Ils sont tous deux des exportateurs de matières primaires, possèdent de vastes étendues de terre, et ont des problèmes similaires (par exemple le VIH/sida).

Le Brésil « n'a pas de stratégie pour l'Afrique ». De même, il y a peu de signes d'une approche coordonnée vis-à-vis du Brésil de la part d'un pays africain ou d'un groupe de pays africains, à l'exception de l'Afrique du Sud qui développe activement ses liens avec le Brésil par le biais d'un consortium comprenant le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde et la Chine (BRIC) vaguement défini sur la scène politique mondiale et de l'initiative de développement IBAS qui comprend l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud.

L'intérêt du Brésil pour l'Afrique reflète ses besoins d'énergie (bien que ces dernières années le Brésil ait lui-même découvert d'importants gisements de pétrole) et de produits de base, et jusqu'à un certain point, son besoin d'un marché pour sa technologie et ses exportations. Le Brésil considère aussi l'Afrique comme un partenaire majeur dans son désir d'accroître son influence dans les forums économiques et politiques mondiaux.

Commerce. Les plus grandes possibilités commerciales que le Brésil offre à l'Afrique sont en tant que marché pour ses produits de base. La valeur ajoutée des exportations de ces produits vers le Brésil est tombée, et l'Afrique du Sud est le seul pays africain qui semble exporter une gamme plus large de produits vers le Brésil. Il y a ainsi la question de l'étendue de la diversification des exportations. Du côté des importations, l'Afrique a la capacité de bénéficier de l'expertise brésilienne dans les biocarburants et les produits pharmaceutiques (y compris les produits et services liés au sida). Pour les pays africains qui connaissent un déficit vivrier, le Brésil peut être aussi une source d'aliments pour animaux.

IED. Dans le secteur minier et dans la construction, l'Afrique a de nombreuses possibilités de bénéficier des connaissances et de l'accès aux marchés fournis par les grandes entreprises brésiliennes de produits de base, notamment dans le secteur du minerai en fer. Les entreprises brésiliennes possèdent aussi une expertise dans l'infrastructure, bien que (comme dans le cas de l'Angola), elles ont du mal à soutenir la concurrence des entreprises chinoises.

Aide. L'assistance brésilienne offre à l'Afrique de nombreuses possibilités dans les secteurs des services de santé, de l'agriculture, surtout dans ceux des biocarburants et des technologies peu onéreuses.

1. Commerce

2. D'une position d'équilibre commercial dans les années 90, le Brésil est passé à un déficit commercial dans les années 2000. En 1995, les exportations du Brésil vers l'Afrique ont représenté un total de 1,6 milliard de dollars des É.-U., mais ont commencé à augmenter rapidement après 2003, atteignant 8,3 milliards de dollars en 2007. Les importations se sont accélérées en 2003, passant de 3,2 milliards de dollars en 2000 à 11,4 milliards de dollars en 2007. Le déficit commercial avec l'Afrique est passé de 1,9 milliards de dollars en 2000 à 3,05 milliards de dollars en 2007 (voir figure A-1).

3. Le commerce du Brésil avec l'Afrique est concentré sur une poignée de pays (voir tableau A-1). Quatre pays dominent tant ses importations que ses exportations : l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Angola et l'Algérie. Le Nigéria et l'Algérie représentent ensemble 71 % des importations brésiliennes en provenance d'Afrique. La part du Nigéria en tant qu'importateur est passée de 25 % en 2000 à 47 % en 2007.

4. Les exportations du Brésil vers l'Afrique consistent en produits agricoles (principalement le sucre et les produits à base de viande), représentant 34 % des exportations en 2006 (voir tableau A-2). Cette même année, les pièces détachées et les accessoires de véhicules automobiles représentaient 5 % des exportations vers l'Afrique, principalement vers l'Afrique du Sud. Les produits pétroliers raffinés (9 %) et les concentrés de minerai de fer (5 %) étaient les autres produits majeurs.

Figure A-1

Le commerce du Brésil avec l'Afrique, 1990-2007

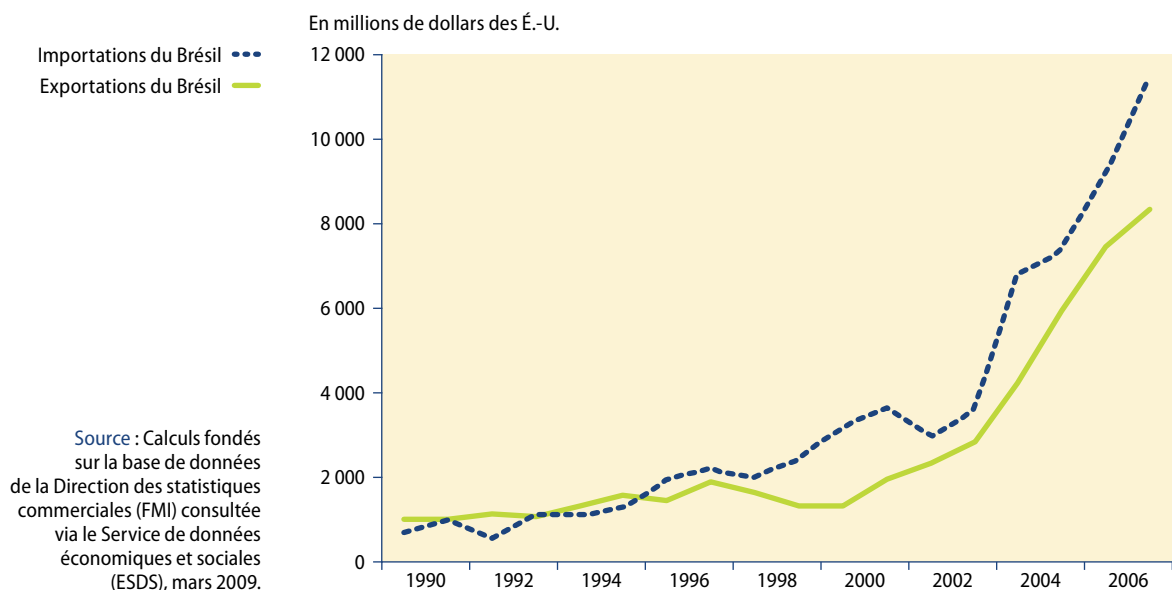


Tableau A-1

Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation du Brésil, 2007 (en pourcentage)

Exportations		Importations	
Afrique du Sud	19	Nigéria	47
Nigéria	19	Algérie	24
Égypte	18	Angola	6
Angola	11	Afrique du Sud	5
Algérie	7	Jamahiriya arabe libyenne	5

Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), juin 2008.

5. La catégorie des importations est dominée par les produits pétroliers; les importations de ces produits à partir du Nigéria et de l'Algérie représentaient en 2006 un montant de 0,46 milliard de dollars. Comme le tableau A-3 l'indique, la part des produits pétroliers traités a fortement diminué au cours des dix dernières années, tandis que celle du pétrole brut a augmenté.

6. La plus grande part des exportations brésiliennes a continué d'être les produits à base de ressources naturelles (49 %). Ces exportations sont dominées par le sucre et le miel, suivis par les produits pétroliers raffinés et les concentrés de minerai de fer. La part des produits de technologie de niveau intermédiaire a augmenté au cours des dix dernières années. Il s'agit principalement d'éléments pour tracteurs et véhicules automobiles, et de véhicules automobiles proprement dits. Du côté des importations, les produits primaires et les produits à base de ressources naturelles représentaient la quasi-totalité des importations du Brésil en provenance de l'Afrique (94 %).

Tableau A-2

Les cinq principales exportations du Brésil vers l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Sucre et miel	44	23	23
Viande et abats de viande comestibles, frais, refroidis ou congelés	0	3	11
Produits pétroliers, raffinés	2	2	9
Minerai de fer et concentrés	4	9	5
Pièces détachées et accessoires de véhicules automobiles et de tracteurs	3	4	5

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

Tableau A-3

Les cinq principales importations du Brésil en provenance de l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Pétrole brut et huiles extraites de minéraux bitumineux	6	22	80
Produits pétroliers, raffinés	50	50	8
Engrais, manufacturés	1	2	3
Gaz, naturel et manufacturé	6	11	1
Éléments chimiques inorganiques, oxydes et sels halogènes	2	1	1

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

2. Investissement étranger direct

7. Le volume total des flux d'IED du Brésil a fortement augmenté, passant de 624 millions de dollars en 1990 à 2,28 milliards de dollars en 2000, puis à 28 milliards de dollars en 2006 (CNUCED 2007a). Les flux d'IED du Brésil vers l'Afrique sont concentrés dans les quelques sociétés multinationales qui sont associées au secteur minier. Petrobras S. A. a investi 1,9 milliard de dollars au Nigéria dans les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz naturel en 2005 et, en 2007, a effectué de plus grands investissements dans le secteur des énergies de substitution. L'autre investissement majeur en 2007, d'un montant estimatif de 700 millions de dollars, a été réalisé au Mozambique par la Companhia Vale do Rio Doce, dans les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz naturel.

8. Suivant l'exemple des sociétés minières, d'autres entreprises brésiliennes investissent dans des secteurs autres que le secteur minier. En Angola, par exemple, des sociétés brésiliennes explorent les secteurs du matériel de télécommunications de même que ceux du transport urbain et du secteur du bois/bois d'œuvre. Les entreprises brésiliennes se sont vues attribuer un projet d'approvisionnement en eau de 150 millions de dollars en 2003. Au Mozambique, les secteurs de l'agriculture, du bétail et de l'exploitation des forêts suscitent aussi l'intérêt de ces entreprises.

9. À présent que beaucoup d'autres investisseurs se tournent vers l'Afrique en quête de pétrole et de ressources minérales, le secteur de l'infrastructure assume une importance renouvelée. L'accroissement des revenus dans les centres urbains ouvre des possibilités d'IED dans le secteur de la construction. Une entreprise brésilienne (Odebrecht) a des projets (en cours et achevés) dans sept pays africains, à savoir l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Congo, Djibouti, le Gabon et le Mozambique.

3. Aide

10. C'est aux pays d'Amérique latine, qui ont reçu plus de la moitié de son budget d'aide, que le Brésil consacre la plus grosse part de ses activités de coopération technique et d'aide au développement. L'aide à l'Afrique, notamment lusophone, est cependant loin d'être négligeable.

11. Depuis le milieu des années 70, les efforts de Brésil ont été concentrés sur les pays d'Afrique d'expression portugaise, à savoir l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe. Il se trouve que, par coïncidence, la plupart de ces pays sont des pays exportateurs de pétrole ou ont le potentiel de devenir des pays exportateurs de pétrole. L'Afrique lusophone a reçu en 2003 34 % de l'aide totale du Brésil (Schläger, 2007). L'Angola (45 % de l'aide destinée à l'Afrique) et Sao Tomé-et-Principe (32 % de l'aide destinée à l'Afrique) ont été les plus grands bénéficiaires de cette aide. Des 54 projets bilatéraux que l'Agência Brasileira de Cooperação (principal organe qui suit les projets et programmes de coopération technique) a lancés en 2005, 35 étaient localisés dans ces pays. Entre 2000 et 2005, la remise de la dette du Brésil en vertu de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a aidé le Mozambique (369 millions de dollars des É.-U.), la République-Unie de Tanzanie (10 millions de dollars), la Mauritanie (9 millions de dollars des É.-U.) et la Guinée-Bissau (5 millions de dollars) [Schläger, 2007].

12. En 2003, le Brésil, se fondant sur son expérience et son succès dans ce domaine, a conclu avec le Mozambique et la Namibie un accord en vue de la

planification de la fabrication de médicaments antirétroviraux génériques. Le tableau A-4 énumère certains des programmes d'aide au développement que le Brésil a récemment mis en œuvre en Afrique.

4. Intégration des vecteurs

13. Il existe peu de signes d'une intégration des activités de commerce, d'IED et d'aide dans les relations entre le Brésil et l'Afrique. Ce qui caractérise le plus ces

Tableau A-4

Aide brésilienne au développement de l'Afrique (années diverses)

Pays	Aide brésilienne	Montant (en dollars des É.-U.)
Afrique du Sud	<ul style="list-style-type: none"> Coopération pour la mise au point de la technologie de missiles air-air 	52 millions
Angola	<ul style="list-style-type: none"> Centres de formation professionnelle pour anciens combattants Institut local de recherche agricole Institut de lutte contre le sida : par le truchement du Ministère angolais de la santé avec l'assistance de techniciens et de médecins brésiliens Centre régional de développement des entreprises Programme de financement des exportations 	Total de 750 millions jusqu'en 2006
Botswana	<ul style="list-style-type: none"> VIH/sida 	
Burundi	<ul style="list-style-type: none"> VIH/sida 	
Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> VIH/sida 	
Cap-Vert	<ul style="list-style-type: none"> VIH/sida 	
Ghana	<ul style="list-style-type: none"> Technologie agricole et transfert de connaissances techniques Centrale d'énergie thermique d'urgence 	
Guinée-Bissau	<ul style="list-style-type: none"> Centres de formation professionnelle pour anciens combattants Technologie agricole et transfert de connaissances techniques VIH/sida Assistance humanitaire Annulation de la dette 	120 170 5 millions
Guinée équatoriale	<ul style="list-style-type: none"> VIH/sida 	
Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> Annulation de la dette 	9 millions
Mozambique	<ul style="list-style-type: none"> Centres de formation professionnelle pour anciens combattants Institut local de recherche agricole VIH/sida Centre régional d'administration publique Mise de place d'usines pharmaceutiques pour la fabrication de médicaments antirétroviraux génériques 95% de remise de la dette par le Brésil Assistance humanitaire 	369 millions 120 170
Namibie	<ul style="list-style-type: none"> Technologie agricole et transfert de connaissances techniques Mise en place d'usines pharmaceutiques pour la fabrication de médicaments antirétroviraux génériques Formation de personnel de la marine et de l'armée de l'air 	
Sao Tomé-et-Principe	<ul style="list-style-type: none"> Coopération technique dans le domaine agricole (instituts de recherche et techniques agricoles) VIH/sida 	
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> Appui agricole (avion pour la pulvérisation de produits contre les sauterelles) 	
République-Unie de Tanzanie	<ul style="list-style-type: none"> Remise de la dette 	10 millions
Pays non spécifié	<ul style="list-style-type: none"> Transfert de la technologie du « biodiesel » Programme « Bolsa-Escola » Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme 	

Source : Compilation basée sur (Schläger, 2007), [Harsch, 2004], et (Zanin et Sorbara, 2007).

relations c'est que les importations sont dominées par le pétrole, les exportations par l'accès aux marchés et l'aide par les liens culturels. Les pays qui reçoivent la majorité de l'aide ne sont pas ceux qui reçoivent l'IED et il n'existe pas de communalités entre les majeurs partenaires commerciaux et ceux qui fournissent l'IED.

14. Les entreprises des économies africaines basées sur les ressources naturelles peuvent envisager avec satisfaction la création de sociétés d'IED et d'entreprises commerciales avec leurs homologues brésiliens. La croissance économique du Brésil est liée à ses propres ressources naturelles et ce pays partage les avantages du boom des produits de base avec beaucoup des pays africains riches en ressources naturelles. Bien que les produits pétroliers et le pétrole soient les plus grandes exportations de l'Afrique, les minerais et les concentrés de métal et de minéraux viennent immédiatement après par ordre d'importance. Le Brésil sait ce que c'est que d'être une économie dépendante des produits de base et ses partenaires africains peuvent bénéficier de son expérience.

15. Des efforts doivent aussi être faits pour mettre en place un forum cohérent qui permette à l'Afrique de débattre de ses relations d'affaires et de ses liens commerciaux avec le Brésil. En 2008, le Conseil des entreprises du Commonwealth et la CNUCED ont organisé le Sommet des entreprises d'Afrique, d'Amérique et d'Asie à Maurice (précédemment connu sous le nom de Conférence Chine-Inde-Brésil-Afrique). Parmi les autres efforts qui ont été déployés, on peut citer le Sommet Afrique-Amérique du Sud, qui s'est tenu à Nairobi en 2006, dans le but de promouvoir la coopération entre ces deux régions. À la suite de ce sommet, un Forum de coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine a été créé et c'est le Brésil et le Nigéria qui ont été chargés de coordonner ses activités. Le deuxième sommet se tiendra en République bolivarienne du Venezuela en 2009.

16. Les économies qui ne sont pas riches en ressources naturelles ont aussi beaucoup à gagner du renforcement de leurs relations avec le Brésil. La coopération et l'assistance techniques fournies à certains pays africains concernent souvent des projets agricoles. Le Brésil est aussi un des pays les plus avancés dans le domaine de la recherche sur les biocarburants, et fournit déjà une assistance à certains pays africains dans le transfert de technologies. Des efforts visant à renforcer cette coopération technique seraient bénéfiques pour les nations africaines qui doivent faire face à l'augmentation des coûts du carburant.

B. Chine

17. Des sept économies émergentes qui sont examinées dans la présente annexe, c'est la Chine qui est présente dans le plus grand nombre de pays d'Afrique, finançant souvent des investissements dans des régions qui sont considérées politiquement risquées par d'autres. Tant du point de vue du commerce que de celui de l'IED, c'est dans les secteurs du pétrole et des minéraux ainsi que dans celui de l'infrastructure que la Chine a été le plus active. Mais la gamme de ses activités s'élargit rapidement, s'étendant, entre autres, aux petites entreprises comme les commerces, les restaurants, les salons de beauté et les centres de médecine chinoise. L'assistance de la Chine au continent a pris plusieurs aspects et plusieurs formes, allant de projets de santé et d'éducation à la construction de bâtiments officiels, de stades et de routes. Le commerce est dominé par les importations de pétrole par la Chine, et les exportations de technologies de bas niveau et de niveau intermédiaire vers l'Afrique.

18. L'approche de la Chine vis-à-vis du continent africain est caractérisée par une intégration stratégique significative. L'IED et l'aide ont été concentrés dans les économies où le secteur pétrolier et celui des produits de base sont développés (Angola, Nigéria et Afrique du Sud) ou qui possèdent un potentiel en tant que fournisseurs futurs de matières premières (République démocratique du Congo). Dans ces économies comme dans les autres économies africaines, l'aide et l'IED sont fortement intégrés et il est difficile de discerner dans ces deux vecteurs des domaines d'activité distincts.

19. La participation stratégique de la Chine en Afrique est jusqu'à un certain point coordonnée par le gouvernement central de Beijing, notamment pour ce qui est du commerce, de l'aide et de l'IED. Cependant, les animateurs de la participation économique active de la Chine en Afrique sont souvent les gouvernements provinciaux de ce pays, avec les entreprises d'État qui leur sont liées.

20. Une caractéristique particulière de la présence de la Chine en Afrique consiste dans sa réticence à exercer des pressions sur les gouvernements africains quant aux modèles de gouvernance (le refus de participer à l'initiative du Club de Paris vis-à-vis de la transparence en Angola), la politique intérieure (Darfour et Zimbabwe) ou les normes relatives aux méthodes de production (commerce éthique, normes écologiques). Toutefois, à présent que la Chine fournit un nombre croissant de troupes de maintien de la paix en Afrique, on a des raisons de penser que cette approche nonchalante est en train de changer. La Chine est aussi très sensible aux critiques concernant son rôle en Afrique. C'est ce qu'indique, jusqu'à un certain point, son récent programme d'aide, d'IED et de commerce en République démocratique du Congo qui répond à certaines des critiques qui ont été formulées à l'égard de son approche dans l'exploitation des ressources abondantes de l'Afrique.

21. La Chine a inauguré un certain nombre de forums pour promouvoir les relations sino-africaines. Le plus important de ceux-ci est le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA). La première réunion ministérielle du Forum s'est tenue à Beijing en 2000, et la deuxième à Addis-Abeba en 2003. La troisième, connue aussi sous le nom de Sommet sino-africain, a eu lieu en 2006. Ce sommet a été largement vu comme une tentative de la Chine d'intensifier son engagement en Afrique.

22. Les pays qui ne sont pas riches en ressources naturelles ont aussi quelque chose à gagner de l'engagement de la Chine en Afrique. En 2005, l'IED de la Chine était plus répandu qu'il ne l'était en 1990. Les projets d'assistance couvrent à présent une grande variété de pays, y compris des pays non dotés de ressources minérales. Les textiles et le matériel de télécommunications comptent parmi les plus grandes exportations chinoises au continent et peuvent être la source d'une expansion de l'industrie légère et du secteur des services. En dehors des minéraux et du pétrole, la Chine importe aussi du coton d'Afrique, ce qui peut aider le secteur agricole à bénéficier du commerce. De 1979 à 2000, la Chine a investi dans 22 projets agricoles d'une valeur combinée de 48 millions de dollars. Le défi est donc de construire sur le secteur des minéraux et de l'agriculture et d'améliorer la valeur ajoutée des exportations.

23. De toutes les économies émergentes, la Chine est le pays qui a le plus de ressources à sa disposition et elle cherche activement des marchés et des possibilités de s'engager. L'Afrique constitue une bonne base et des politiques bien conçues peuvent aider les deux régions à bénéficier de l'expérience acquise.

Encadré B-1

Chine : possibilités pour l'Afrique

Peut-être plus que pour tout autre acteur externe en Afrique, l'approche de la Chine au continent reflète l'intégration stratégique du commerce, de l'IED et de l'aide. Cette stratégie est motivée par deux objectifs majeurs :

- Le besoin de ressources pour alimenter la croissance soutenue de la Chine;
- Le besoin d'un soutien politique à un moment où la Chine cherche à améliorer son profil mondial au sein des instances économiques et politiques.

Commerce. Vaste marché pour les ressources exportées par l'Afrique, la Chine est aussi une source de produits de consommation et d'articles intermédiaires bon marché ainsi que de biens d'équipement abordables et appropriés qui offrent un potentiel de croissance dans les secteurs agricoles.

IED. Jusqu'ici, la plupart de l'IED chinois a été consacré à de grands projets dans les secteurs du pétrole et des minéraux. Ce fait change rapidement et un volume croissant de flux d'IED vers l'Afrique est à présent alloué au secteur manufacturier et à celui des services.

Aide. La Chine offre une aide abondante qui est souvent combinée à l'IED pour obtenir un accès à long terme aux matériaux dont elle a besoin. Cette aide revêt des formes diverses, y compris le financement, l'accès à ses marchés à des tarifs préférentiels, la fourniture de fonds et de technologies pour l'infrastructure, l'assistance technique et la formation.

Intégration. La Chine a élaboré une « stratégie pour l'Afrique ». On a peu de raisons de penser que l'Afrique a réagi en concevant une « stratégie pour la Chine » au niveau national, régional ou continental.

1. Commerce

24. Les exportations chinoises à destination de l'Afrique ont fortement augmenté, passant de 2,4 milliards de dollars en 1995 à 36,7 milliards de dollars en 2007. Les importations ont aussi enregistré une hausse significative passant, au cours de la même période, de 1,4 milliard de dollars à 36,1 milliards de dollars. L'excédent commercial de la Chine avec l'Afrique qui était de 1 milliard de dollars en 1995 s'est transformé en un déficit commercial d'environ 2,7 milliards de dollars en 2005, avant de redevenir un excédent de 0,58 milliard de dollars en 2007. Le commerce a augmenté rapidement après 2001, à mesure que les ressources naturelles de la Chine commençaient à s'épuiser.

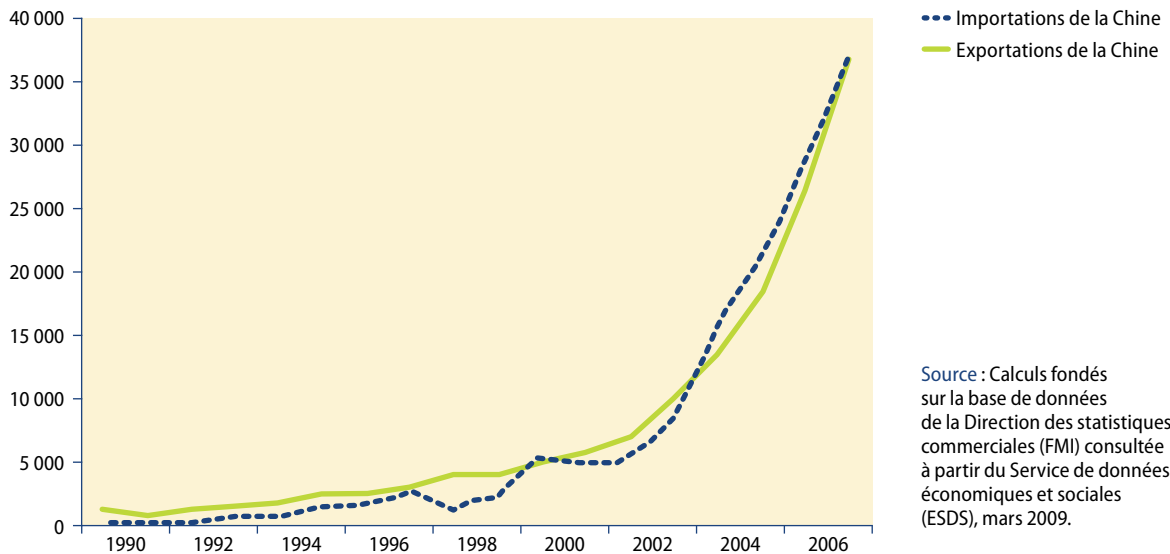
25. En 2007, les pays vers lesquels la Chine exportait le plus étaient l'Afrique du Sud (20 %), suivie de l'Égypte (12 %) et du Nigéria (10 %). Cependant tant l'Afrique du Sud que l'Égypte commençaient à perdre du terrain, passant de 26 % à 20 % et de 18 % à 12 %, respectivement entre 1995 et 2007. L'Algérie et le Nigéria, par contre, ont progressé, passant de 2 % à 7 % et de 6 % à 10 %, respectivement au cours de la même période.

26. En ce qui concerne les importations de la Chine, l'Angola est le principal partenaire pour les exportations africaines vers la Chine. Sa part des exportations vers la Chine est passée de 10 % en 1995 à 33 % en 2007. L'Afrique du Sud, quant à elle, a fortement régressé passant de 49 % en 1995 à juste 19 % en 2007. Le Soudan (13 %), le Congo (8 %) et la Guinée équatoriale (6 %) sont tous de nouveaux exportateurs vers la Chine.

27. Les exportations de la Chine vers l'Afrique sont constituées de produits assez divers comme l'indique le tableau B-2. Les cinq principaux produits repré-

Figure B-1
Le commerce de la Chine avec l'Afrique, 1990-2007

En millions de dollars des É.-U.



Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée à partir du Service de données économiques et sociales (ESDS), mars 2009.

sentent 22 % seulement de ses exportations totales vers l'Afrique. Le matériel de télécommunications (6 %), et les textiles et vêtements de coton (13 %) étaient en 2006 les principales exportations de la Chine. Les exportations de textiles et de vêtements sont appelés à être utilisées par les pays africains comme une base pour la production à destination des États-Unis en vertu du traitement préférentiel AGOA (loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique).

28. Par contre, les importations de la Chine à partir de l'Afrique sont beaucoup plus concentrées par produit (voir tableau B-3). Le pétrole est la plus grande importation en provenance de l'Afrique, passant de 22 % en 1995 à 78 % en 2006. Les minerais et les concentrés de métaux de base sont la deuxième plus grande importation et bien que leur part ait diminué, passant de 11 % en 1995 à seulement 5 % en 2006, leur valeur a augmenté, passant de 0,12 milliard de dollars à 1,28 milliard de dollars au cours de la même période.

29. En 1995, la plupart des exportations chinoises à destination de l'Afrique étaient dans les secteurs des technologies peu avancées (47 %) et des technologies de niveau intermédiaire (26 %). En 2006, les produits des technologies de

Tableau B-1
Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la Chine, 2007 (en pourcentage)

Exportations		Importations	
Afrique du Sud	20	Angola	33
Égypte	12	Afrique du Sud	19
Nigéria	10	Soudan	13
Algérie	7	République du Congo	8
Maroc	6	Guinée équatoriale	6

Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), juin 2008.

Tableau B-2

Les cinq principales exportations de la Chine vers l'Afrique 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Matériel de télécommunications, pièces détachées et accessoires	1	1	6
Textiles de coton, tissés	10	6	5
Textiles issus, tissés, de fibres artificielles	3	7	4
Vêtements de plein air tricotés ou crochetés	1	3	4
Pièces détachées et accessoires de véhicules automobiles	2	2	3

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

Tableau B-3

Les cinq principales importations de la Chine en provenance de l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Pétrole brut et huiles extraites de minéraux bitumineux	22	68	74
Minerais et les concentrés de métaux de base	11	2	5
Minerais et concentrés de fer	11	4	3
Perles, pierres précieuses et semi-précieuses, traitées ou non traitées	4	3	3
Coton	14	0	3

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

pointe représentaient une plus grande part des exportations (16 %) de même qu'on enregistrait une augmentation dans la catégorie des produits de technologie intermédiaire (33 %). Les produits des technologies peu avancées ont régressé, représentant aujourd'hui seulement 39 % des exportations chinoises au continent.

30. Quant aux importations de la Chine à partir de l'Afrique, elles étaient dominées en 1995 par le secteur primaire (42 %) et celui des produits à base de ressources naturelles (39 %). Cette tendance s'est ensuite accentuée, ces deux catégories représentant, en 2006, 96 % des importations totales de ce pays. La Chine a placé les exportations africaines sous le statut du Système généralisé de préférences; on ne peut encore dire, toutefois de quelle façon cela affectera les produits traités. Comme on peut le voir dans le tableau B-4, les tarifs douaniers chinois sur les produits africains sont un peu au-dessous de ses tarifs sur ses importations mondiales. Il est à noter que les tarifs sur importations de minerais et de métal sont fortement au-dessous de ceux qu'elle impose aux produits manufacturés et aux produits agricoles. Et bien qu'il y ait eu une forte augmentation du nombre de catégories de produits importés d'Afrique qui sont en franchise de douane — « concession spéciale à l'Afrique » qui a fait l'objet d'une grande publicité —, cette extension de la gamme de produits en franchise de douane est reflétée dans le commerce total de la Chine. En fait, dans les secteurs manufacturiers, le nombre de catégories de produits africains soumis à des droits de douane a augmenté entre 2000 et 2007.

2. Investissement étranger direct

31. Tandis que la Chine commençait à émerger sur la scène internationale, son IED à l'étranger restait modeste, équivalent à juste 916 millions de dollars en

Tableau B-4

Taux tarifaires moyens de la Chine et nombre de catégories tarifaires pour le monde et l'Afrique subsaharienne, 2000-2007

Année	Taux tarifaire simple		Nombre de catégories en franchise de douane		Nombre de catégories soumises à des droits		Nombre total de catégories	
	Monde	Afrique subsaharienne	Monde	Afrique subsaharienne	Monde	Afrique subsaharienne	Monde	Afrique subsaharienne
Total des échanges								
2000	17,0	15,2	160	45	6 852	1 373	7 012	1 418
2007	10,0	9,2	500	257	6 582	1 856	7 129	2 114
Produits agricoles								
2000	23,5	22,2	85	17	1 128	270	1 213	287
2007	14,0	12,6	162	63	1 163	315	1 332	379
Produits manufacturés								
2000	16,5	14,9	31	14	5 396	998	5 427	1 012
2007	9,6	9,2	269	152	5 090	1 447	5 399	1 599
Minerais et métaux								
2000	5,3	4,8	40	14	269	79	309	93
2007	3,7	2,9	60	40	269	83	329	123

Source : Données de la base Trains de la CNUCED, obtenues au moyen du système WITS, juillet 2008.

2000, à peine plus que son IED de 1990^a qui était de 830 millions de dollars. Cependant, après 2000, les sorties d'IED ont augmenté, atteignant 17,8 milliards de dollars en 2006. On prévoit que les flux d'IED continueront de s'accroître et atteindront le chiffre impressionnant de 72 milliards de dollars en 2011 (EIU, 2007).

32. La CNUCED estime que l'IED chinois en Afrique a augmenté, passant de seulement 1,5 million de dollars en 1991 à 60,8 millions de dollars en 2003. Besada, Wang et Whalley (2008), utilisant diverses sources, ont estimé que les

Tableau B-5

Flux d'investissement étranger direct de la Chine en Afrique, 1991-2003
(en millions de dollars des É.-U.)

Année	Total	Afrique	Part en pourcentage
1991	913	1,5	0,16
1992	4 000	7,7	0,19
1993	4 400	14,5	0,33
1994	2 000	28,0	1,40
1995	2 000	17,7	0,89
1996	2 114	...	....
1997	2 563	...	...
1998	2 634	...	...
1999	1 774	42,3	2,38
2000	916	85,0	9,28
2001	6 885	24,5	0,36
2002	2 518	30,1	1,20
2003	2 855	60,8	2,13

Source : CNUCED (2007).

a Le mécanisme de notification de l'IED a peut-être aussi changé après 2000 ce qui explique le changement dans les chiffres publiés après 2000.

flux d'IED de la Chine vers l'Afrique étaient d'un peu plus de 500 millions de dollars en 2006 contre 400 millions de dollars en 2005.

33. La part des sorties d'IED de la Chine, qui était de 0,89 % en 1995, est passée à 9,28 % en 2000. Mais l'importance du continent a continué à fluctuer depuis. Cheng et Ma (2007) estiment que la part de l'Afrique dans les flux de l'IED chinois est passée de 2,6 % en 2003 à 5,8 % en 2004, retombant à 3,2 % en 2005. Le gros investissement récent en République démocratique du Congo, de même que dans d'autres pays africains, va en toute probabilité faire monter la valeur absolue de flux d'IED vers l'Afrique ainsi que la part de l'Afrique dans l'IED total de la Chine à l'étranger.

34. En 2005, le stock total d'IED chinois dans 48 pays africains a atteint une valeur de 1,6 milliard de dollars (voir tableau B-6). Bien que l'IED de la Chine en Afrique soit géographiquement dispersé, cinq pays (le Soudan, l'Algérie, la Zambie, le Nigéria et l'Afrique du Sud) représentaient 56 % du stock d'IED en 2005.

35. L'investissement de la Chine en Afrique est assez bien réparti entre divers secteurs. Entre 1979 et 2000, 46 % de l'investissement était alloué au secteur manufacturier et, au premier chef, aux textiles. Une bonne partie de cet investissement dans le secteur manufacturier était consacré au secteur de l'habillement pour tirer profit de l'accès préférentiel de l'Afrique aux marchés des États-Unis en vertu du programme AGOA. Les services, principalement la construction, représentaient 18 % des apports d'IED et l'extraction de ressources naturelles, 28 % (CNUCED, 2007b). Cette situation ne cesse toutefois d'évoluer et, en 2007, la Banque industrielle et commerciale de Chine qui appartient à l'État a investi 5,4 milliards de dollars pour acquérir une participation de 20 % dans la Standard Bank, banque basée en Afrique du Sud qui possède de vastes opérations à travers le continent^b.

Tableau B-6

Répartition du stock extérieur d'investissement étranger direct de la Chine en Afrique, 1990 et 2005 (en pourcentage)

Pays	1990	Pays	2005
Zaïre	18	Soudan	22
Nigéria	15	Algérie	11
Maurice	14	Zambie	10
Guinée-Bissau	9	Afrique du Sud	7
Zambie	7	Nigéria	6
Gabon	6	République-Unie de Tanzanie	4
Rwanda	6	Kenya	4
Zimbabwe	6	Madagascar	3
Égypte	4	Guinée	3
République-Unie de Tanzanie	4	Zimbabwe	3
Madagascar	4	Autres pays	27
République centrafricaine	3		
Sierra Leone	2		
Jamahiriya arabe libyenne	2		

Source : CNUCED (2007).

^b Voir <http://www.moneymorning.com/2007/12/04/china-drills-into-africa-with-54-billion-investment/>.

36. L'IED de la Chine dans la prospection de pétrole et de gaz est allé au Nigéria, à l'Angola, à la Guinée équatoriale, au Soudan et au Gabon. Au cours des dernières années, la Chine a effectué des investissements d'une valeur de 757 millions de dollars dans le pétrole soudanais et de 2,7 milliards de dollars des É.-U. dans les gisements pétrolifères nigériens.

37. La première conférence d'affaires sino-africaine, tenue en 2003 en Éthiopie a abouti à des accords sur 20 projets d'une valeur totale de 680 millions de dollars. Le centre fournit des services de consultations d'affaires, des fonds spéciaux et des procédures d'approbation simplifiées. Aujourd'hui, environ 700 entreprises chinoises opèrent en Afrique. La Chine a établi trois de ses huit premières zones de coopération économique et commerciale en Afrique : au Nigéria, à Maurice et en Zambie CNUCED (2007). Un montant additionnel de 5 milliards de dollars a été fourni par le Fonds de développement Chine-Afrique pour contribuer au développement et aux activités liées aux investissements en Afrique.

3. Aide

38. La Chine a de vastes programmes de coopération économique étrangère en Afrique. La valeur totale de ces projets dépasse les flux d'IED chinois en Afrique; 18 milliards de dollars ont été investis dans le financement de projets entre 2000 et 2006. Ces projets sont plus concentrés que les flux d'IED de la Chine (Soudan : 19 %, Algérie : 15 % et Nigéria : 11 %), représentant des projets étrangers financés par son gouvernement par le programme de coopération étrangère, mais qui incluent aussi les projets d'ingénierie civile financés par des investisseurs étrangers.

39. L'assistance chinoise à l'Afrique est coordonnée par le Conseil d'État et trois ministères principaux : le Ministère des finances, le Ministère du commerce, et le Ministère des affaires étrangères. Les autres institutions comme la Banque d'import-export chinoise (la Banque EXIM) et les ambassades chinoises dans les pays africains aident aussi à identifier et financer des projets. La Banque EXIM joue un rôle clef dans les investissements infrastructurels majeur en Afrique, fournissant de vastes fonds pour les projets sur le continent, mais pour lequel seules les entreprises chinoises approuvées peuvent faire des offres.

40. Entre 2007 et 2009, les forums FCFA se sont efforcés de fournir 3 milliards de dollars en prêts préférentiels et 2 milliards de dollars en crédits commerciaux. Ils ont aussi promis de doubler l'aide à l'Afrique d'ici à 2009. Le Fonds de développement Chine-Afrique doté de 5 milliards de dollars a été aussi établi pour soutenir les entreprises chinoises qui investissent en Afrique. En 2006, les FCFA ont aussi annoncé l'établissement de trois à cinq zones économiques spéciales pour l'investissement chinois orienté sur l'Afrique. Ces zones sont en train d'être établies en Zambie, à Maurice, au Nigéria, en Égypte et probablement aussi en République-Unie de Tanzanie.

41. Parmi les autres formes d'assistance financière on peut citer l'annulation de la dette prenant d'ordinaire la forme d'une conversion de prêts en dons. Entre 2000 et 2003, des prêts d'un montant estimatif de 1,27 à 1,38 milliards de dollars ont été convertis en dons. En 2005, un engagement additionnel de réduire les dettes d'un montant de 1,3 milliard de dollars a été pris. Broadman (2008) signale que les prêts préférentiels à l'Afrique ont atteint en 2005 un montant de 800 millions de dollars, couvrant 55 projets dans 22 pays.

42. Entre 1949 et 2006, l'aide chinoise à l'Afrique était d'environ 5,6 milliards de dollars. Une part de cette aide prend la forme de petits projets ou de projets d'ampleur moyenne comme le prêt de 8,6 millions de dollars pour la construction de bâtiments administratifs au Burkina Faso. Les projets agricoles sont aussi une forme favorite d'assistance, ces projets étant financés au Niger, au Nigéria, en Ouganda et au Rwanda, entre autres pays. Les raffineries de sucre, les usines à papier, les broyeurs de céréales, l'exploitation des forêts et l'irrigation ont été des thèmes communs à ces projets (Brautigam, 1998). Un certain nombre de projets liés à la santé, à l'éducation, à l'agriculture et aux sports sont aussi appuyés en Afrique. Le tableau B-7 énumère certains des projets qui ont été exécutés avec l'assistance financière de la Banque chinoise d'import-export et du Fonds de développement sino-africain.

4. Intégration des vecteurs

43. La Chine a une approche stratégique clairement développée vis-à-vis de l'Afrique. Cette approche fait intervenir un grand nombre de parties du côté chinois. L'aide et l'IED sont si étroitement liés qu'on ne peut aisément dire quelles composantes de l'interaction chinoise avec les pays africains peuvent être classifiées comme de l'aide et lesquelles peuvent être considérées comme de l'IED. Les objectifs stratégiques de la Chine sont doubles : obtenir un accès à long terme aux abondantes ressources de l'Afrique (le pétrole et les minéraux) et obtenir le soutien de l'Afrique sur la scène mondiale. L'aide chinoise à l'Afrique est libre de toute conditionnalité (sous la seule réserve que les pays bénéficiaires ne reconnaissent pas Taiwan), bien que la Chine ait donné récemment des signes qu'elle est plus disposée que par le passé à prendre en considération la qualité de la gouvernance interne dans certains pays africains (en fournissant, par exemple, des forces de maintien de la paix et en exerçant des pressions légères sur le Soudan en ce qui concerne

Tableau B-7

Projets majeurs réalisés en Afrique avec l'assistance de la Banque chinoise EXIM et du Fonds de développement Chine-Afrique (en millions de dollars des É.-U., sauf indication contraire)

Année	Pays	Projet principal	Montant	Type de financement	Créditeur
2000	Congo	Ciment	24,15	Prêt préférentiel	EXIM
2000	Rép. dém. du Congo	Télécommunications	9,66	Prêt préférentiel	EXIM
2000	Mali	Ciment	18,12	Prêt préférentiel	EXIM
2000	Maurice	Réseau d'égout	18,12	Prêt préférentiel	EXIM
2001	Soudan	Électricité	110	Prêt	EXIM
2001	Zimbabwe	Infrastructure	7,45	Prêt préférentiel	EXIM
2002	Maurice	Logements, barrage	12,07	Prêt préférentiel	EXIM
2002	Maroc	Infrastructure	6,03	Prêt préférentiel	EXIM
2002	Soudan	Électricité	150	Prêt	EXIM
2003	Congo	Infrastructure de barrage	280	Prêt préférentiel	EXIM
2003	Djibouti	Télécommunications	12	Prêt préférentiel	EXIM
2003	Éthiopie	Infrastructure de barrage	224 (total)	Prêt	EXIM
2003	Zambie	Infrastructure	600	Prêt préférentiel	EXIM
2004	Angola	Infrastructure de transport	2 000	Ligne de crédit	EXIM
2004	Botswana	Logement	24,13	Prêt préférentiel	EXIM
2004	Soudan	Infrastructure de barrage	1 800	Prêt	EXIM

Année	Pays	Projet principal	Montant	Type de financement	Créditeur
2004	Togo	–	–	Prêt préférentiel	EXIM
2004	Tunisie	Télécommunications	16,89	Prêt préférentiel	EXIM
2005	Angola	Énergie	1 300	Prêt	EXIM
2005	Botswana	Route	18,29	Prêt préférentiel	EXIM
2005	Égypte	Réparation d'usine et de centres de conférences	16,3 et 20	Prêt à des conditions libérales	EXIM
2005	Égypte	Textiles	15,85	Prêt préférentiel	EXIM
2005	Kenya	–	–	Prêt préférentiel	EXIM
2005/6	Mozambique	Barrage et infrastructure	2,3	Prêt	EXIM
2005/6	Mozambique	Infrastructure de barrage	300	Prêt	EXIM
2005	Namibie	Transport	204 (dollars namibiens)	Prêt	EXIM
2005	Togo	–	–	Prêt préférentiel	EXIM
2006	Bénin	Coopération économique et technologique	–	Prêt préférentiel	EXIM
2006	Cameroun	Aide militaire	1 100	Aide matérielle	EXIM
2006	Rép. dém. du Congo	–	–	Prêt préférentiel	EXIM
2006	Érythrée	Télécommunications	20,8	Prêt préférentiel	EXIM
2006	Kenya	Électricité	20,17	Prêt préférentiel	EXIM
2006	Kenya	Télécommunications	29,94	Prêt préférentiel	EXIM
2006	Nigéria	Barrage et infrastructure électrique	2 500	Prêt	EXIM
2006	Tunisie	Télécommunications	6,26	Prêt préférentiel	EXIM
2006	Zambie	Voie ferrée Tanzanie-Zambie	–	Prêt préférentiel	EXIM
2006	Zimbabwe	Matériel agricole	25,06	Prêt	EXIM
2007	Angola	Projet d'approvisionnement en eau potable	230	Prêt préférentiel	EXIM
2007	Rép. dém. du Congo	Infrastructure et extraction minière	8 500	Prêt	EXIM
2007	Érythrée	Extraction minière	60	Prêt	EXIM
2007	Érythrée	Ciment	45,28	Prêt préférentiel	EXIM
2007	Éthiopie	Hydroélectricité/irrigation et agrandissement d'une usine de ciment	208	Prêt préférentiel	EXIM
2007	Ghana	Infrastructure de barrage	292 (total engagé: plus de 600)	Crédits d'exportations	EXIM
2007	Ghana	Électricité	137,2 (coût total)		CADF*
2007	Mozambique	Infrastructure	40	Prêt à des conditions libérales	EXIM
2007	Namibie	Électronique	1 milliard de dollars namibiens	Prêt préférentiel	EXIM
2007	Nigéria	Programme de communications et d'éducation	100	Prêt	EXIM
2007	Ouganda	Base de TIC	106	Prêt	EXIM
2007	Zambie	Infrastructure d'usine	206,55	Prêt	EXIM
2007	Zimbabwe	Agriculture	200	Crédit acheteur	EXIM
2008	Rép. dém. du Congo	Fibre optique	33,6	Prêt préférentiel	EXIM
2008	Éthiopie	Verrerie	Partie d'une contribution de 90 millions à des projets dans trois pays africains		CADF*
2008	Zimbabwe	Extraction minière	Partie d'une contribution de 90 millions à des projets dans trois pays africains		CADF*

* Fonds de développement Chine-Afrique.

Source : Davy, Edinger, Tay, et Naidu, 2008.

Darfour). L'insécurité qui règne dans beaucoup de parties de l'Afrique crée à la fois un problème et des possibilités pour les opérations chinoises. Les possibilités sont peut-être plus évidentes, puisque c'est l'insécurité même de l'extraction du pétrole et des minéraux en Afrique (Soudan, Nigéria et République démocratique du Congo) qui permet aux entreprises chinoises d'accroître leur présence.

44. Il y a eu une grande diversité de forums qui ont été mis en place pour promouvoir les relations sino-africaines. Le plus important de ces forums est le FCSEA. La première réunion ministérielle du Forum s'est tenue à Beijing en 2000, et la deuxième à Addis-Abeba en 2003. Le troisième forum, connu aussi sous le nom de Sommet sino-africain, a eu lieu en 2006. Ce sommet a été largement vu comme une tentative de la Chine d'intensifier son engagement en Afrique.

45. Dans son engagement avec l'Afrique, la Chine a utilisé trois vecteurs, l'aide, le commerce et l'IED, pour établir des relations efficaces avec les gouvernements. Les activités des entreprises chinoises, aidées par un financement de l'État, surtout quand ils investissent dans des pays bénéficiaires de l'aide chinoise, ne sont qu'un exemple de la façon dont la Chine entretient des relations avec le continent en utilisant simultanément deux vecteurs.

C. Inde

46. La présence de l'Inde en Afrique est clairement différente de celle de son gigantesque voisin asiatique. D'une part, la présence de l'Inde en Afrique a été construite sur une diaspora active, notamment en Afrique de l'Est, et le Gouvernement indien a utilisé cette relation historique pour entrer en relation avec l'Afrique. D'autre part, ce n'est que très récemment que l'Inde a commencé à prendre conscience de la pénurie imminente de beaucoup de minéraux clés et de l'énergie dont elle a besoin pour maintenir un progrès économique soutenu.

47. C'est l'un des rares pays dans nos études de cas, qui a une stratégie cohérente et ciblée pour les États clés en Afrique. L'assistance financière est souvent couplée avec l'IED, les accords commerciaux, l'accès aux marchés et l'obtention d'énergie.

48. Le Gouvernement indien a dévoilé le « Plan indien d'assistance au développement » en 2003. En établissant des relations avec d'autres pays en développement, la priorité a été accordée à la promotion des exportations et des intérêts stratégiques de l'Inde. L'assistance au développement serait donc reliée avec l'ouverture de nouveaux marchés, et des lignes de crédit seraient ouvertes lorsque les produits de l'Inde sont utilisés dans les projets. L'Inde poursuit toujours l'aide « liée », mais cette aide n'est pas liée à une conditionnalité politique ou de gouvernance comme la démocratie ou la transparence, mais à d'autres vecteurs d'IED et de commerce.

1. Commerce

49. Les exportations de l'Inde à destination de l'Afrique ont fortement augmenté, passant de 1,4 milliard de dollars en 1995 à 10 milliards de dollars en 2007. Les importations, qui représentaient un montant de 1,7 milliard de dollars en 1995 sont passées à 4,23 milliards de dollars en 2007. L'Inde est passée d'un déficit commercial à un excédent commercial en 2003 et a étendu cet excédent en le portant à 5,8 milliards de dollars en 2007. Les exportations de l'Inde vers

Encadré C-1

Inde : possibilités pour l'Afrique

En comparaison avec la Chine, l'Inde a réagi tardivement au potentiel de ressources offert par l'Afrique et à son rôle comme marché pour les produits indiens. Ces dernières années, cette erreur a été rectifiée et l'Inde est à présent en train d'élaborer un programme concerté pour l'Afrique, mais en mettant l'accent sur les pays avec lesquels elle a des intérêts bilatéraux clairement identifiables. Ceci l'a amené à changer d'orientation dans ses relations avec l'Afrique, reléguant au second plan son lien historique avec l'Afrique de l'Est (avec sa diaspora indienne) pour se tourner vers l'Afrique de l'Ouest et au Soudan. Elle s'efforce maintenant d'intégrer ses activités dans les trois vecteurs du commerce, de l'IED et de l'aide. Ceci donne à l'Afrique la possibilité de faire de même en répondant avec sa propre intégration ciblée et stratégique des activités dans ces trois vecteurs.

Commerce. L'Inde est une source de demande pour les produits africains, notamment pour le pétrole et les minéraux, mais aussi pour quelques denrées agricoles comme les noix et les fruits. L'Inde a la capacité de fournir des intrants importants à l'Afrique, y compris des biens d'équipement, des biens de consommation bon marché et des services commerciaux. Les produits pharmaceutiques bon marché, peut-être liés à l'apport d'IED, représentent une possibilité commerciale particulière.

IED. Les entreprises indiennes ont la capacité d'aider l'Afrique dans le secteur des produits de base, dans l'agriculture et dans les secteurs des médicaments et des télécommunications.

Aide. L'aide indienne, liée aux apports d'IED, pourrait contribuer à améliorer l'infrastructure, à mettre en valeur les gisements de minéraux et de pétrole et à promouvoir les services de santé et le secteur pharmaceutique. L'assistance et la formation techniques sont aussi des secteurs clefs de l'assistance technique indienne.

l'Afrique se sont accrues au cours des années 90, mais ses importations d'Afrique n'ont augmenté rapidement qu'après 2001 (voir figure C-1).

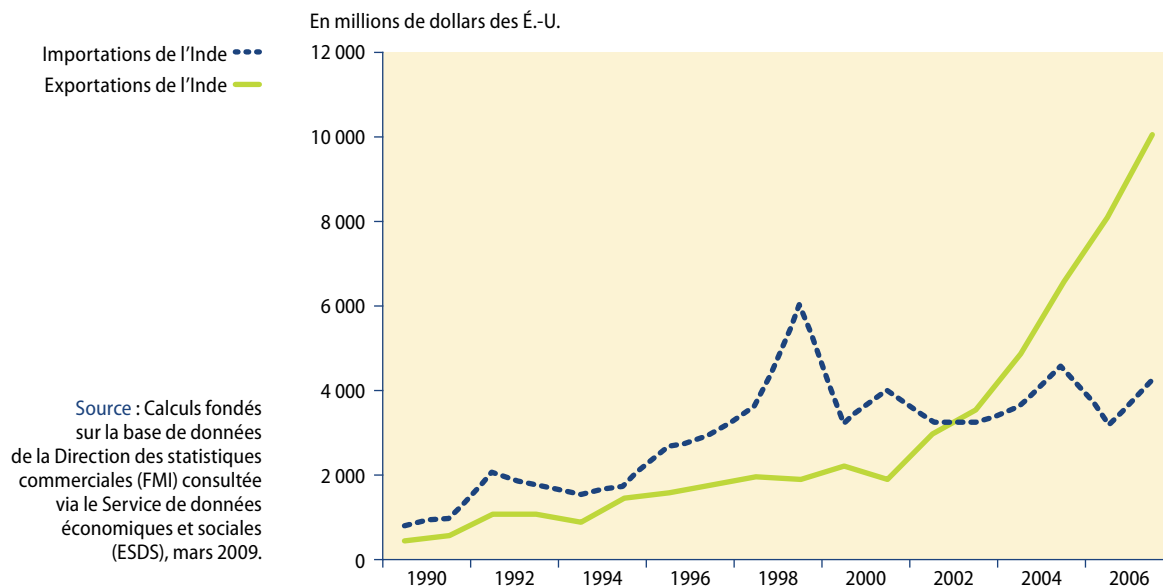
50. Les cinq principaux destinataires des exportations vers l'Afrique représentaient 58 % des exportations indiennes vers le continent en 2007 (voir tableau C-1). L'Afrique du Sud (20 %) était la destinataire majeure, suivie par le Nigéria (14 %). La part de l'Afrique du Sud, du Nigéria et de l'Égypte dans les exportations indiennes a été plus ou moins stable au cours de la décennie passée, ne faisant apparaître qu'une faible diversification dans les autres pays africains. Le Kenya, par contre, a perdu la moitié de sa part, tombant de 16 % en 1995 à 8 % en 2007.

51. L'Afrique du Sud est aussi la plus grande exportatrice africaine vers l'Inde, portant sa part de 10 % à 28 % entre 1995 à 2007. La part du Maroc (de 18 à 17 %) et de l'Égypte (de 5 à 8 %) dans les exportations indiennes n'a quasiment pas changé entre 1995 et 2007.

52. Les produits pétroliers raffinés étaient les plus grandes exportations de l'Inde vers l'Afrique en 2006, bien que leur valeur ait été pratiquement nulle en 2000 et les années précédentes. Les médicaments, les véhicules automobiles et les produits de fer ont enregistré une augmentation modeste au cours de la décennie, tandis que les exportations de riz sont tombées de 20 % en 1995 à 5 % en 2006. Le tableau C-2 indique la part de ces produits au cours de la période de 1995 à 2006.

53. Du côté des importations, comme on peut le voir dans le tableau C-3, le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés étaient de loin les majeures importations d'Afrique, représentant 66 % des importations en 2006. L'or est aussi une importation importante, d'une valeur de presque 1,5 milliard de dollars (10 %) en 2006.

Figure C-1
Le commerce de l'Inde avec l'Afrique, 1990-2007



54. L'Inde a enregistré une forte augmentation dans ses exportations vers l'Afrique de produits basés sur les ressources naturelles. La part des exportations de produits primaires et des produits de technologies peu avancées est tombée entre 1995 et 2006. La plus grande augmentation a été enregistrée dans le secteur des produits à base de ressources naturelles, la part des exportations de ces produits passant de 8 % à plus de 32 % du commerce total entre 1995 et 2006.

55. En 2004, l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) a commencé à négocier un accord de commerce international avec l'Inde et, en 2006, le Premier Ministre indien d'alors, Manmohan Singh, a déclaré que le Gouvernement indien avait approuvé l'ouverture de négociations en vue de la création d'une zone d'échanges préférentiels (Mandigora, 2006). Cette zone a été planifiée en deux étapes. La première a commencé par l'octroi de concessions tarifaires spécifiques sur une liste limitée de produits. La deuxième étape visera à établir un accès de libre-échange généralisé. En 2008, dans le cadre de l'octroi d'un statut préférentiel aux pays les moins avancés, le Gouvernement indien a offert à 34 nations africaines des préférences tarifaires pour un accès à ses marchés en franchise de douane.

Tableau C-1
Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de l'Inde, 2007 (en pourcentage)

Exportations		Importations	
Afrique du Sud	20	Afrique du Sud	28
Nigéria	14	Maroc	17
Égypte	10	Égypte	8
Kenya	8	Tanzanie	5
Maurice	6	Tunisie	4

Source: Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), juin 2009.

Tableau C-2

**Les cinq principales exportations de l'Inde vers l'Afrique
1995-2006 (en pourcentage)**

Nom du produit	1995	2000	2006
Produits pétroliers, raffinés	0,01	0,01	25
Produits médicaux et pharmaceutiques	6	10	8
Riz	20	1	5
Véhicules automobiles, véhicules de transport	1	0,4	4
Larges plats et tôles en fer ou en acier	2	4	4

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

Tableau C-3

**Les cinq principales importations de l'Inde en provenance de l'Afrique,
1995-2006 (en pourcentage)**

Nom du produit	1995	2000	2006
Pétrole brut et huiles extraites de minéraux bitumineux	38	—	58
Or, non monétaire (à l'exclusion des minerais et des concentrés)	0	29	10
Produits pétroliers, raffinés	0	0	8
Éléments chimiques inorganiques, oxydes et sels halogènes	21	23	5
Fruit et noix, frais, séchés	10	10	2

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

Ces préférences couvraient 94 % des catégories tarifaires de l'Inde et incluaient des produits comme le coton, les vêtements de prêt à porter, le cacao, les noix de cajou, et le minerai d'aluminium (Vijian, 2008).

2. Investissement étranger direct

56. Les flux indiens d'IED à l'étranger ont considérablement augmenté, passant de 6 millions de dollars en 1990 à 1,4 milliard de dollars en 2002. Ils ont ensuite atteint 9,7 milliards de dollars en 2006. On prévoit que les flux indiens d'IED représenteront en moyenne 13 milliards de dollars entre 2007 et 2011, atteignant 16 milliards de dollars en 2011 (EIU, 2007). La part de l'Afrique dans le volume total des flux indiens d'IED à l'étranger est très variable; elle était de 47,8 % en 2000, mais de seulement 1 % en 2004^c. Entre 1996 et 2003, Maurice et le Soudan représentaient chacun 9,2 % de l'ensemble des flux d'IED de l'Inde, et figuraient aux troisième et quatrième rangs, respectivement, des destinataires de ces flux.

57. L'IED indien en Afrique est concentré dans quelques pays seulement, principalement en Afrique de l'Est. Cependant, on a assisté, au cours de la dernière décennie, à une majeure restructuration de ces flux. En 1996, trois quarts du stock d'IED de l'Inde en Afrique étaient affectés à Maurice, suivi par le Maroc (11 %), le Sénégal (7,5 %) et l'Afrique du Sud (6,8 %). En 2004, le niveau absolu du stock d'IED au Sénégal, en Afrique du Sud et au Maroc a peu changé mais la part de ces pays est tombée au-dessous de 2 %. Le stock d'investissement est allé au Soudan (46,3 %, soit 912 millions de dollars), et à Maurice (48,2 %, soit 948 millions de dollars).

^c CNUCED, statistiques relatives à l'IED.

58. À l'intérieur de l'Afrique, entre 2000 et 2004, Maurice (7 milliards de dollars), le Soudan (0.9 milliard de dollars) et la Jamahiriya arabe libyenne (30 millions de dollars) étaient les principaux bénéficiaires des flux d'IED indien. On prévoit que l'investissement en Côte d'Ivoire atteindra 1 milliard de dollars en 2011, ce qui représentera 10 % de tous les investissements internationaux indiens de la décennie passée^d. Dans le cas de Maurice, il est possible qu'une grande proportion de ces investissements soient des investissements circulaires (*round-tripping*), encouragés, en outre, par la signature, entre les deux pays, d'un traité visant à éviter la double imposition (CNUCED, 2004).

59. La stratégie d'engagement de l'Inde vise aussi à mettre en place des partenariats public-privé pour soumettre conjointement des offres pour des projets en Afrique. En avril 2008 la société d'exportation MMTC qui est gérée par l'État a annoncé qu'elle formerait une société en participation (26-74) avec Tata Steel en vue de soumettre des offres pour des projets miniers en Afrique, et d'étudier les possibilités existantes en matière d'extraction de diamants, d'or, de minerai de fer et de charbon^d.

60. D'autres sociétés multinationales indiennes ont aussi une présence croissante dans un certain nombre de pays et de secteurs africains. En 2008, KET International a signé deux contrats en Algérie (61 millions de dollars) et en Namibie (25 millions de dollars) pour des projets de transmission d'électricité. Dans ce même secteur, Jyoti Structure, a investi 24 millions de dollars en Afrique du Sud et 40 millions de dollars en Ouganda^d.

61. Au Soudan, l'Indian Oil and Natural Gas Corporation (ONGC) a investi, depuis 2007, 200 millions de dollars dans un projet d'oléoduc. En 2008, l'Inde a accepté de construire une raffinerie au Nigéria, tout en prenant une participation dans des raffineries kényanes. De plus, Bharat Petroleum investit actuellement 50 millions de dollars dans le secteur du gaz naturel au Kenya.

62. Une des stratégies d'investissement de l'Inde en Afrique a été la proposition d'éliminer les « Intermédiaires de l'Ouest ». Les projets d'extraction de diamants convenus avec l'Angola et la Namibie ont accepté de traiter directement avec les entreprises indiennes; en échange, l'Inde a promis d'établir des installations diamantifères en amont dans les deux pays.

63. L'Inde étudie actuellement la possibilité d'une fusion d'une valeur de 70 millions de dollars entre India's Reliance Communications et la société sud-africaine MTN dans le secteur des télécommunications.

64. L'ONGC a déjà investi dans le secteur du pétrole. Un plus gros investissement a été réalisé en 2006 dans le projet d'oléoduc du Soudan. En 2005, le gouvernement indien s'est engagé à fournir à ce pays 10 millions de dollars en subventions et 100 millions de dollars sous forme de prêts. L'ONGC Videsh opère aussi en Jamahiriya arabe libyenne, en Égypte et au Congo.

3. Aide

65. Il existe toute une gamme d'estimations contradictoires en ce qui concerne l'aide indienne à l'Afrique. En février 2008, l'Inde a annoncé qu'elle augmenterait

^d India Frontier Advisory, mai 2008.

son aide à l'Afrique de 60 %, ce qui la porterait à 20 millions de dollars en 2008-2009 (Bajpae, 2008). D'autre part, l'Union européenne prévoit un chiffre plus élevé d'environ 100 millions de dollars par an (Altenburg et Weikert 2007:24). D'autres, comme Jobelius (2007), suggèrent même des flux d'aide plus importants : environ 300 millions de dollars par an et en augmentation. Broadman (2008) considère qu'une ligne de crédit de 558 millions de dollars a été offerte aux pays africains en 2006 par l'Export-Import Bank of India.

66. En mai 2008, au Sommet Afrique-Inde, le Premier Ministre de l'Inde s'est engagé à accroître de manière très substantielle l'aide au continent. Il s'est engagé notamment à fournir 500 millions de dollars au cours des cinq à six prochaines années, à titre d'assistance à moyen terme y compris l'octroi de dons pour de développement. L'Inde a déjà doublé, au cours des cinq dernières années, les lignes de crédit qu'elle offre aux nations africaines en les portant de 2,25 milliards de dollars à 5,4 milliards de dollars. En 2004, l'Inde a lancé, avec huit pays d'Afrique de l'Ouest riches en énergie et en ressources (le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Sénégal et le Tchad) l'Approche techno-économique pour le Mouvement Afrique-Inde (TEAM-9). Cette initiative avait pour but de fournir une assistance dans le domaine des technologies peu onéreuses, ainsi qu'un investissement lié à l'infrastructure. Une ligne de crédit a été établie dans le cadre de cette initiative. On ne sait toutefois pas avec certitude de quelle manière les partenaires africains vont utiliser cette ligne de crédit.

67. L'Inde s'est engagée à contribuer 200 millions de dollars au processus du NEPAD, de même qu'à accorder une remise de dette pour un montant de 24 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative PPTE. Parmi les bénéficiaires de cette mesure figuraient le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda, le Ghana et la Zambie (Jobelius, 2007).

68. Une grande part de l'aide indienne prend la forme de lignes de crédit liées, à un certain niveau, à l'utilisation d'exportations indiennes. Le tableau C-4 illustre certains des projets réalisés au cours des dernières années. L'achat de matériel indien est un objectif commun du crédit. Les lignes de crédit sont offertes aux gouvernements avec des conditionnalités concernant les marchés d'approvisionnement et l'exportation des éléments nécessaires aux projets.

69. Outre l'assistance financière qu'elle apporte par ses lignes de crédit, l'Inde fournit aussi une assistance et une formation techniques. Une formation technique a été dispensée en Inde à 1 000 ressortissants africains. On estime, en outre, à 15 000 le nombre d'étudiants d'origine africaine qui étudient actuellement en Inde (Thakurta, 2008). Une assistance et des services d'experts techniques sont aussi fournis pour des projets et des activités de planification à un grand nombre de pays africains. Le tableau C-5 énumère certains des projets récents qui sont exécutés en Afrique avec l'assistance de l'Inde.

4. Intégration des vecteurs

70. Bien que sa pénétration sur le continent n'ait pas reçu la même attention que celle de la Chine, l'Inde est assez active en Afrique. Elle bénéficie de la présence d'une population d'immigrants indiens qui résident en Afrique depuis des générations et cette diaspora renforcera vraisemblablement le commerce, l'aide et l'IED de ce pays.

Tableau C-4

**Lignes de crédit offertes à des pays africains au cours de ces dernières années
par l'Export-Import Bank of India**

	Emprunteur	Montant du crédit (en millions de dollars des É.-U.)	Date d'ouverture	Durée (en années)
1	Soudan	350	—	12
2	Éthiopie	122	—	20
3	Éthiopie	65	—	20
4	Ghana	60	—	20
5	Soudan	52	—	12
6	Soudan	50	2008	11
7	Tchad	50	—	20
8	Soudan	48	—	20
9	Mali	45	—	20
10	Soudan	42	—	13
11	Angola	40	2006	20
12	Rép. dém. du Congo	34	—	20
13	Burkina Faso	31	—	20
14	Mali	30	—	20
15	Malawi	30	À confirmer	20
16	Sénégal et Mali (combiné)	28	—	20
19	Ghana	27	2007	20
17	Côte d'Ivoire	27	—	20
18	Mali	27	—	20
20	Sénégal	27	—	20
21	Côte d'Ivoire	26	À confirmer	20
22	Guinée-Bissau	25	—	20
23	Mozambique	20	2008	20
24	Mozambique	20	—	20
25	Rwanda	20	À confirmer	20
26	Mozambique	20	À confirmer	20
27	Sénégal	18	2007	20
28	Niger	17	—	20
29	Ghana	15	2006	7
30	Sénégal	15	2007	20
31	Gabon	15	À confirmer	12
32	Guinée équatoriale	15	À confirmer	15
33	Angola	13	2010	5
34	Sénégal	11	—	20
35	Banque centrale de Djibouti	10	2007	10
38	BMCE Bank, Maroc	10	2007	7
36	Zambie	10	2008	5
37	Maurice	10	2008	10
39	Angola	10	2008	6
41	Djibouti	10	À confirmer	10
40	Sénégal	10	—	20
42	Seychelles	8	2013	8
43	Gambie	7	—	20
47	Banque nigériane d'import-export	5	2005	5
44	Seychelles, Conseil de commercialisation	5	2006	5
45	Angola	5	2006	5
46	Lesotho	5	2007	15

Source : Adapté de <http://www.eximbankindia.com/loc.asp>, consulté en juillet 2008.

Tableau C-5
Projets africains entrepris avec l'assistance de l'Inde

Pays	Projet
Mozambique, Éthiopie	Électrification rurale
Sénégal, Mali	Voies ferrées
Congo	Ciment
Lesotho	Formation à l'informatique
Ghana	Édifice de l'Assemblée nationale
Sierra Leone	Casernes
Nigéria	Machine outils du Nigéria
Sénégal	Centre de développement de l'entrepreneuriat
Ghana	Centre d'excellence Kofi Annan pour les TI
Maurice	Cyberprojet urbain Ebene
Namibie	Centre de technologie plastique
Burkina Faso	Projet agricole indien
Sénégal	Projets d'électrification de villages
Éthiopie	Gandhi Memorial Hospital
Malawi	Système d'approvisionnement en eau de Lilongwe

Source : Thakurta (2008) et le Ministère indien des affaires étrangères (2006).

71. Historiquement, l'Inde n'a pas fait grand chose pour intégrer son commerce, son IED et son aide en Afrique. Cependant, au cours des dernières années cela a considérablement changé. Dans le cadre d'un vaste programme stratégique, l'Inde est sortie de sa base de diaspora en Afrique de l'Est et s'est dirigée sans hésiter vers les régions productrices de pétrole et de minerai de fer de l'Afrique de l'Ouest, du Soudan et de la Jamahiriya arabe libyenne, et vers le secteur des transports au Soudan et au Sénégal. Dans chaque cas, l'aide et l'IED ont été regroupés, et l'État indien a joué un rôle en tant qu'investisseur en collaboration avec une de ses plus grandes entreprises. Par ailleurs, les entreprises indiennes éprouvent un intérêt croissant pour l'Afrique, dans le secteur des télécommunications en Afrique du Sud et dans celui des produits pharmaceutiques en Ouganda, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie.

72. On peut voir comment les trois vecteurs de l'aide, de l'IED et du commerce sont utilisés dans le cas du Sénégal. Le géant indien de l'automobile Tata a bénéficié de contrats résultant de la restructuration des moyens de transport public dans ce pays. Simultanément, l'Inde est l'un des plus gros donateurs d'aide non occidentaux et la principale destination des exportations du Sénégal (Jobellius, 2007). La société pétrolière indienne ONGC Videsh qui est contrôlée par l'État nous montre aussi comment l'Inde utilise stratégiquement ces trois vecteurs. Cette entreprise participe en permanence à toutes les interactions concernant les activités pétrolières indiennes à l'étranger ainsi qu'aux travaux des Groupes de travail mixtes du Gouvernement indien^e. Elle joue donc un rôle dans toutes les questions politiques liées au commerce avec l'Afrique et à l'aide à ce continent.

73. De plus, l'Inde a tendance à avoir une approche plus ciblée que la Chine à l'égard des pays qu'elle prend dans sa ligne de mire. Ainsi, en 2008, quand l'Inde a tenu son premier sommet du Forum Inde-Afrique, 14 pays clefs seulement ont été invités à New Delhi. Il s'agissait du premier sommet de cette nature dans les

^e Sites Web de la société et Reuters.

relations Inde-Afrique, mais on prévoit qu'il se tiendra régulièrement à l'avenir maintenant que l'Inde tente d'accroître son accès à l'Afrique et son engagement avec le continent.

74. Une des inquiétudes de l'Inde consiste dans l'influence croissante de la Chine sur le continent et certaines des mesures qu'elle a prises, comme la création du Forum Inde-Afrique, sont largement vues comme des tentatives de neutraliser cette influence. Jusqu'en 2003, le Ministère indien des affaires étrangères ne comportait qu'une seule division africaine. Il possède maintenant une division pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, une autre pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et une troisième pour l'Asie occidentale et l'Afrique du Nord. En 2008, des missions diplomatiques indiennes ouvriront leurs portes au Burkina Faso, au Gabon, au Mali et au Nigéria^d.

D. Malaisie

75. L'engagement de la Malaisie avec l'Afrique s'est principalement inséré dans le cadre de la coopération Sud-Sud. La Malaisie estime qu'elle peut aider d'autres pays, surtout ceux qui ont partagé avec elle un passé colonial, et que la coopération peut être bénéfique pour toutes les parties.

76. Le plus gros de l'assistance fournie à l'Afrique s'est situé au niveau technique et a pris la forme d'activités de formation et d'orientation en matière de planification et de finances. L'engagement, qui précédemment prenait principalement place dans des forums multilatéraux, intervient maintenant au niveau bilatéral.

77. La Malaisie, traditionnellement une grosse productrice de pétrole, recherche maintenant elle-même des ressources pétrolières à l'étranger aussi. Son principal engagement en Afrique a pris la forme d'IED et son intérêt principal est resté le pétrole. Du côté des exportations, la Malaisie exporte de plus en plus vers l'Afrique des produits technologiques de niveau intermédiaire afin de tirer profit du marché en expansion.

1. Commerce

78. Les exportations de la Malaisie vers l'Afrique ont fortement augmenté au cours des dernières années, passant de 0,8 milliard de dollars en 1995 à 2,9 milliards de dollars en 2007. Les importations ont augmenté moins rapidement, passant de 0,4 milliard de dollars à 1,8 milliard de dollars entre 1995 et 2007. L'accroissement des exportations vers l'Afrique a commencé en 2001 et a été suivie d'un accroissement des importations à partir de 2003. L'excédent commercial de la Malaisie avec l'Afrique est passé de 0,38 milliard de dollars en 1995 à 1,4 milliard de dollars en 2007.

79. L'Afrique du Sud est le plus grand partenaire commercial africain de la Malaisie tant par ses exportations que par ses importations (voir tableau D-1). L'Afrique du Sud et l'Égypte, principaux marchés de la Malaisie en Afrique ont vu leur part des exportations malaisiennes tomber de 32 % à 28 %, et de 29 % à 17 %, respectivement, entre 2000 à 2007. Les exportations vers l'Afrique du Sud sont principalement des produits manufacturés, des machines et du matériel de transport tandis que les exportations vers l'Égypte sont des produits manu-

Encadré D-1

Malaisie : possibilités pour l'Afrique

Avec des liens historiques limités à Maurice et à l'Afrique du Sud, la Malaisie n'est pas un joueur important dans le contexte africain. La possibilité stratégique majeure pour l'Afrique consisterait à utiliser la société pétrolière nationale de la Malaisie comme une monnaie d'échange dans ses relations avec les sociétés pétrolières d'autres pays, et à tirer profit de l'expertise malaisienne dans les huiles végétales et dans le bois.

Commerce. La Malaisie peut offrir à l'Afrique la possibilité de diversifier ses exportations en les étendant à des secteurs autres que celui des produits à base de ressources naturelles.

IED. La Malaisie peut offrir à l'Afrique son savoir faire et ses services financiers dans les secteurs du pétrole, de l'huile de palme et du bois de construction.

Aide. La Malaisie possède des compétences dans des secteurs où l'Afrique a beaucoup à apprendre, notamment ceux de l'extraction du pétrole, de l'huile de palme et du bois de construction. La promotion sociale de groupes naguère défavorisés a été un rôle modèle important pour l'Afrique du Sud et peut servir de modèle à d'autres pays africains.

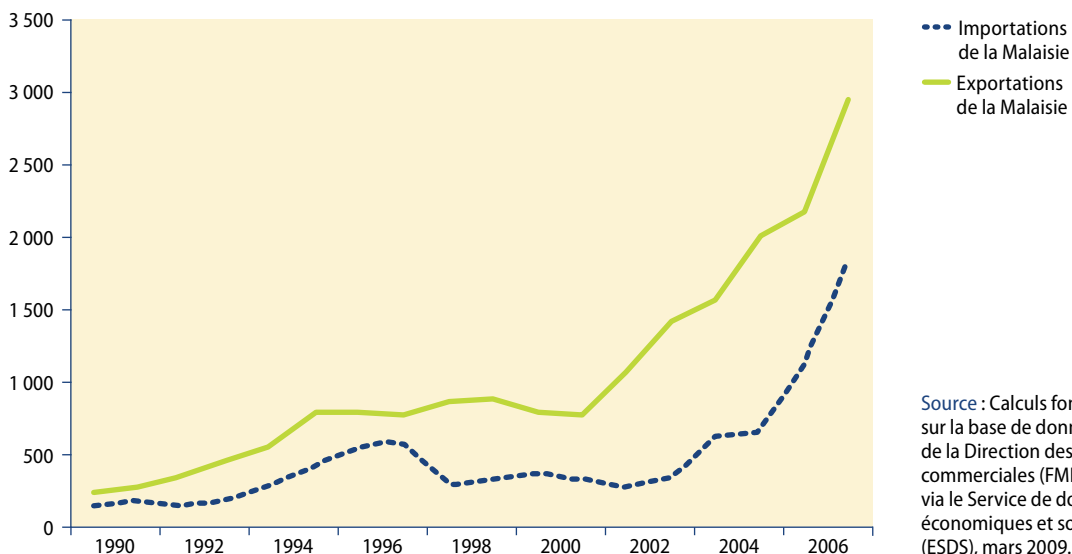
facturés et des matériaux agricoles. Les exportations de la Malaisie vers les autres pays africains couvrent une large gamme de produits (voir tableau D-2), parmi lesquels l'huile de palme (27 %) est restée la première denrée d'exportation pendant la décennie. En dehors des huiles végétales, il n'y a pas de produit unique qui représente une part significative des exportations, ce qui révèle la diversité des exportations malaisiennes vers l'Afrique. Le Bénin a connu une augmentation récente : sa part des exportations malaisiennes vers l'Afrique qui était inexistante en 2000 est passée à 7 % en 2007.

80. En 2007, l'Afrique du Sud (27 %) et le Gabon (23 %) représentaient ensemble la moitié des importations de la Malaisie à partir de l'Afrique (voir tableau D-1). En 2006, la plupart des exportations malaisiennes se situaient dans le sec-

Figure D-1

Le commerce de la Malaisie avec l'Afrique, 1990-2007

En millions de dollars des É.-U.



Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), mars 2009.

Tableau D-1

Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la Malaisie, 2007 (en pourcentage)

Exportations		Importations	
Afrique du Sud	28	Afrique du Sud	27
Égypte	17	Gabon	23
Bénin	7	Ghana	7
République-Unie de Tanzanie	4	Égypte	5
Ghana	4	Côte d'Ivoire	4

Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), juin 2008.

teur des produits à base de ressources naturelles (44 %) qui comprend dans ce cas principalement l'huile végétale et les produits dérivés du bois (voir tableau D-2). Les produits des technologies de niveau intermédiaire venaient au deuxième rang, passant de 14 % des exportations en 1995 à 21 % en 2006. La part de produits des technologies peu avancées a aussi augmenté, passant de 9 % à 15 % (1995-2006).

81. Il y a eu un changement important dans la nature des importations de la Malaisie à partir de l'Afrique et quatre des cinq principales importations de produits de base d'Afrique en 2006 étaient absentes au cours de la première moitié de la décennie (voir tableau D-3). La part du cacao, de l'aluminium, du pétrole et des produits en fer est passée d'une quantité minimale en 1995 à 24 %, 11 %, 11 % et 8 % des exportations africaines vers la Malaisie, respectivement, en 2006. Les importations de cuivre ont par contre diminué, tombant de 16 % en 1995 à 8 % en 2006. Pour l'Afrique du Sud, les minerais et les métaux représentent presque la moitié des importations de la Malaisie à partir de ce pays.

Tableau D-2

Les cinq principales exportations de la Malaisie vers l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Autres huiles végétales fixes, liquide ou solide, brutes, raffinées	29	27	27
Huiles et graisses animales et végétales, traitées, et cires	15	10	7
Navires, bateaux et structures flottantes	3	0	3
Produits de polymérisation et de copolymérisation	0	1	3
Meubles et parties de meubles	0	2	3

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

Tableau D-3

Les cinq principales importations de la Malaisie en provenance de l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Cacao	1	1	24
Aluminium	0	22	11
Pétrole brut et huiles extraites de minéraux bitumineux	0	0	11
Larges plats et tôles en fer ou en acier	0	1	8
Cuivre	16	7	8

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

2. Investissement étranger direct

82. En 2004, le total des stocks d'IED malaisien à l'étranger était estimé à 12,8 milliards de dollars; 1,9 milliards (14,7 %) de ces stocks étaient en Afrique (voir tableau D-4). Les destinations principales de ces stocks étaient Maurice (33 %) et l'Afrique du Sud (24 %).

83. Les flux d'IED mondiaux de la Malaisie ont fortement augmenté, passant de 129 millions de dollars en 1990 à 1,9 milliard de dollars en 2000 et à 6 milliards en 2006, et on prévoit qu'ils se situeront en moyenne à environ 3,4 milliards de dollars par an entre 2007 et 2011 (EIU, 2007). La part de l'Afrique dans les flux d'IED malaisien est relativement élevée. Elle est passée de 1,1 million de dollars (0,6 % du total) en 1991 à 176 millions de dollars (8,5 % du total) en 2004 (voir tableau D-5).

84. En 1991, le principal stock d'IED malaisien se trouvait à Maurice. Entre 1999 et 2005, 43 % de l'IED malaisien à l'étranger portait cependant sur le secteur des services, surtout le secteur financier, ou représentait un investissement circulaire (Ariff et Lopaz, 2006). Il est raisonnable de supposer qu'une partie substantielle de l'IED malaisien à Maurice est un investissement circulaire plutôt qu'un investissement réel. Cela dit, l'augmentation récente de l'IED concerne essentiellement les secteurs de la production de pétrole, de gaz et d'énergie et d'électricité.

85. Petronas, la société pétrolière nationale est active en Afrique du Sud depuis 1996. De là elle s'est étendue au reste du continent, exploitant des droits d'ex-

Tableau D-4

Répartition par pays du stock d'investissement étranger direct de la Malaisie à destination de l'Afrique, 2004

Pays	Pourcentage
Maurice	33
Afrique du Sud	24
Soudan	17
Tchad	10
Égypte	5
Namibie	5
Ghana	3
Autres	3

Source : CNUCED (2007).

Tableau D-5

Part de l'Afrique dans les flux d'investissement étranger direct de la Malaisie, 1991-2006 (en millions de dollars des É.-U.)

Année	Total	Afrique	Pourcentage
1991	175	1,1	0,6
1995	2 488	72,3	2,9
2000	2 026	77,7	3,8
2004	2 061	175,6	8,5
2005	2 972	..	..
2006	6 041	..	..

Source : CNUCED Statistiques relatives à l'IED, consultées en ligne, juin 2008.

ploration, extrayant et produisant du pétrole et du gaz naturel et allant jusqu'à la vente au détail du pétrole. Les principales opérations en amont de Petronas se déroulent en Algérie, au Bénin, au Cameroun, en Égypte, en Guinée équatoriale, en Éthiopie, en Mauritanie, au Maroc, au Mozambique et au Soudan, et en aval en Afrique du Sud, au Cameroun, en Égypte, au Soudan et au Tchad.

86. L'huile de palme est un des autres secteurs auxquels les sociétés privées s'intéressent en Afrique. Cela inclut des plantations d'huile de palme et des raffineries. Le Groupe malaisien IOI a investi dans le raffinage de l'huile de palme (plantations et commerce) à Maurice. La société malaisienne Sime Darby a elle aussi investi dans des raffineries d'huile de palme en Égypte, en République-Unie de Tanzanie et en Tunisie. Le Groupe Bidco a récemment investi 25 millions de dollars en République-Unie de Tanzanie dans une nouvelle installation de traitement d'huile comestible d'une capacité de 400 tonnes par jour. Il a également investi 130 millions de dollars, avec d'autres partenaires, dans un projet intégré d'huile de palme en Ouganda. Ce projet comportera une plantation de palmiers de 40,000 hectares, une raffinerie d'huile comestible et une usine de savon dans lesquels seront traités les produits de base de la plantation.

87. En 2007, la Malaisie a tenu sa première Foire annuelle de l'huile de palme Malaisie-Afrique en Afrique du Sud. Le principal objet de cette manifestation était de sonder les possibilités commerciales existantes dans le domaine de l'huile de palme.

3. Aide

88. L'assistance que la Malaisie apporte au continent prend essentiellement la forme d'activités de formation technique et de services d'experts dispensés habituellement par le Programme malaisien de coopération technique. Le Programme a organisé des stages spéciaux de formation dans les domaines du développement des marchés de capitaux et de la gestion de la privatisation en Égypte et au Nigéria au cours de la période 1999-2001. La Namibie et L'Afrique du Sud ont reçu l'assistance des experts malaisiens dans le microcrédit et les activités productrices de revenus. Le Malawi a bénéficié d'un projet agricole intégré de deux ans en 2000 avec l'aide des services d'experts de l'Institut malaisien de recherche agricole. Une assistance d'experts dans le domaine de la planification du développement a été fournie au Ghana et au Kenya en 1997, à l'Algérie en 2000 et au Soudan en 2001/2002.

4. Intégration des vecteurs

89. L'intégration malaisienne avec L'Afrique a été limitée au cours des dernières décennies. L'Afrique du Sud, à elle seule, représente une majeure partie du commerce et de l'IED malaisiens. L'engagement de la Malaisie avec les pays africains s'est généralement concrétisé par des forums multilatéraux, comme le Sommet Asie-Afrique, tenu en 2005. La Malaisie a aussi lancé en 2005 le Dialogue international d'Afrique australe qui met l'accent sur l'établissement de relations bilatérales et de réseaux dans le cadre du groupe plus large Dialogue international d'Afrique australe sur le partenariat avisé. Les dialogues Smart sont une initiative du Commonwealth axée sur les approches et sur les innovations liées au dévelop-

pement. Ces forums sont importants pour faire le bilan du progrès accompli vers la formation de relations bilatérales.

90. Pour ce qui est du commerce et de l'IED, la Malaisie et l'Afrique ont en commun beaucoup de produits de base et l'Afrique a beaucoup à apprendre de la Malaisie dans ce domaine. Ainsi, la Malaisie est un pays producteur de pétrole et a déjà des investissements liés au secteur du pétrole en Afrique. De plus, la Malaisie possède une industrie du bois de construction et des produits connexes bien développée. La société multinationale qui représente la Malaisie en Afrique est une société d'État qui peut offrir une perspective de gestion différente de celle des sociétés multinationales privées et cotées en bourse qui opèrent dans le secteur du pétrole en Afrique.

91. Les relations d'affaires peuvent être explorées et renforcées par des forums comme la Société malaisienne Sud-Sud. Établie en 1992 en tant que consortium comprenant 85 actionnaires malaisiens, elle a créé le Conseil d'affaires Malaisie-Afrique du Sud en Malaisie et le Centre d'affaires malaisien à Kampala (Ouganda) en août 2001. L'objectif principal de cette organisation est d'explorer et de promouvoir les possibilités de commerce et d'investissement dans les nouveaux marchés, notamment les marchés émergents. Elle sert aussi de véhicule pour les promotions du commerce, les exportations et les investissements de même que pour le transfert vers les pays hôtes de services d'experts dans le domaine technique et dans celui de la gestion.

E. Fédération de Russie

92. Les relations de l'ancienne Union soviétique avec le continent remontent aux jours de la Guerre froide, quand l'aide et le commerce étaient souvent liés à des idéologies politiques. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la Fédération de Russie s'est tournée vers l'intérieur. Cependant, au cours des années 2000 la Fédération a commencé à établir des contacts avec un certain nombre de régions, y compris l'Afrique. Au cours des dernières années, des visites d'État, de part et d'autre, ont été effectuées pour explorer et promouvoir les liens politiques.

1. Commerce

93. Historiquement, pendant l'ère soviétique, le commerce était dirigé par l'État. L'Union soviétique avait, avec les autres pays, des contrats bilatéraux de commerce souvent fondés sur le troc. Depuis l'établissement de la Fédération de Russie, le commerce s'est déplacé plus nettement vers les contrats commerciaux d'entreprises et les contrats individuels. Les exportations de la Fédération de Russie et ses importations d'Afrique étaient relativement modestes jusqu'en 2001 puis les exportations ont commencé à s'accroître, suivies un peu plus tard (2003) par les importations.

94. Les exportations de la Fédération de Russie au continent africain ont presque décuplé, passant de 0,67 milliard de dollars en 1995 à 5,27 milliards de dollars en 2007. Quant aux importations, elles sont passées de 0,18 milliard de dollars à 1,4 milliard au cours de la même période. L'excédent commercial de la Fédération de Russie a aussi augmenté, passant de 0,48 milliard de dollars en 1995 à 3,9 milliards de dollars en 2007 (voir figure E-1). Les exportations de la Fédération de

Encadré E-1

Fédération de Russie : possibilités pour l'Afrique

Les relations de l'ancienne Union soviétique avec l'Afrique remontent aux jours de la Guerre froide, quand l'aide et le commerce étaient souvent utilisés comme des moyens d'exercer une influence politique. Avec l'effondrement de l'Union Soviétique, la Fédération de Russie a dû faire face à une récession économique et se remettre de la perte des États satellites; l'Afrique a été généralement négligée. Cependant, au cours des années 2000, la Fédération de Russie a commencé à émerger, à s'engager et à renforcer son influence politique.

Tandis que la Fédération de Russie recouvre peu à peu son statut, l'Afrique redevient une source d'attention. Accroissant son influence pour parvenir à un équilibre des forces non seulement avec l'Ouest, mais aussi avec les puissances montantes de la Chine et de l'Inde, la Russie cherche de nouveau des alliés pour réaliser son statut de grande puissance.

Commerce. L'Afrique est en mesure d'accroître ses exportations de produits de base vers la Fédération de Russie, y compris les produits agricoles tropicaux et les minéraux. La Fédération de Russie est un des principaux producteurs de céréales du monde et une source potentielle d'approvisionnement pour l'Afrique.

IED. Les entreprises russes sont très désireuses d'établir des liens avec de nouveaux producteurs pour se créer de nouveaux appuis contre les grandes sociétés multinationales qui dominent le monde des ressources. Elles sont ouvertes à des alliances avec des partenaires africains comme le cartel mondial des diamants.

Aide. Jusqu'ici, la Fédération de Russie a surtout été une source d'aide pour l'Afrique par le biais des organismes multilatéraux. Il devrait être possible de mobiliser une aide bilatérale des pays riches en ressources naturelles.

Russie destinées à l'Afrique ont augmenté régulièrement pendant les années 90 puis ont décollé après 2001. Les importations à partir de l'Afrique n'ont commencé à croître qu'au cours des dernières années.

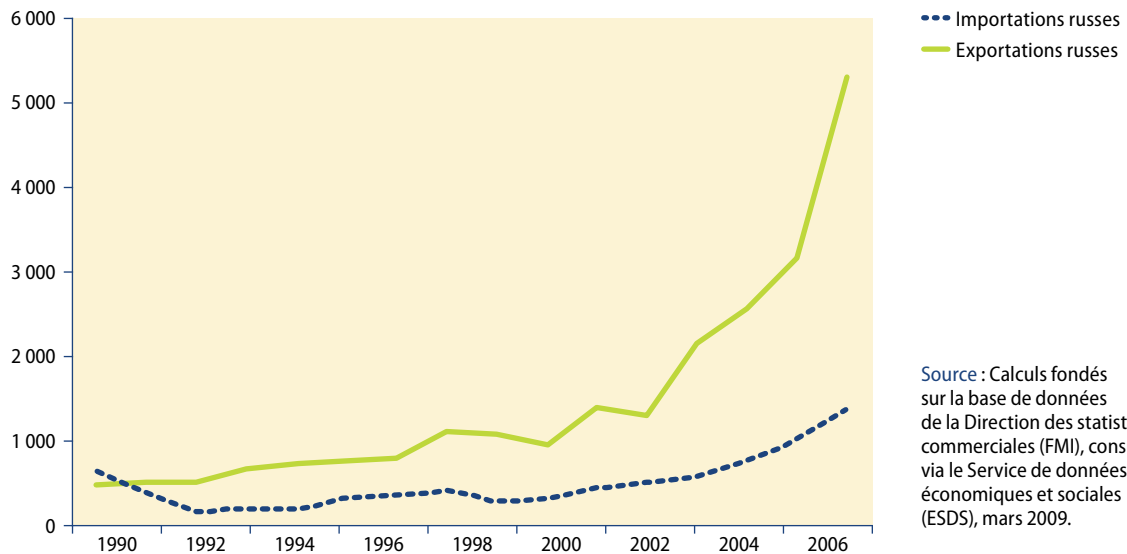
95. Les exportations de la Fédération de Russie vers l'Afrique et ses importations à partir de ce continent ont eu tendance, au cours de la dernière décennie, à rester concentrées dans des pays particuliers, surtout en Afrique du Nord (voir tableau E-1). L'Égypte est depuis 1997 le principal partenaire d'exportation de la Fédération de Russie sur le continent, et absorbe en 2007 la majorité des exportations russes vers l'Afrique (37 %). La plupart des exportations russes vers l'Égypte sont des matériaux agricoles et des denrées alimentaires. Par contre, l'Algérie (24 %), la Tunisie (10 %) et le Maroc (9 %) importent tous de la Fédération de plus en plus de produits manufacturés.

96. Du côté des importations, les pays qui étaient les plus grands partenaires en 1995 — l'Égypte (20 %) et l'Afrique du Sud (37 %) — ont perdu du terrain au cours des dix dernières années. En 2007, ils ne représentaient plus que 11 % et 13 % respectivement, des importations russes à partir de l'Afrique. C'est le Maroc qui exporte à présent le plus vers la Fédération, sa part étant passée d'à peine 3 % en 1995 à 22 % en 2007.

97. Les exportations russes vers l'Afrique couvrent une vaste gamme de produits comme le montre le tableau E-2. Les cinq principaux produits sont tous des substances à base de ressources naturelles (quelque peu traitées) situation similaire à la structure d'exportation de l'Afrique. En 2006, les lingots de fer (18 %), le blé (18 %) et les produits en bois (11 %) constituaient presque la moitié des exportations russes vers le continent.

Figure E-1
Le commerce de la Fédération de Russie avec l'Afrique, 1990-2007

En millions de dollars des É.-U.



Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI), consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), mars 2009.

98. Le tableau E-3 énumère les principaux produits importés d'Afrique par la Fédération de Russie. Les minerais et les concentrés de métaux de base étaient une des plus grandes catégories de produits importés par la Fédération. Cependant leur part a fortement diminué, tombant de 26 % en 2000 à 15 % en 2006. Simultanément, la part des fruits et des noix a augmenté (passant de 16 % à 29 %) et ceux-ci sont devenus les principaux produits importés d'Afrique en 2006. Au cours des années 2000, la part du cacao dans les importations est tombée de 24 % à 14 % tandis que celle du tabac (9 %) est restée stable.

2. Investissement étranger direct

99. Les flux d'IED russes sont passés de 606 millions de dollars en 1995 à 3,2 milliards de dollars en 2000. En 2006, ils étaient évalués à 18 milliards de dollars et on prévoit qu'ils passeront à 26 milliards de dollars d'ici 2011 (EIU, 2007). Cependant il est largement reconnu (Kalotay, 2005) qu'une bonne partie de la sortie initiale de fonds qui s'est produite pendant les années 90 et qui a été

Tableau E-1
Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la Fédération de Russie, 2007 (en pourcentage)

Exportations		Importations	
Égypte	37	Maroc	22
Algérie	24	Guinée	14
Tunisie	10	Afrique du Sud	13
Maroc	9	Côte d'Ivoire	12
Nigéria	5	Égypte	11

Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), juin 2008.

Tableau E-2

Les cinq principales exportations de la Fédération de Russie vers l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	2000	2003	2006
Lingots et autres formes primaires, de fer ou d'acier	21	13	18
Blé et méteil, non moulu	0	15	18
Bois, simplement travaillé, et traverses de voies ferrées en bois	9	12	11
Produits pétroliers raffinés	3	5	6
Pétrole brut et huiles extraites de minéraux bitumineux	1	5	5

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

Tableau E-3

Les cinq principales importations de la Fédération de Russie en provenance de l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	2000	2003	2006
Minerais et concentrés de métaux de base	26	13	15
Fruits et noix, frais, séchés	16	25	29
Cacao	24	24	14
Tabac non manufacturé; déchets de tabac	10	11	9
Éléments chimiques inorganiques, oxydes et sels halogènes	0	0	2

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

classifié comme IED était, en fait, une fuite de capitaux. C'est à l'approche des années 2000 que la fuite de capitaux a diminué et que les flux d'investissements privés à l'étranger ont pris la forme de biens productifs.

100. La majorité de flux privés d'IED proviennent de sociétés minières et pétrolières russes, et, de ce fait, la plupart des entreprises russo-africaines appartiennent aussi aux secteurs de l'extraction minière et de la prospection. Ce fait est confirmé par le nombre d'opérations d'IED russe en Afrique qui semblent porter exclusivement sur ces secteurs (voir tableau E-1). Marks (2008) indique que l'investissement en Afrique d'entreprises de métal russes a dépassé 5 milliards de dollars durant ces trois dernières années. Les sociétés pétrolières russes ont aussi signé des contrats en Algérie, au Nigéria, en Angola et en Égypte pour une valeur estimative de plus de 0,3 milliard de dollars.

101. En 2006, La Fédération a poursuivi divers objectifs commerciaux et économiques en Afrique du Sud. Parmi ceux-ci on peut citer la mise en place d'un Conseil d'affaires par les Chambres de commerce et d'industrie des deux pays. Un certain nombre d'initiatives de coopération consistant dans des investissements liés au secteur minier étaient aussi à l'ordre du jour. Le pétrole et le gaz, le secteur énergétique, l'industrie automobile et la production chimique ne sont que quelques-uns des autres secteurs dans lesquels la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud envisagent de travailler ensemble.

102. En 2006, la Fédération de Russie envisageait aussi de resserrer ses liens avec l'Angola, et en dehors de l'assistance en matière de formation, cherchait aussi à promouvoir la coopération avec ce pays dans les secteurs de l'extraction de diamants, de l'énergie et du transport et des communications.

103. Les majeurs projets d'IED russe portent sur l'extraction minière. Norilsk Nickel est le plus gros producteur de nickel et de palladium dans le monde. No-

Tableau E-4

Activité des sociétés multinationales russes par secteur en Afrique, 2003-2006

Année	Pays	Secteur
2003	Angola, Rép. dém. du Congo	Diamants
2004	Afrique du Sud	Extraction minière
2004	Afrique du Sud, Gabon	Métaux
2006	Nigéria	Aluminium
2006	Guinée, Nigéria	Aluminium
2006	Afrique du Sud	Acier, vanadium
2006	Afrique du Sud	Vanadium
2006	Afrique du Sud	Métaux
2006	Namibie	Pétrole et gaz

Source : Kuncinas (2006), Nestmann et Orlova (2008), et les sites Web des sociétés.

rilsk a commencé à investir en Afrique du Sud en 2004. Il détient maintenant 50 % des mines de nickel de Nkomati (Afrique du Sud) et a acquis une participation de 85 % dans Tati Nickel (Botswana) en 2007. Nkomati est la seule grosse productrice de nickel en Afrique du Sud et elle produit aussi du cuivre, des métaux du groupe du platine et du chrome.

104. La United Company Rusal est la plus grande productrice d'aluminium et d'alumine du monde. En Afrique, sa division d'aluminium, Alscop, est basée au Nigéria. Alscop est entrée en service en 1997 et a été acquise par Rusal en 2006. Alscop a aussi une division d'alumine en Guinée.

105. ALROSA est la plus grande entreprise de diamants de la Fédération de Russie. Elle se consacre à l'exploration, l'extraction, la fabrication et la vente de diamants, produisant environ 20 % des diamants bruts du monde. En 2005, Elle a signé un accord avec la société sud-africaine De Beers. En Angola, ALROSA a participé à trois projets : les coentreprises Catoca et LUO-Camatchia-Camagico et une centrale hydroélectrique sur le Chicapa. Elle construit aussi des lignes internes d'alimentation pour la capitale provinciale.

106. ALROSA a signé avec la société diamantifère d'État de l'Angola, Endiama un contrat pour des activités de prospection, souhaitant investir environ 14 millions de dollars dans ce projet. Elle met aussi la dernière main à des accords avec la société pétrolière d'État angolaise, Sonangol, pour la prospection et l'exploitation de pétrole sur terre et en mer.

3. Aide

107. L'aide fournie par l'Union soviétique était fondée sur des crédits économiques, sur une aide militaire en nature et sur une assistance technique; ainsi, des camions ou des céréales étaient souvent utilisés pour aider les pays africains. Le plus gros de l'aide russe continue de prendre la forme d'une assistance technique, d'une aide humanitaire et d'une remise de dette, plutôt que de transferts financiers. En 2005, par exemple, la Fédération de Russie a établi avec l'Égypte une coentreprise de construction d'avions ainsi que des plans pour la création d'une université russe au Caire.

108. L'assistance bilatérale est plutôt rare. C'est seulement dans le cas d'une assistance humanitaire que nous trouvons confirmation de transferts directs aux

États africains, l'Algérie recevant 7,6 millions de dollars en 2002, et l'Éthiopie et l'Érythrée recevant 5,3 millions de dollars en 2003. La Jamahiriya arabe libyenne, pour sa part, a bénéficié en 2006 d'une remise de dette pour un montant de 4,5 milliards de dollars

109. La majorité de l'aide et de l'assistance à l'Afrique est fournie par le biais d'organisations et de fonds internationaux y compris l'Organisation des Nations Unies. La Fédération de Russie a annulé 20 milliards de dollars de dette africaine dans le cadre de l'Initiative PPTE. De 2001 à 2006, une assistance en matière de services de santé a été fournie par une contribution de 30 millions de dollars au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. En 2007, une contribution additionnelle de près de 86 millions de dollars a été versée. De plus, en 2005, la Fédération de Russie a annoncé une contribution de 8 millions de dollars à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite. Comme l'indique le tableau E-5, la majorité de l'aide a été fournie par le biais d'organismes multilatéraux.

4. Intégration des vecteurs

110. Les relations entre l'Union soviétique et l'Afrique étaient conditionnées par la Guerre froide mais à mesure que la réémergence de la Fédération de Russie prend de l'élan, ces relations sont fondées sur de nouvelles orientations et de nouvelles motivations.

111. Il y a peu de signes d'intégration entre les vecteurs du commerce, de l'IED et de l'aide dans les relations entre la Fédération de Russie et l'Afrique. L'association de la Fédération de Russie avec l'Afrique a été au début négligeable en matière d'aide, d'IED et de commerce mais les choses commencent à changer. Les exportations russes au continent sont principalement destinées aux pays d'Afrique du Nord, et comprennent principalement des produits agricoles et des minéraux. L'IED est principalement destiné aux pays riches en ressource, et est totalement consacré au secteur minier. L'aide est surtout administrée par le truchement d'organisations multilatérales et la coopération technique est utilisée pour former des relations bilatérales. Les relations entre la Fédération de Russie et l'Afrique ne sont pas caractérisées par une forte intégration entre les vecteurs du commerce, d'IED et de l'aide.

112. De nombreuses possibilités s'offrent aujourd'hui aux pays africains. Compte tenu du fait que la Fédération de Russie est un pays riche en pétrole et en métaux, ses importations d'Afrique consistent principalement en produits agricoles. Ceci fournit une occasion pour les pays africains qui ne sont pas riches en ressources naturelles d'exploiter le grand marché russe et d'accroître leur présence sur ce marché. Tandis que les autres pays ont axé leur attention sur les pays africains riches en pétrole, le secteur non pétrolier peut se tourner avec profit vers le marché russe.

113. Les pays africains riches en ressources naturelles ont aussi des possibilités favorables. La Fédération de Russie est elle-même une grande économie minière et souhaite occuper une place de premier plan dans les secteurs de l'énergie et des ressources minérales. Les sociétés multinationales russes qui sortent d'un environnement d'affaires centralisé aspirent à présent à obtenir un accès à long terme aux facteurs de production. Un gros investissement dans le secteur minier

Tableau E-5
Aide publique au développement russe à l'Afrique, 1996-2008

Année	Type d'APD	Montant (millions de dollars des É.-U.)	Observation
1996	Formation de personnel humanitaire et de secours au Centre polytechnique de Kavumu (Rwanda)	1	Jusqu'en 2000
1998	Remise de la dette	7 800	Jusqu'en 2001
2001	Fonds mondial pour la santé	20	
2002	Formation de 10 soldats de maintien de la paix du Nigéria	n/d	
	Formation de 4 soldats de maintien de la paix du Rwanda	n/d	
	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	20	Jusqu'en 2006
	Aide humanitaire pour secours d'urgence en Algérie	7,6	
	Remise de la dette	3 400	
2003	Envoi de pièces détachées pour véhicules automobiles au Centre polytechnique de Kavumu (Rwanda)		
	Contribution au Fonds de l'Initiative PPTE	10	
	Programme FMI-AFRITAC (centres régionaux d'assistance technique)	0,25	Jusqu'en 2005
	Aide humanitaire pour secours d'urgence en Éthiopie et en Érythrée	5,3	
	Aide humanitaire pour secours d'urgence en Angola (PAM)	1	
	Bureau régional de liaison du HCR pour l'Afrique	2	
2004	Aide humanitaire pour secours d'urgence au Maroc	0,5	
2005	Contribution au Fonds mondial	40	
	220 soldats de la paix russes sont déployés dans des opérations de l'ONU en Afrique		
	Initiative PPTE	2 200	
	Remise de la dette	9 100	
	Contribution au Fonds de l'Initiative PPTE	15	
	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	20	Jusqu'en 2008
	Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite	8	
	Contribution ordinaire au PAM de l'ONU		
2006	Remboursement au Fonds mondial	270	Jusqu'en 2010
	Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite	18	
	Mécanisme de garantie des marchés	45	
	AID (49 % pour l'Afrique)	60	Jusqu'en 2014
2007	Initiative Fédération de Russie-Banque mondiale-OMS : Programme renforcé de la Banque mondiale	15	
	Initiative Fédération de Russie-Banque mondiale-OMS : Programme mondial de lutte contre le paludisme	4	
	Initiative Fédération de Russie-Banque mondiale-OMS : Programme de perfectionnement du personnel	1	
2008	Aide au développement pour l'Afrique	500	Non connu
	Programme renforcé de la Banque mondiale concernant le paludisme	n/d	Jusqu'en 2010

Sources : Vasiliev, (2005), Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie et Le Kremlin (consultés en 2008).

en Afrique est principalement vu comme une tentative d'obtenir ces sources d'approvisionnement.

114. L'IED russe dans le secteur minier est motivé par deux facteurs principaux. Premièrement, les sociétés russes vont maintenant d'une économie centralisée et planifiée où une sécurité d'approvisionnement leur était pratiquement garantie, à une économie dans laquelle elles doivent mettre en place leur propre chaîne de production. Deuxièmement, dans un environnement mondial de consolidation, les entreprises russes souhaitent élargir leurs propres entreprises pour éviter d'être « absorbées » par des entreprises plus grandes.

115. Ces deux motivations peuvent servir les intérêts des pays riches en ressources naturelles. Les entreprises russes amènent avec elles l'expérience d'une gestion dans des environnements difficiles, sur le plan des affaires comme sur d'autres plans. Ceci leur permet de se transférer dans des petits pays africains que les entreprises de l'Ouest considèrent comme trop risqués. L'envolée des prix du pétrole et des métaux leur permet aussi d'obtenir les liquidités qui sont si nécessaires à leurs entreprises. Les petites et moyennes sociétés minières africaines peuvent bénéficier de cette situation; s'intégrer à des entreprises plus grandes et plus riches.

116. Il reste néanmoins encore beaucoup à faire sur le front des relations entre l'Afrique et la Fédération de Russie. Les visites officielles que le président Putin a effectuées en Afrique du Sud et au Maroc en 2006, étaient des pas dans la bonne direction. La Fédération de Russie a récemment accordé le Système généralisé de préférences (SGP) aux importations africaines. Les produits africains sont exempts de quotes-parts de même que de toute mesure antidumping, de mesures compensatoires et autres dispositions protectives spéciales. Ceci devrait encourager un accroissement des exportations africaines. L'IED devrait être diversifié et étendu à des secteurs non miniers et, à cet égard, des tentatives sont déjà en cours entre l'Afrique du Sud et la Fédération de Russie pour investir dans le secteur automobile.

F. République de Corée

117. La République de Corée est la cinquième plus grosse consommatrice de pétrole dans le monde. Ne possédant pas elle-même de ressources pétrolières, elle dépend totalement de l'économie internationale pour son approvisionnement. La République de Corée est aussi une grande productrice et une grande exportatrice de produits manufacturés, et requiert un accès continu à toute une gamme de minéraux, notamment de métaux ferreux et de charbon. Avec l'aggravation des problèmes de sécurité des ressources, notamment en ce qui concerne l'énergie, la République de Corée est en train d'établir des relations stratégiques avec les pays producteurs de pétrole, et a placé dans sa ligne de mire les pays producteurs de pétrole de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

118. La Société coréo-arabe créée en 2008 inclut le Maroc, le Soudan, Djibouti, l'Algérie et les pays arabes du Moyen-Orient, tous majeurs exportateurs de pétrole.

1. Commerce

119. Les exportations de la République de Corée à l'Afrique, qui représentaient 3 milliards de dollars en 1995, sont passées à 11 milliards de dollars en 2007. Quant aux importations, elles sont passées au cours de la même période de 2,3 milliards de dollars à 5,9 milliards de dollars. La République de Corée a maintenu un excédent commercial avec l'Afrique, qui est passé de 0,77 milliard de dollars en 1995 à 5,3 milliards de dollars en 2007 (voir figure F-1).

120. La plupart des « exportations » de la République de Corée consistent en produits de transports maritimes et son plus grand marché d'exportation en Afrique est le Libéria (voir tableau F-1), qui offre son pavillon de complaisance à une bonne partie de la flotte commerciale du monde. Les produits de transports

Encadré F-1

République de Corée : possibilités pour l'Afrique

La Corée du Sud est la cinquième plus grosse consommatrice de pétrole dans le monde et ne possède pas de ressources pétrolières. Sa dépendance vis-à-vis des importations de pétrole détermine sa relation avec l'Afrique. L'accès aux minéraux est une préoccupation croissante pour la République de Corée.

Historiquement, la République de Corée n'a jamais eu de stratégie intégrée à l'égard de l'Afrique. Ces dernières années ceci a commencé à changer, et l'aide et l'IED de la République de Corée sont de plus en plus dirigés vers les pays qui sont des fournisseurs potentiels de pétrole et de minéraux.

Commerce. Les exportations africaines vers la République de Corée consistent principalement de produits liés à l'énergie. Il serait possible de diversifier ces exportations en y incluant une plus large gamme de produits.

IED. Une grosse part de l'IED reçu porte sur les produits manufacturés et le tourisme. Ces secteurs restent des destinations importantes pour l'IED coréen, mais il serait possible d'étendre l'IED coréen aux secteurs des produits de base et de l'infrastructure.

Aide. La République de Corée fournit une combinaison d'aide développementale, et d'aide aux pays et secteurs qui fournissent de l'énergie et des minéraux. Il serait possible d'étendre ces activités, de même que d'encourager l'aide dans l'infrastructure et les industries nécessaires pour exploiter ces produits primaires.

maritimes sont suivis immédiatement par les exportations de véhicules automobiles. L'Afrique du Sud était le deuxième plus grand partenaire d'exportation de la République de Corée en 2007 (18 %), le plus gros du commerce portant sur les machines et le matériel de transport. L'Angola a accru son importance en tant que marché, passant de 1 % à 11 % des exportations, tandis que l'Égypte a vu sa part des exportations coréennes tomber de 16 % en 2000 à 6 % en 2007.

Figure F-1

Le commerce de la République de Corée avec l'Afrique, 1990-2007

En millions de dollars des É.-U.

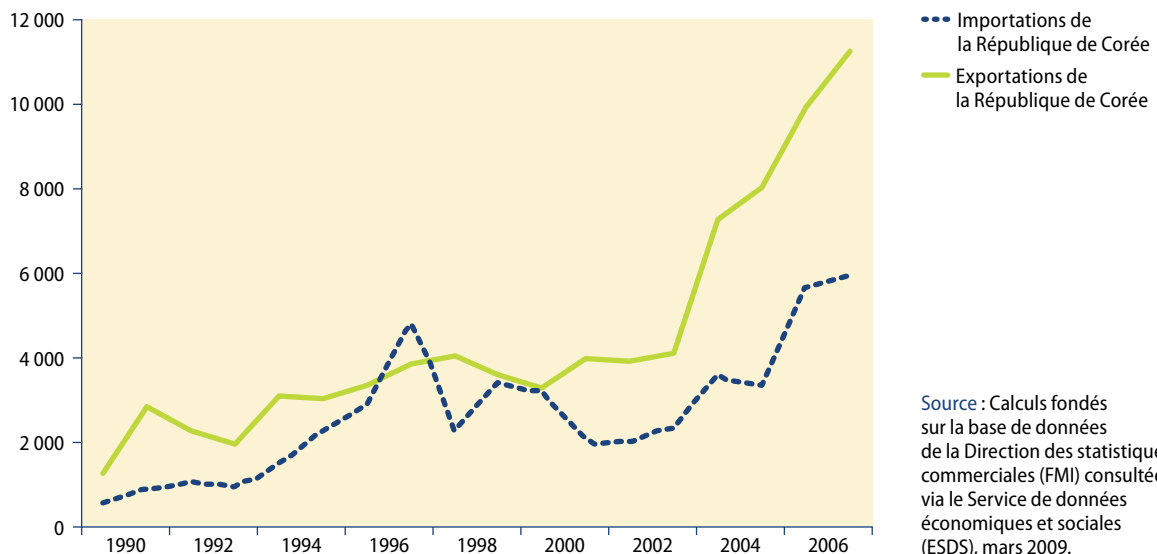


Tableau F-1

Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la République de Corée, 2007 (en pourcentage)

Exportations		Importations	
Libéria	31	Afrique du Sud	25
Afrique du Sud	18	Congo, République du	14
Angola	11	Nigéria	11
Égypte	8	Algérie	10
Nigéria	8	Égypte	8

Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), juin 2008.

121. Bien que l'Afrique du Sud reste la plus grande exportatrice africaine vers la République de Corée, sa part a diminué, passant de 54 % en 1995 à 25 % en 2007 (voir tableau F-1). Les minerais et les métaux sont la plus grande catégorie d'exportations de l'Afrique du Sud. Dans le cas du Congo (14 %), bien que les minerais et les minéraux ne forment qu'une petite partie des importations de la République de Corée, la majorité de la valeur de ces importations est représentée par les produits liés au pétrole. L'Algérie (10 %) et le Nigéria (11 %) étaient les autres exportateurs africains importants vers la République de Corée en 2007.

122. Les navires et les bateaux sont la plus grande catégorie d'exportations vers l'Afrique et représentaient en 2006 une valeur de 4,2 milliards de dollars. La part de cette catégorie de produits s'est élevée au cours des 10 dernières années, passant de 35 % en 1995 à 42 % en 2006. La part des quatre autres catégories est indiquée dans le tableau F-2, et on peut voir qu'elle a peu progressé au cours de cette période.

123. Les principales importations de la République de Corée à partir de l'Afrique sont le pétrole et les produits de base, les produits pétroliers représentant presque la moitié des importations de la République de Corée (voir tableau F-3). La part de la catégorie du carburant a aussi augmenté, passant de 30 % en 1995 à 48 % en 2006. L'argent et le platine ont été l'autre catégorie vedette, passant de presque rien en 1995 à 9 % en 2006.

124. En 2006, la majorité des exportations de la République de Corée vers l'Afrique relevaient de la catégorie des produits de technologie intermédiaire (77 %). Les importations de produits de technologie peu avancée sont tombées de 13 % en 1995 à 6 % en 2006, tandis que les importations de produits de technologie de pointe se sont maintenues (8-9 %).

2. Investissement étranger direct

125. L'IED de la République de Corée est passé de 1 milliard de dollars en 1990 à près de 5 milliards en 2000 et 7 milliards de dollars en 2006. On prévoit que les sorties d'IED augmenteront au même rythme de 2007 à 2011 (EIU, 2007).

126. Les flux d'IED de la République de Corée dirigés vers l'Afrique sont passés de 84 milliards de dollars en 1993 à 249 milliards de dollars en 2005. La part de l'Afrique dans les flux d'IED de la République de Corée a varié au cours des années, passant de 4,2 % en 1993 à 2,7 % en 2005. En 2002, sur le stock d'IED de la République de Corée en Afrique (265 millions de dollars des É.-U.), la plus

Tableau F-2

Les cinq principales exportations de la République de Corée vers l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Navires, bateaux et structures flottantes	35	33	42
Véhicules automobiles privés et commerciaux	12	9	13
Produits de polymérisation et copolymérisation	3	7	5
Matériel de télécommunication, pièces détachées et accessoires	2	3	4
Camions et véhicules automobiles spéciaux	1	2	3

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

Tableau F-3

Les cinq principales importations de la République de Corée en provenance de l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Pétrole brut et huiles extraites de schistes bitumineux	30	59	48
Fonte et fer d'éponge, spiegeleisen, etc. et alliages de fer	3	3	4
Cuivre	3	1	9
Minerais et concentrés de métaux de base	1	1	2
Argent, platine et autres métaux du groupe du platine	0	4	9

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

grosse part était allouée au Soudan (22 %), à l'Algérie (21 %), à l'Égypte (21 %), à l'Afrique du Sud (15 %), au Maroc (8 %) et à la Côte d'Ivoire (7,6 %)°. Malgré le désir de la République de Corée de se procurer de l'énergie, la plus grosse part de son IED en Afrique a été consacrée ces dernières années aux secteurs des minéraux et du tourisme. En 2006, le secteur minier a reçu 32 % de l'IED coréen en Afrique, suivi par le secteur de l'hôtellerie et de la restauration (27 %). Le secteur manufacturier (20 %) et le commerce de gros et de détail (12 %) étaient les autres secteurs majeurs. L'IED dans la construction ne représentait que 2,3 % du stock total d'IED de la République de Corée en Afrique. Le tableau F-4 indique la répartition par secteur de l'IED de la République de Corée en Afrique en 2006.

127. Entre 2002 et 2005, la République de Corée a entrepris 11 projets d'investissement dans de nouvelles capacités de production en Afrique (CNUCED, 2007b). Des regroupements entre les entreprises de la République et les entreprises africaines ont eu lieu en Égypte, au Maroc, en République-Unie de Tanzanie, au Soudan et en Afrique du Sud^f.

3. Aide

128. La République de Corée accorde le plus gros de son aide coréenne à ses voisins asiatiques. Au cours de la période 2000-2006, l'aide à l'Afrique était inférieure à 10 % de l'APD de la République de Corée; elle est passée de 15,2 millions de dollars en 1995 à près de 50 millions de dollars en 2006. Comme l'indique le tableau F-5, le Kenya et l'Angola étaient les principaux bénéficiaires de cette aide en 2005 et 2006.

f CNUCED statistiques relatives aux regroupements d'entreprises.

Tableau F-4

Investissement étranger direct de la République de Corée en Afrique par secteur, 2006 (valeur en millions de dollars des É.-U.)

Catégorie	Nombre de projets et valeur	Total de l'IED	IED en Afrique	Part de l'IED en Afrique (pourcentage)
Secteur minier	Nombre	247	15	6.07
	Valeur	8 543	488	5.71
Hôtels et restaurants	Nombre	1 710	8	0.47
	Valeur	2 479	412	16.62
Secteur manufacturier	Nombre	19 500	87	0.45
	Valeur	47 985	297	0.62
Commerce de gros/ de détail	Nombre	4 873	43	0.88
	Valeur	15 728	185	1.18
Télécommunications	Nombre	238	4	1.68
	Valeur	2 458	61	2.48
Construction	Nombre	710	16	2.25
	Valeur	1 943	35	1.80
Agriculture	Nombre	645	32	4.96
	Valeur	957	12	1.25
Autres services	Nombre	3 570	20	0.56
	Valeur	4 675	13	0.28
Autres secteurs	Nombre	901	6	0.67
	Valeur	4 774	11	0.23
Total	Nombre	32 394	231	0.71
	Valeur	89 634	1 515	1.69

Source : La Banque coréenne d'import-export, citée dans Kim (2006).

129. La République de Corée classe l'aide à l'Afrique en deux catégories : la coopération pour le développement et la coopération stratégique. La première de ces catégories concerne les pays africains les plus pauvres et à faible revenu auxquels est offerte une assistance dans les domaines du développement rural, du renforcement des capacités, de la formation et du développement des compétences, ainsi que dans ceux de l'infrastructure de base, de la santé et de l'éducation. Les pays rangés dans cette catégorie ont également une plus grande chance que d'autres de recevoir des prêts comportant une plus grande portion de don. La catégorie des pays bénéficiant de la coopération stratégique comprend les pays qui sont riches en ressources et ont déjà un commerce d'une valeur significative avec la République de Corée. L'assistance à ces pays prend la forme d'une coopération dans le domaine de la mise en valeur des ressources énergétiques et autres ressources naturelles, de la promotion des activités manufacturières destinées à l'exportation et de l'expansion des TIC et de l'infrastructure. La plupart des projets de cette catégorie ont été entrepris dans des pays riches en ressource comme l'Égypte, le Nigéria, l'Algérie et le Maroc.

130. 2006 a vu la première visite d'un président de la République de Corée en Afrique depuis 25 ans et c'est lors de cette visite que l'Initiative de la République de Corée pour le développement de l'Afrique a été annoncée. Cette initiative vise à porter l'APD de 39,1 millions de dollars en 2005 à 100 millions de dollars en 2008.

Tableau F-5

Aide publique au développement de la République de Corée à l'Afrique
(en millions de dollars des É.-U., décaissements nets)

	1995	2000	2005	2006
Total, Afrique	15,2	24,27	39,14	47,83
Kenya	3,37	- 0,58	10,93	15,47
Angola	0,14	8,61	0,02	10,09
Égypte	0,23	0,66	4,40	5,64
République-Unie de Tanzanie	0,34	0,26	2,37	3,84
Maroc	0,46	0,04	1,40	2,40
Éthiopie	0,53	0,49	2,37	2,29
Algérie	0,08	0,03	0,34	1,82
Côte d'Ivoire	0,47	..	0,26	1,03

Source : www.oecd.org/dac
consulté en juillet 2008.

4. Intégration des vecteurs

131. Historiquement les vecteurs du commerce, de l'IED et de l'aide coréenne en Afrique n'ont jamais été fortement intégrés. À l'exception de l'Afrique du Sud, le chevauchement entre le commerce (les importations d'énergie sont clefs) et l'IED (dans les secteurs des minéraux et de l'hôtellerie/tourisme) a été faible et une grande partie de l'aide est allée à des pays avec lesquels la République de Corée a peu de liens commerciaux. Ces dernières années toutefois, ce modèle a commencé à changer et la République de Corée commence à rechercher une plus grande intégration des vecteurs du commerce, de l'IED et de l'aide. L'aide est maintenant accordée en priorité aux partenaires stratégiques clefs, et le secteur minier se transforme en un secteur clef pour l'IED de la République de Corée en Afrique.

G. Turquie

132. La Turquie a avec les pays d'Afrique du Nord de fortes attaches historiques qui remontent à l'Empire ottoman. Cependant, récemment la Turquie a fait des tentatives pour établir des relations avec l'Afrique subsaharienne et, à cet égard, a inauguré sa « Politique africaine » en 1998.

Encadré G-1

Turquie : possibilités pour l'Afrique

La Turquie voit essentiellement dans l'Afrique un marché pour ses produits finis plutôt qu'une source d'énergie et de matières premières. Après beaucoup d'années de contact avec l'Afrique du Nord, elle a commencé ces dernières années à élaborer une stratégie coordonnée pour pénétrer en Afrique.

Commerce. Une source de diversification des exportations. Les importations de textiles peuvent aider le secteur africain du vêtement.

IED. Il existe des possibilités de créations de petites et moyennes coentreprises.

Aide. L'aide peut apporter un appui aux petites entreprises et aux secteurs de l'habillement et du textile dans lesquels la Turquie possède des compétences particulières.

1. Commerce

133. Les exportations de la Turquie vers l'Afrique ont fortement augmenté, passant de 1,06 milliard de dollars en 1995 à 5,95 milliards de dollars en 2007. Les importations ont aussi augmenté, passant de 1,38 milliards de dollars à 6,78 milliards de dollars au cours de la même période. En 2007, la Turquie avait un déficit commercial de 0,83 milliard de dollars avec l'Afrique (voir figure G-1)

134. Le commerce de la Turquie avec l'Afrique est fortement concentré. Cinq pays (Algérie, Égypte, Maroc, Afrique du Sud et Jamahiriya arabe libyenne) représentent 70 % de ses exportations vers l'Afrique, et trois pays (Afrique du Sud, Algérie et Égypte) 74 % de toutes ses importations d'Afrique (voir tableau G-1). Ces dernières années l'importance de l'Afrique du Sud comme marché d'exportation a diminué, et celle du Maroc a augmenté. La part de la Jamahiriya arabe libyenne comme source d'importations vers la Turquie est tombée brusquement, de 29 % en 2000 à 6 %, en 2007.

135. Bien qu'aucun secteur ne domine les exportations de la Turquie vers l'Afrique, les plus grands articles sont des produits en métal utilisés dans le secteur de la construction. On a toutefois assisté, ces dernières années, à un accroissement de la part des exportations de vêtements vers l'Afrique (voir tableau G-2). Par ailleurs, en 2006, l'or représentait 42 % de toutes les importations turques d'Afrique, suivi par le gaz naturel (23%) [voir tableau G-3]. Cela explique l'importance de l'Afrique du Sud (or) et des économies nord africaines (gaz) en tant que fournisseurs de la Turquie.

136. Du côté importations, en 2006, l'or non monétaire représentait 42 % de toutes les importations turques d'Afrique tandis que le gaz naturel occupait la deuxième place (23 %). Les autres produits figurant parmi les cinq principales importations de la Turquie représentent une part très réduite et sont énumérés dans le tableau G-3.

Figure G-1

Le commerce de la Turquie avec l'Afrique, 1990-2007

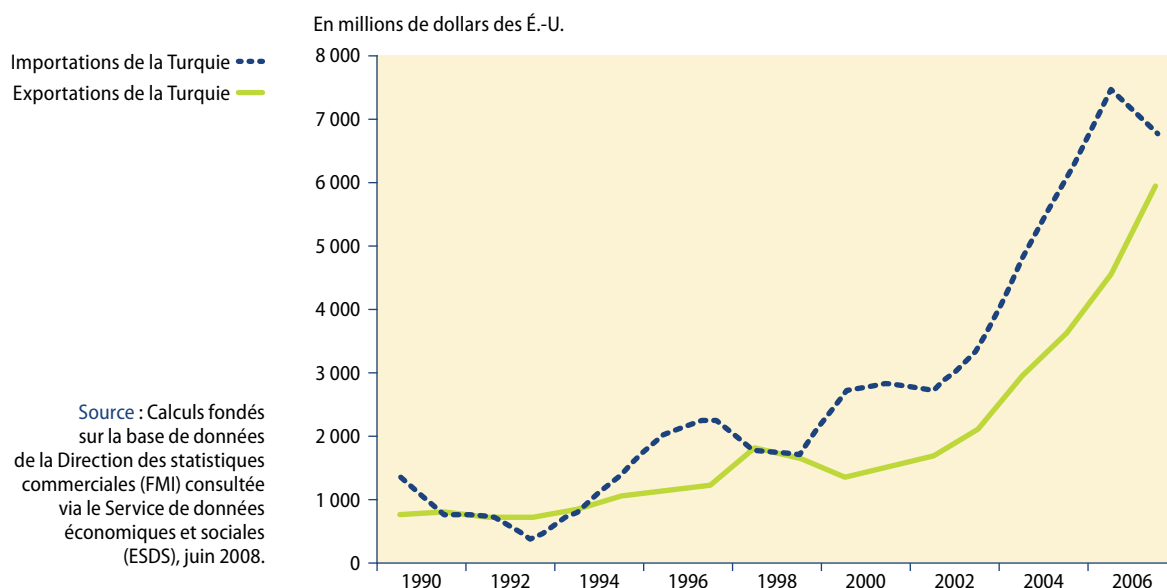


Tableau G-1

Les cinq principaux partenaires africains d'exportation et d'importation de la Turquie, 2007 (en pourcentage)

Exportations		Importations	
Algérie	21	Afrique du Sud	32
Égypte	15	Algérie	31
Maroc	12	Égypte	10
Afrique du Sud	11	Nigéria	7
Jamahiriya arabe libyenne	11	Jamahiriya arabe libyenne	6

Source : Calculs fondés sur la base de données de la Direction des statistiques commerciales (FMI) consultée via le Service de données économiques et sociales (ESDS), juin 2008.

2. Investissement étranger direct

137. L'IED turc est passé de 0,11 milliard de dollars en 1995 à 0,87 milliard de dollars en 2000. Par la suite il s'est stabilisé, et en 2006 (0,93 milliard de dollars), il y avait eu peu de changement par rapport aux flux de 2000. On prévoit des flux annuels moyens d'IED de 1 milliard de dollars pour la période allant de 2007 à 2011 (EIU, 2007).

138. D'autres sources indiquent que la valeur des flux d'investissement privé est beaucoup plus élevée. Selon Zaman (2005), la valeur totale des projets d'investissement entrepris en Afrique est passée de juste 578 millions de dollars en 2003, à 652 millions de dollars en 2004, puis a augmenté d'un tiers, atteignant 942 millions de dollars en 2005. Le Pont commercial extérieur turco-africain de la Confédération des hommes d'affaires et industriels turcs (TUSKON) estime, qu'en 2006, la valeur de l'IED privé turc s'élevait à 2,3 milliards de dollars⁹.

Tableau G-2

Les cinq principales exportations de la Turquie vers l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Barres, tiges, formes et sections en fer et en acier	10	8	10
Tube, tuyaux et agencements, en fer ou en acier	3	2	10
Lingots et autres formes primaires, en fer ou en acier	2	1	5
Vêtements d'extérieur tricotés ou crochetés, ni élastique ni caoutchouté	1	3	4
Matériel ménager électrique et non électrique	5	2	4

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

Tableau G-3

Les cinq principales importations de la Turquie en provenance de l'Afrique, 1995-2006 (en pourcentage)

Nom du produit	1995	2000	2006
Or, non monétaire (à l'exclusion des minerais et des concentrés d'or)	—	—	42
Gaz naturel et industriel	15	30	23
Charbon, lignite et tourbe	4	4	6
Déchets et ferraille en fer ou en acier	0	0	6
Engrais manufacturés	1	2	4
Cacao	2	2	3

Source : Calculs fondés sur les données de la base Comtrade, obtenues au moyen du système WITS, mai 2008.

⁹ Voir www.tuskonafrica.com.

139. Historiquement, l'IED turc a été concentré en Afrique du Nord, principalement en Jamahiriya arabe libyenne, en Algérie et en Égypte. Cependant avec l'établissement des Sommets du Pont commercial extérieur turco-africain tenus annuellement depuis 2006, de nouvelles possibilités d'investissement se sont concrétisées dans les autres pays africains. Au mois de mai 2008, le troisième Sommet du Pont commercial turco-africain a été tenu à Istanbul. Les organisateurs de cette initiative privée qui est soutenue par le Gouvernement turc ont annoncé leur intention d'entreprendre sur le continent africain, au cours des trois prochaines années, de nouveaux projets d'une valeur de 10 milliards de dollars.

140. Ces dernières années, les entreprises turques ont investi pour la première fois en Ethiopie, en Guinée, au Burkina Faso, au Bénin, en République centrafricaine, en Angola et au Malawi. Actuellement, environ 150 investisseurs turcs se trouvent dans 23 pays africains, contre seulement 73 avant l'établissement du premier Sommet du Pont du commerce extérieur turco-africain. Beaucoup d'entre eux sont de petits investisseurs et de petites sociétés entreprenant de petits projets; comme un projet de 2 millions de dollars dans la production de rochers concassés pour la construction de routes au Malawi. Par ailleurs, un certain nombre de petits investissements peuvent être trouvés dans les secteurs du bâtiment et des matériaux de construction.

3. Aide

141. L'aide de la Turquie porte sur toute une gamme d'activités, de la santé, à l'éducation, au transport, à la mise en place d'infrastructures et à la reconstruction après un conflit. L'APD turc à l'Afrique qui était initialement très faible a augmenté régulièrement. Le plus gros de cette aide est dirigé vers l'Asie (voir tableau G-4).

142. En 2008, la Turquie est devenue le 25^e membre non régional de la Banque africaine de développement. L'Agence turque de développement et de coopération internationale, principale organisation turque qui coordonne les projets d'assistance a ouvert des bureaux à Addis-Abeba en 2005, puis à Khartoum en 2006 et à Dakar, en 2007. La Turquie a en outre accordé à des étudiants africains 300 bourses pour venir étudier en Turquie en 2007-2008.

143. Ces dernières années, la Turquie a signé divers accords d'assistance et de coopération techniques avec le Kenya, l'Ethiopie, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan et l'Afrique du Sud. Selon le Ministère turc des affaires étrangères, la Turquie a offert une assistance à l'Afrique en République démocratique du Congo, en Ethiopie, au Kenya, au Nigéria, et au Soudan dans divers secteurs allant de la sécurité à la coopération technique dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et de l'infrastructure.

Tableau G-4

Aide publique au développement de la Turquie aux régions, 2000-2006 (en millions de dollars des É.-U., décaissements nets)

	2000	2002	2004	2005	2006
Asie	16,91	14,61	195,46	422,49	536,06
Europe	4,02	10,65	30,19	96,59	81,64
Afrique	0,45	0,10	3,84	11,76	24,86

Source : www.oecd.org/dac, consulté en mai 2008.

144. En 2006, la plus grande part de l'aide de la Turquie a été concentrée au Soudan (58 %) et en Somalie (13 %) [voir tableau G-5].

4. Intégration des vecteurs

145. La Turquie n'a fait que très récemment des efforts pour s'engager stratégiquement avec l'Afrique. Historiquement, la plus grande part du commerce, de l'IED et de l'aide a été allouée aux pays d'Afrique du Nord.

146. La « Politique d'ouverture à l'Afrique » que la Turquie a inaugurée en 1998 est devenue beaucoup plus efficace en 2006 quand elle a été soutenue par les efforts de la Confédération des hommes d'affaires et industriels turcs. En organisant les Sommets annuels du Pont commercial, la Confédération a permis aux particuliers et aux investisseurs privés de trouver de nouvelles possibilités et de nouveaux partenaires et d'étendre ainsi le champ de leurs activités. L'Afrique est principalement vue comme un marché pour les produits turcs plutôt que comme une source d'approvisionnement en énergie et en produits de base.

147. L'ambition de la Turquie de rejoindre finalement l'Union européenne peut également servir les intérêts des pays africains; s'ils peuvent à présent établir des relations avec la Turquie dans les domaines du commerce et des investissements, ils pourront bénéficier de plus grandes possibilités si et quand la Turquie rejoint l'Union européenne.

148. La signature d'accords commerciaux bilatéraux avec un certain nombre de pays africains, y compris d'accords de libre-échange avec l'Égypte et la République arabe syrienne (séparément) en 2007 et avec le Maroc et la Tunisie en 2005 démontre le désir de la Turquie d'accroître ces possibilités avec l'Afrique. Bien que ces accords n'aient pas encore été appliqués, ils représentent un pas dans la bonne direction.

149. Des progrès additionnels ont été accomplis sur la voie de l'intégration politique de la Turquie en 2005, quand l'Union africaine a accordé à ce pays le statut

Tableau G-5

Aide publique au développement de la Turquie à l'Afrique, 1995-2006

(en millions de dollars des États-Unis, décaissements nets)

	1995	2000	2005	2006
Total, Afrique	1,96	0,45	11,76	24,86
Soudan	1,93	—	0,69	14,4
Somalie	0	—	0	3,27
Jamahiriya arabe libyenne	0,01	—	3,77	1,05
Éthiopie	—	0,04	2,49	0,88
Algérie	—	0,03	1,05	0,75
Égypte	—	0,04	1,2	0,62
Comores	—	—	—	0,6
Congo	—	—	0,01	0,59
Tunisie	0,01	0,04	1,29	0,56
Gambie	—	0,01	0	0,39
Maroc	—	—	1,06	0,35

Source : www.oecd.org/dac, consulté en juillet 2008.

d'observateur, et, en 2008, quand elle l'a proclamée « partenaire stratégique ». En août 2008, la Turquie a organisé à Istanbul un « Sommet de la coopération turco-africaine » auquel ont participé des personnalités africaines de haut niveau. L'approche de la Turquie vis-à-vis de l'Afrique est positive, et les possibilités d'investissement et de commerce de ce pays vont en toute probabilité augmenter au cours des prochaines années, à mesure que son engagement s'approfondit.



Annexe II

Réunion du Groupe d'experts sur la « Coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique », tenue à Addis-Abeba les 10 et 11 février 2009

Résumé

Historique

1. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (BCSA) a organisé la Réunion du Groupe d'experts sur la coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique à Addis-Abeba les 10 et 11 février 2009, dans le cadre de son programme de travail et de son mandat qui consiste à appuyer les débats des États Membres sur les questions nouvelles et émergentes qui touchent au développement de l'Afrique, y compris la mise en œuvre du programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de l'Union africaine (NEPAD). La Réunion du Groupe d'experts a bénéficié de l'appui et de la coopération de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'ONU ainsi que de la Commission de l'Union africaine.
2. Le paysage du développement mondial est de train de changer radicalement pour l'Afrique avec l'apparition de nouveaux partenaires de développement comme le Brésil, la Chine, l'Inde et la République de Corée. En augmentant rapidement leur aide et leur assistance au développement des pays africains, les partenaires de développement émergents ont fortement intensifié ces dernières années leur coopération avec l'Afrique, dans le contexte de diverses initiatives telles que le Sommet Afrique-Chine tenu en novembre 2006 et le Sommet du Forum Inde-Afrique, tenu à New Delhi en avril 2008.
3. Les activités des partenaires de développement émergents élargissent la gamme des options pour la croissance en Afrique et offrent des possibilités réelles et importantes pour le développement des pays africains, y compris la mise en œuvre du programme NEPAD de l'Union africaine. De plus, une bonne partie du dynamisme de la coopération Sud-Sud actuelle est alimentée par ces partenaires de développement nouveaux et émergents.

4. Simultanément, et à la suite de l'intensification des relations entre les partenaires de développement émergents et l'Afrique, les partenaires de développement traditionnels comme les pays du Groupe des Huit (G-8) expriment de plus en plus leur désir de s'associer aux nouveaux partenaires de développement dans leurs efforts continus visant à harmoniser et à coordonner le soutien à l'Afrique. Par exemple, à leur sommet de juin 2007, les pays du G-8 ont adopté la Déclaration du Sommet pour la croissance et la responsabilité en Afrique, dans laquelle ils exhortent les partenaires de développement émergents à « accroître la transparence de leur aide et à suivre des principes internationalement partagés ».

Objectifs

5. La Réunion du Groupe d'experts avait pour objectifs d'examiner la nature et l'étendue de l'engagement récent des pays émergents en Afrique; d'étudier l'impact que ces activités croissantes de ces partenaires de développement ont sur les pays africains en créant de nouveaux défis de même que de nouvelles possibilités; et d'examiner la réponse possible des pays africains, y compris les options politiques qui permettraient d'exploiter ce potentiel. La Réunion du Groupe d'experts s'est également efforcée de suggérer des façons concrètes de forger et de construire des partenariats efficaces regroupant tous les partenaires de développement, y compris les partenaires de développement traditionnel et émergents, de manière à élargir le champ des options pour le développement de l'Afrique dans le but de soutenir les efforts que les pays africains déploient pour atteindre leurs objectifs de développement conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement et au NEPAD.

Participation et orientation thématique

6. La Réunion regroupait des participants de compétences diverses tels que la Commission de l'Union africaine (UA), le secrétariat du NEPAD, la Banque africaine de développement (BAFD), la Communauté économique pour l'Afrique (CEA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission européenne (CE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des représentants du monde universitaire (voir ci-après la liste des participants). Cette diversité a permis de tenir de perspectives différentes sur l'impact de l'engagement des partenaires de développement nouveaux et émergents en Afrique, de même que sur la réponse des pays et les institutions africaines, ce qui a contribué à enrichir le débat.

7. L'étude de fond qui était à la base de la Réunion examinait l'étendue des activités des partenaires de développement nouveaux et émergents en Afrique, de même que la réponse des pays africains. L'étude est incluse dans la présente publication.

8. Après la présentation des majeures conclusions de l'étude par le professeur Raphael Kaplinsky, auteur principal de l'étude de fond, les participants ont examiné l'étude, fait des observations détaillées et tenu un débat interactif à son sujet.

Séance d'ouverture

9. Les représentants de la CEA, de la Commission de l'Union africaine et du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique ont prononcé des paroles de bienvenue.

Première séance :

La présence des économies émergentes en Afrique

10. La séance était présidée par M. Abdalla Hamdok, Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Présentation :

11. **Le professeur Kaplinsky** a présenté le rapport sur « la coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique ». Il a expliqué que l'arrivée des économies émergentes en Afrique avait perturbé l'Afrique de beaucoup de façons et créé de nombreux défis ainsi que de nombreuses possibilités. Selon le professeur Kaplinsky, ce fait soulève les questions suivantes : comment les économies africaines peuvent-elles bénéficier des possibilités offertes par ces nouveaux participants sur la scène économique mondiale et comment les économies africaines peuvent-elles limiter les effets potentiellement négatifs produits par leur présence croissante.

12. Dans son étude, Kaplinsky a examiné trois vecteurs d'interaction entre les économies émergentes et l'Afrique : l'aide, le commerce et l'investissement étranger direct (IED). Tandis que ces vecteurs avaient été traditionnellement tenus séparés par les partenaires traditionnels de développement de l'Afrique, il est important de noter que les économies émergentes ne les séparent pas, ce qui conduit souvent à une intégration stratégique entre ces trois vecteurs.

Débat :

13. Au cours du débat qui a suivi et qui avait trait à la présence des économies émergentes en Afrique, les participants ont formulé des observations sur la nature des nouveaux partenariats et les possibilités et les défis que ces partenariats ont créés. Les experts ont convenu de la pertinence et de l'opportunité du sujet et rendu hommage au professeur Kaplinsky pour son excellent rapport. Les experts ont formulé les observations suivantes :

14. **Il existe un besoin d'études empiriques et d'une meilleure information.** Les experts ont souligné la nécessité de réaliser des études empiriques supplémentaires sur les diverses activités des partenaires de développement émergents en Afrique, y compris sur l'impact de ces activités sur la bonne gouvernance et le secteur manufacturier en Afrique. De plus, les participants ont appelé l'attention sur le manque de données fiables et cohérentes sur l'assistance fournie aux pays africains par les nouveaux partenaires de développement.

15. **Cette nouvelle coopération crée à la fois des possibilités et des défis.** Les experts ont souligné qu'il fallait définir clairement les coûts et les avantages de cette coopération pour l'Afrique.

16. Les participants ont estimé que la coopération croissante avec les économies émergentes a donné à l'Afrique la possibilité d'avoir un nouveau type de relations avec ses partenaires de développement. Ils ont suggéré que les pays

africains utilisent la coopération avec les économies émergentes pour construire leur capacité productive au lieu de s'en servir comme une autre source d'aide. Les experts ont souligné qu'au lieu de se limiter à extraire des ressources naturelles, la nouvelle coopération devrait aider les économies africaines à croître. À cet égard, il est important de renforcer la capacité et les services d'experts internes des pays d'Afrique de manière à améliorer leur position dans les négociations avec les nouveaux partenaires de développement. En même temps, les experts ont estimé que la coopération avec les nouveaux partenaires de développement créait des défis, comme ceux qui sont liés à l'impact sur l'environnement et aux normes du travail.

17. **Qu'est-ce qui motive cette nouvelle coopération ?** Il a été suggéré que les nouveaux partenaires de développement sont principalement motivés par les bénéfices et moins par les impacts du développement en Afrique. Il est cependant important pour les pays africains de profiter de cette coopération.

18. **La Chine n'est pas un facteur unique.** Les participants ont souligné que la Chine ne devait pas être vue comme un acteur isolé car beaucoup d'acteurs différents de la Chine sont engagés en Afrique. Le manque de coordination entre les divers ministères et les organismes développementaux et financiers de la Chine a été cité comme un problème. Il a été ainsi suggéré que la Chine devait améliorer la coordination de sa politique africaine, y compris la coordination entre le Ministère du commerce, le Ministère des affaires économiques et le Conseil d'État.

19. **L'Afrique n'est pas un facteur unique.** Les experts ont également reconnu que l'Afrique ne devait pas être vue comme un acteur isolé. Chaque pays africain possède des caractéristiques propres et les partenaires de développement émergents ont des relations bilatérales avec des pays africains différents. Ainsi, il a été suggéré que les gouvernements africains et les organisations régionales entrent en interaction pour maximiser leur pouvoir de négociation.

20. Certains participants ont demandé s'il était possible pour l'Afrique d'avoir une stratégie unique vis-à-vis des nouveaux partenaires de développement, compte tenu, en particulier, de la situation spéciale de chaque pays africain, des différences qui existaient entre eux et des effets que les activités des économies émergentes avaient sur eux. D'autre part, on s'est posé la question de savoir si l'Afrique devait avoir une stratégie unique pour toutes les économies émergentes, compte tenu du fait que ces économies se différencient par leur approche et leur engagement.

21. Une option suggérée a été de limiter la liste des questions convenues collectivement à deux ou trois problèmes stratégiques (comme, par exemple, l'impact sur l'environnement). Les autres questions pertinentes pouvaient être laissées aux gouvernements nationaux.

22. **Appropriation par l'Afrique.** Les experts ont souligné l'importance d'une appropriation de cette coopération par l'Afrique. Il a été convenu que la stratégie de l'Afrique vis-à-vis des nouveaux partenaires de développement ne pouvait être définie que par les Africains, de manière à assurer leur adhésion à ces politiques et leur mise en œuvre.

23. **Image dynamique.** Les participants ont souligné la nécessité d'examiner l'image dynamique de la coopération et comment les relations avec les nouveaux partenaires de développement ont changé progressivement. En particulier, la crise financière et économique mondiale actuelle avait créé de nouveaux défis et de nouvelles possibilités pour l'Afrique.

24. **Impact indirect.** Les participants ont souligné que les effets indirects de l'engagement des économies émergentes méritaient aussi d'être examinés (par exemple, la rivalité pour l'obtention de ressources mondiales rares).

25. **Relations avec les partenaires de développement traditionnels.** Les experts ont fait allusion à la nécessité d'étudier comment les relations de l'Afrique avec de nouveaux partenaires de développement s'inséraient dans l'ensemble existant de réseaux. Il a été suggéré que, en plus d'une approche stratégique vis-à-vis des nouveaux partenaires de développement, L'Afrique avait aussi besoin d'une approche stratégique à l'égard de ses partenaires de développement traditionnels qui ont exprimé quelques inquiétudes quant à l'engagement de nouveaux partenaires en Afrique. Certains participants ont estimé que les activités des deux groupes de partenaires se complétaient, les partenaires traditionnels plaçant plus d'accent sur le côté social et les nouveaux partenaires sur le côté productif. Les experts ont souligné aussi la nécessité d'une appropriation africaine dans la définition du cadre d'une approche trilatérale.

Deuxième séance : La réponse stratégique de l'Afrique aux économies émergentes

26. La séance était présidée par M. Festus Fajana, Commission de l'Union africaine (UA).

Présentations :

27. **Le professeur Kaplinsky** a présenté un exposé sur « L'ascension de la Chine et le défi à la stratégie de développement en Afrique subsaharienne ». Dans sa présentation, le professeur Kaplinsky a mis l'accent sur la modification des termes mondiaux de l'échange résultant de l'entrée des économies asiatiques dans l'économie mondiale. Par exemple, la présence des économies asiatiques a eu de plus en plus pour résultat la concurrence des prix des biens manufacturés. Simultanément, l'expansion des économies asiatiques a contribué à la flambée des prix des produits de base. Cette modification des termes mondiaux de l'échange a des conséquences stratégiques majeures pour les pays africains. Il est donc particulièrement important de considérer les effets indirects de la présence des économies émergentes sur les pays africains.

28. **M. Festus Fajana** (Commission de l'Union africaine) a axé son exposé sur la position commune de l'Union africaine à l'égard du partenariat de l'Afrique avec les puissances émergentes. Il a expliqué que le rôle de l'Union africaine a été clairement défini dans son Acte constitutif, présenter une position commune. M. Fajana a expliqué que cette position commune était fondée sur le principe du développement conjoint et envisageait un partenariat au lieu de relations de donateur-bénéficiaire. La position commune a aussi identifié un certain nombre de priorités telles que l'industrialisation, le développement des infrastructures, le développement agricole, la mise en valeur du capital humain, l'accès aux marchés et la mise en place d'un secteur des services moderne. M. Fajana a expliqué en outre, qu'en plus de l'examen effectué tous les deux ans avec chaque partenaire, un examen mondial complet était établi tous les cinq ans par les chefs d'État sur les partenariats avec les partenaires traditionnels et émergents.

29. M. Fajana a souligné que les partenaires émergents étaient très différents par ce qu'ils souhaitaient obtenir et par ce qu'ils offraient et que, de ce fait, une

approche différenciée s'imposait. De même, l'Afrique étant un continent composé de beaucoup de pays hétérogènes quant à leurs besoins de ressources ou à leur pouvoir de négociation, chaque pays devait définir ses propres possibilités et ses propres défis dans le cadre des limites et des priorités établies par les chefs d'État à l'intérieur du cadre commun.

30. M. Fajana est ensuite passé au développement industriel qu'il a défini comme étant une haute priorité pour l'Afrique. À cet égard, il a mis l'accent sur la nécessité de lier la quête de ressources minérales à l'objectif du développement industriel. Selon M. Fajana, si un pays est doté de ressources naturelles, celles-ci devraient être utilisées pour développer l'infrastructure et le capital humain de ce pays. Ainsi, tout accord entre l'Afrique et les économies émergentes devrait inclure des dispositions concernant le développement industriel. M. Fajana a évoqué la nécessité d'engager dans les partenariats, non seulement les gouvernements nationaux, mais aussi le secteur privé et la société civile qui ont un rôle important à jouer.

31. **M. Abdalla Hamdok** (CEA) a axé son exposé sur le soutien que la CEA accorde aux pays africains dans leurs relations avec les nouveaux partenaires de développement. Il a expliqué que le principal mandat de la CEA concernait le développement de l'Afrique aux niveaux régional et sous régional. M. Hamdok a fait valoir que s'il était vrai que la CEA pouvait aider les pays africains à définir un cadre stratégique, les politiques étaient mieux prises en main quand elles étaient établies par ceux qui les mettaient en œuvre. Il a ajouté que la CEA pouvait aider à combler l'écart de connaissances et de capacités. Elle pourrait, par exemple, soutenir les pays africains en menant des activités de recherche, d'analyse des politiques et de suivi, de sensibilisation, et d'assistance technique, de même qu'en améliorant les partenariats grâce à son pouvoir de coordination. M. Hamdok a souligné le rôle du développement industriel et de la création de liens d'amont et d'aval, expliquant que tant que l'Afrique continuerait à exporter des produits primaires, les termes de l'échange resteraient défavorables.

32. **Mme Chioma Onukogu** (BAfD) a commencé par suggérer qu'il serait bon que l'expérience de l'Afrique du Nord soit incluse dans le rapport et que des recommandations d'action clés soient spécifiées pour chaque partie prenante. Mme Onukogu a ensuite parlé de la Stratégie à moyen terme de la BAfD (2008-2012). Elle a expliqué que cette stratégie avait pour objectif opérationnel l'infrastructure, la gouvernance, le secteur privé et les études supérieures. De plus, la Stratégie régionale d'intégration de la BAfD était axée sur l'accroissement de la compétitivité et sur la promotion du commerce de même que sur le renforcement de la compétitivité de l'Afrique dans l'économie mondiale. Elle a appelé l'attention sur l'importance de l'infrastructure régionale et de l'intégration régionale pour la croissance économique et la compétitivité en Afrique. La BAfD met aussi l'accent sur les partenariats stratégiques tant avec les donateurs traditionnels qu'avec les économies émergentes. Selon Mme Onukogu, la BAfD est engagée dans la coopération bilatérale avec un certain nombre d'économies émergentes.

Débat :

33. Le débat qui a suivi a porté sur la réponse de l'Afrique à l'engagement des partenaires de développement émergents. Les participants ont formulé les observations suivantes :

34. **L'application de la position commune de l'Union africaine.** Les experts ont souligné qu'il était important de mettre en œuvre la stratégie commune de l'Union africaine sur les partenariats avec les économies émergentes. Ils ont réitéré qu'il y avait des « gagnants » et des « perdants » dans cette relation, ce qui faisait qu'il était difficile de concilier les intérêts des diverses parties. Il était particulièrement important de prendre en compte les intérêts des pays africains qui ne sont pas producteurs de ressources naturelles. Cependant, l'issue de cette relation dépendra d'une forte réponse unifiée de l'Afrique.

35. **Le nouvel espace politique.** Plusieurs participants ont noté que l'apparition de nouveaux partenaires de développement avait créé pour les pays africains un espace politique qui leur faisait défaut depuis des décennies. Il est donc important qu'ils profitent de cet espace de politique.

36. **Renforcement des capacités et gestion des ressources naturelles.** Les experts ont souligné la nécessité de renforcer la capacité de pays africains dans un certain nombre de secteurs, y compris, en particulier, la gestion des ressources naturelles. À cet égard, il existe le besoin d'une institution dans laquelle les pays africains ont confiance et qui peut fournir des services d'experts pertinents. La Commission européenne, par exemple, a la fonction de centre d'information qui peut renforcer le pouvoir de négociation de divers pays. En Afrique, la CEA a essayé de remplir la fonction de centre d'information pour le secteur minier en organisant des réunions au niveau ministériel et en procédant à un examen continu des codes miniers. Par ailleurs, il est nécessaire de mettre en place, au niveau des pays, des services d'experts qui vont au-delà du commerce.

37. **Industrialisation et diversification.** Les participants ont souligné la nécessité d'assurer que la relation avec les partenaires de développement nouveaux et émergents aide des pays africains dans leurs efforts d'industrialisation et de diversification. Ils ont aussi souligné que si les pays africains avaient utilisé les revenus du boom des produits de base pour s'industrialiser et renforcer leur capacité humaine, il leur serait beaucoup plus facile d'accuser le choc de la crise financière et économique. Les participants ont aussi mis l'accent sur l'importance prioritaire de l'innovation. De plus, les participants ont souligné la nécessité d'adopter une approche intersectorielle intégrée, c'est-à-dire de concevoir des politiques dans tous les secteurs et pas seulement dans celui du commerce.

38. **Prix des produits de base.** Plusieurs participants ont exprimé leur inquiétude devant l'impact à long terme des économies émergentes sur les prix des produits de base. La volatilité des taux d'intérêt, l'instabilité des flux de capitaux, et l'évolution des prix relatifs ont un impact sur la stratégie de développement de l'Afrique. Ils ont suggéré qu'il était nécessaire de créer un mécanisme qui permettrait aux pays africains de réagir rapidement à une baisse des cours des produits de base. Certains participants ont aussi fait valoir que l'Afrique pourrait mieux faire entendre sa voix si la présidence de l'Union africaine disposait d'un siège au Groupe des Vingt (G-20).

39. **Étude du Consortium pour la recherche économique en Afrique.** Les participants ont été informés du fait que le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) était en train de réaliser une étude sur l'impact des relations économiques sino-africaines dans 22 pays africains, qui sera bientôt publiée. Ce processus pourrait être renforcé davantage et utilisé pour aider les pays africains à définir leur réponse à la présence d'économies émergentes.

40. **Le secteur privé et les autres parties prenantes.** Les experts ont souligné le rôle important du secteur privé et ont suggéré que de nouveaux modèles et le renforcement des capacités étaient nécessaires pour les partenariats public-privé. À cet égard, les exemples d'autres régions pourraient être utiles. Il est à noter, en particulier, que les systèmes d'innovation devaient lier ensemble les gouvernements, le secteur privé et les universités. On a aussi appelé l'attention sur le fait que les communautés économiques régionales étaient des parties prenantes importantes.

Troisième séance : le rôle de la communauté multilatérale

41. La séance était présidée par M. Mehdi Hamam, fonctionnaire responsable, Groupe de l'analyse des politiques et du suivi de leur application (BCSA).

Présentations :

42. **M. Uwe Wissenbach** (Commission européenne) a présenté un exposé sur l'approche de l'Union européenne à l'Afrique et aux économies émergentes. Il a expliqué que l'Union européenne avait un partenariat triangulaire stratégique avec la Chine et l'Afrique. La première série de consultations Union européenne-Chine tenues en 2005 avait été suivie d'un dialogue continu. M. Wissenbach a expliqué que les partenaires africains avaient aussi participé aux discussions depuis 2006. Le débat était axé sur le dialogue constructif et la coopération et visait à identifier des secteurs où des avantages mutuels pourraient être obtenus pour les trois partenaires : l'Union européenne, l'Afrique et la Chine. Le processus de consultation entre tous les partenaires a permis d'identifier quatre priorités qui sont conformes à celles du NEPAD de l'Union africaine : la paix et la sécurité en Afrique; l'appui à l'infrastructure africaine; la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles; et l'agriculture et la sécurité alimentaire. Selon M. Wissenbach, l'Union européenne est prête à promouvoir un multilatéralisme efficace qui aurait pour résultat une situation de gagnant-gagnant pour toutes les parties.

43. **M. Bankole Adeoye** (Secrétariat du NEPAD) a souligné dans son exposé le principe d'« une Afrique », ajoutant que l'intégration du NEPAD dans les structures de l'Union africaine devrait être finalisée au Sommet de l'Union de juillet 2009. Il a également souligné que le partenariat entre l'Afrique et les économies émergentes devait être fondé sur une compréhension commune et un cadre commun. Selon lui, le processus de partenariat devait être réalisé par une initiative prise en main et dirigée par l'Afrique. Dans ce processus, les principes fondamentaux du NEPAD pouvaient servir de guide. M. Adeoye a ajouté que les relations de l'Afrique avec les économies émergentes ne devaient pas se limiter à des forums multilatéraux.

44. **M. Andrew Mold** (OCDE) a informé les participants des changements récents et continus qui ont affecté la nature de l'OCDE. Un certain nombre d'économies émergentes telles que le Mexique, la République de Corée et la Turquie sont devenues membres de l'OCDE. Le dialogue se poursuit en vue d'une adhésion possible d'autres économies émergentes. De plus, l'OCDE reconnaît la nécessité d'avoir un dialogue politique légitime avec les économies émergentes. Le Centre de développement de l'OCDE a ses propres membres et sa propre structure, y compris 11 pays membres en développement. M. Mold a souligné que la recherche politique entreprise par le Centre de développement ne requérait pas l'accord du Conseil. Il a ajouté que la coopération triangulaire était un aspect important du travail du Centre.

45. **M. Cosmas Gitta** (Programme des Nations Unies pour le développement) a axé son exposé sur la coopération Sud-Sud. M. Gitta a souligné qu'une grande partie de l'impact des économies émergentes avait un caractère transnational, y compris, par exemple, les problèmes comme la migration et le commerce. Il était donc nécessaire d'affronter ces impacts par une approche multilatérale. De plus, il fallait adopter une approche coordonnée pour éviter l'apparition de « chouchous des donateurs » et d'« orphelins des donateurs » en Afrique.

46. M. Gitta s'est référé au Forum mondial du développement comme étant un processus relativement nouveau qui examinait les nouvelles réalités et les économies émergentes en vue d'améliorer la coordination et de développer la coopération Sud-Sud. Il a suggéré que le BCSA joue un rôle en encourageant le Forum à se pencher sur des problèmes importants comme l'IED, le commerce, la migration et les transferts de fonds.

47. M. Gitta a signalé, en outre, que la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud se tiendrait probablement en juin 2009 au Kenya. À titre de préparation à la Conférence de haut niveau, il pourrait être utile de porter à l'attention du Groupe africain le rapport que le BCSA va bientôt publier au sujet de la coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents.

Débat :

48. Le débat a porté sur le rôle de la communauté internationale dans le partenariat entre l'Afrique et sur les économies émergentes. Les participants ont formulé les observations suivantes :

49. **L'importance de l'appropriation africaine.** Les participants ont souligné que les objectifs de l'Afrique vis-à-vis des divers partenaires étaient déjà clairement définis dans le document directif de l'Union africaine. L'Afrique est tout à fait consciente des possibilités et des défis créés par les nouveaux partenariats avec les économies émergentes. S'il était vrai que la communauté internationale pouvait apporter sa contribution en soutenant les initiatives africaines, il a été souligné que le processus de développement devait être pris en main par les Africains. Certains participants ont exprimé la crainte que cette appropriation ne puisse se faire dans le cadre de la coopération trilatérale. Il a été aussi réitéré que la coopération devrait être dirigée par les principes fondamentaux de l'Union africaine/NEPAD comme le partenariat et la responsabilité mutuelle. Le soutien multilatéral devrait viser à aider l'Afrique à mener à bien ses propres initiatives.

50. **Approche multilatérale.** Simultanément, les participants ont identifié un certain nombre de problèmes qui serait mieux traités au niveau multilatéral, y compris, par exemple, l'IED et l'apparition de « chouchous des donateurs » et d'« orphelins des donateurs ».

51. **Nouveau type de partenariat.** Certains participants se sont déclarés préoccupés par le fait que la relation de l'Afrique avec les partenaires de développement traditionnels n'ait pas aidé l'Afrique à s'intégrer dans l'économie mondiale ou à s'industrialiser. Les experts ont souligné l'importance qu'il y avait d'assurer que les nouveaux partenaires de développement investissent des ressources dans le renforcement de l'infrastructure et de la capacité en Afrique.

52. **La mise en œuvre est cruciale.** Les participants ont souligné l'importance de traduire en action les déclarations, les recommandations et les stratégies, en

procédant de façon structurée. À cet égard, il y avait lieu de faire connaître les recommandations de l'Équipe spéciale de l'Union africaine. Il a été suggéré que les recommandations résultant des travaux dirigés par le BCSA sur la coopération de l'Afrique avec les économies émergentes pourraient alimenter les processus politiques par le truchement de l'Union africaine.

53. **La Coopération Sud-Sud.** Il a été suggéré que l'existence de la coopération Sud-Sud donnait aux pays africains un pouvoir de négociation avec leurs partenaires de développement traditionnels. Les activités de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ont été mentionnées comme un bon exemple de coopération Sud-Sud réussie. À cet égard, l'Afrique pourrait apprendre de son expérience.

54. **Groupe de réflexion africain.** Il a été signalé qu'il serait utile pour l'Afrique de posséder une entité similaire au Comité d'aide au développement de l'OCDE pour examiner en permanence les problèmes urgents en Afrique. Quelques participants ont exprimé leur inquiétude devant le fait que les diverses études établies par l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale ou d'autres institutions ne parviennent pas toujours aux responsables politiques africains. Il a été suggéré que le CREA, qui a un programme de 22 études sur les relations afro-chinoises, jouerait bien le rôle de groupe de réflexion africain. Le CREA traite de problèmes comme le financement du commerce, la croissance économique, la pauvreté et les marchés du travail, et les leaders asiatiques.

55. **Responsabilisation des gouvernements nationaux.** Les participants ont souligné la nécessité de responsabiliser les gouvernements nationaux et de renforcer leur capacité. À cet égard, les gouvernements nationaux devraient être encouragés à faire de l'introspection et à investir dans le renforcement de leurs propres capacités et dans le financement des politiques africaines. On a souligné en particulier la nécessité de développer la capacité et les cadres régulateurs pour la gestion des ressources naturelles. Simultanément, les participants ont souligné le besoin d'une plus grande intégration régionale en Afrique.

Conclusions et recommandations

56. Les points clefs suivants se sont dégagés des débats de la Réunion :

- L'engagement des partenaires de développement nouveaux et émergents a créé aussi bien des possibilités que des défis pour l'Afrique.
- En plus des effets directs, il importe également de considérer les effets indirects produits par la présence croissante des économies émergentes sur les marchés mondiaux.
- L'Afrique doit veiller à profiter des nouvelles possibilités tout en réduisant au minimum les effets négatifs potentiels.
- Par-dessus tout, il est important de garantir que la coopération avec les nouveaux partenaires mène au développement industriel et à la diversification économique en l'Afrique.
- L'importance de l'appropriation africaine est cruciale.
- Simultanément, l'appui multilatéral devrait viser à aider l'Afrique à mettre en œuvre ses priorités.

57. Le rapport principal prend en considération les conclusions ainsi que les recommandations proposées durant la Réunion du Groupe d'experts.

Liste des participants

Nom du participant et titre	Bureau/organisation et adresse	Numéro(s) de téléphone	Adresse électronique
Commission économique pour l'Afrique (CEA)			
M. Abdalla HAMDOK, PhD <i>Directeur</i>	NEPAD et Division de l'intégration régionale (NRID) Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique Addis-Abeba Éthiopie	+251-11-544-30-40	ahamdok@uneca.org
Prof. Emmanuel NNADOZIE <i>Économiste hors classe</i>	Division du commerce, des finances et du développement économique Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique Addis-Abeba Éthiopie	+251-11-544-31-63	ennadozie@uneca.org
Commission de l'Union africaine			
Dr. Festus FAJANA <i>Expert/consultant de politique commerciale</i>	Commission de l'Union africaine Ministère du commerce et de l'industrie Addis-Abeba Éthiopie	+251-115-515-885	fajanaf@africa-union.org ffajana@hotmail.com
M. Merah NADIR <i>Directeur par intérim</i>	Commission de l'Union africaine Ministère du commerce et de l'industrie Addis-Abeba Éthiopie		NadirM@africa-union.org
Secrétariat du NEPAD			
M. Bankole ADEOYE <i>Coordinateur relations extérieures et partenariats</i>	Secrétariat du NEPAD P.O. Box 1234 Halfway House Midrand, 1685 Afrique du Sud	+27-11-313-3986	BankoleA@nepad.org
Banque africaine de développement			
M ^{me} Chioma ONUKOGU <i>Chargée principale de la coopération</i>	Groupe de la Banque africaine de développement Unité des partenariats et de la coopération (ORRU) 15, avenue du Ghana B.P. 323-1002 Tunis-Belvédère Tunisie	+216-7110-2554	C.ONUKOGU@afdb.org
M. Gabriel Victorien MOUGANI <i>Économiste financier principal</i>	Groupe de la Banque africaine de développement Département du NEPAD, Département de l'intégration régionale et du commerce 15, avenue du Ghana B.P. 323-1002 Tunis-Belvédère Tunisie	+216-7110-2134	G.MOUGANI@afdb.org
Organisation de coopération et de développement économiques			
M. Andrew MOLD <i>Économiste hors classe et chef du Groupe du financement du développement</i>	Centre de développement de l'OCDE 2, rue André-Pascal 75775 Paris Cedex 16 France	+33-1-45-24-90-48	andrew.mold@oecd.org
Commission européenne			
M. Uwe WISSENBACH <i>Administrateur principal</i>	Direction générale pour le développement et les relations avec les pays ACP, chargé de coordonner les politiques africaines et les politiques de développement avec les pays du tiers monde en Asie Commission européenne SC 15 3-89, B-1049 Bruxelles	+32-2-299-2648	Uwe.WISSENBACH@ec.europa.eu

Nom du participant et titre	Bureau/organisation et adresse	Numéro(s) de téléphone	Adresse électronique
Institut d'études pour le développement			
Dr. Jing Gu <i>Chargé de recherche</i>	Institut d'études pour le développement Chine et politique de développement Université du Sussex Brighton BN1 9 RE Royaume-Uni	+44-1273-915692	J.Gu@ids.ac.uk
Dr. Ricardo GOTTSCHALK <i>Chargé de recherche</i>	Institut d'études pour le développement Université du Sussex Brighton BN 1 9 RE Royaume-Uni	+44-1273-915691	R.Gottschalk@ids.ac.uk
Programme des Nations Unies pour le développement			
M. Cosmas GITTA, PhD <i>Chef</i>	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Division des politiques Groupe spécial de la coopération Sud-Sud New York États-Unis d'Amérique	+1-212-906-6441	cosmas.gitta@undp.org
Université d'Addis-Abeba			
M. Alemayehu GEDA, PhD <i>Professeur de science économique</i>	Université d'Addis-Abeba Département de science économique P.O. Box 1176 Addis-Abeba FBE, 6 Kilob Campus Éthiopie	+251-911-249926	ag@ehionet.et ou ag36@soas.ac.uk
L'Université ouverte			
Prof. Raphael KAPLINSKY <i>Professeur de développement international</i>	L'Université ouverte Chambers Building Milton Keynes, MK7 6AA Royaume-Uni	+44-1273-400-663	R.Kaplinsky@open.ac.uk
M ^{me} Masuma Z. FAROOKI	L'Université ouverte Département de technologie DPP Chambers Building, Milton Keynes, MK7 6AA Royaume-Uni	+44-1908-654-639	M.Z.Farooki@open.ac.uk
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique			
M. David Mehdi HAMAM, PhD <i>Chef</i>	Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique Groupe de l'analyse des politiques et du suivi de leur application Siège de l'Organisation des Nations Unies New York États-Unis d'Amérique	+1-212-963-2645	hamamm@un.org
M ^{me} Katrin TOOMEL <i>Administratrice de programme</i>	Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique Siège de l'Organisation des Nations Unies New York États-Unis d'Amérique	+1-917-367-4268	toomel@un.org

Références

- Altenburg, T., et J. Weikert (2007), Trilateral Development Cooperation with « New Donors ». Document d'information 5/2007. Institut allemand du développement. Bonn
- Alden, C. (2007), *China in Africa*, Londres, Zed Books
- Ariff, M., et G. P. Lopez (2006), « Outward foreign direct investment: the Malaysian experience ». Institut malaisien de la recherche économique. Document présenté à la Conférence du Conseil indien pour la recherche sur les relations économiques internationales, 2007. Disponible à <http://www.icrier.org/conference/2007/26april07.html>
- Bajpae, C. (2008), The Indian elephant returns to Africa. Asia Times Online. Disponible à http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/JD25Df02.html
- Banque africaine de développement (2008), *Rapport sur le développement en Afrique, 2007*. Abidjan, Banque africaine de développement
- Besada, H., Y. Wang et J. Whalley (2008). China's Growing Economic Activity in Africa. Document de travail n° 14024 du National Bureau of Economic Research. Cambridge, Massachusetts
- Bloom D. E. et J. D. Sachs (1998), Geography, Demography and Economic Growth in Africa, *Brookings Papers on Economic Activity, No. 2*
- Bova, E. (2008), The inflation appreciation trade-off revisited. The monetary management of the Zambian copper boom, Document présenté à l'Atelier tenu à la mémoire d'Alf Maizels, School of Oriental and African Studies, Londres, 18 et 19 septembre
- Bräutigam, D. (1998). *Chinese Aid and African Development : Exporting Green Revolution*. Londres, Macmillan Press Ltd.
- Broadman, H. G. (2008). China and India go to Africa., *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 2. (mars/avril) p. 95-109
- Burke, C. et L. Corkin (2006), *China's Interest and Activity in Africa's Construction and Infrastructure Sectors*, The Centre for Chinese Studies, Stellenbosch : Stellenbosch University
- Cheng L. K. et Z. Ma. (2007). China's Outward FDI : Past and Future. Disponible à http://www.nber.org/books_in_progress/china07/cwt07/cheng.pdf, consulté le 31 juillet 2008
- Chinese Statistical Bulletin* (2006), consulté en juin 2008. Disponible à <http://preview.hzs2.mofcom.gov.cn/accessory/200710/1192783779118.pdf>
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2001), Systèmes de transit des pays en développement sans littoral et des pays en développement de transit : Évolution récente et mesures proposées, Rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/B/LDC/AC.1/17)

- (2004). India's Outward FDI: A Giant awakening? (UNCTAD/DITE/IIAB/2004/1)
- (2007). *Asian Foreign Direct Investment in Africa : Towards a New Era of Cooperation Among Developing Countries* (Investissements étrangers directs de l'Asie en Afrique : vers une nouvelle ère de la coopération entre les pays en développement). Publication des Nations Unies. Numéro de vente : E.07.II.D.1
- (2007a). Principales données provenant du *World Investment Report*, tableaux des annexes. Disponibles à <http://www.CNUCED.org/Templates/Page.asp?intItemID=3277&lang=1> . Obtenues en juin 2008
- (2007b). *World Investment Report, 2007: Transnational Corporations, Extractive Industries and Development*. Numéro de vente : E.07.II.D.9
- Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (2008), Tendances de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : Étude de fond établie à l'intention du Forum pour la coopération en matière de développement. New York
- Davies, P. (2006), *China And The End of Poverty In Africa: Towards Mutual Benefit?* Swedish Development Aid Organisation, Diakonia
- Davies, M., H. Edinger, N. Tay, et S. Naidu (2008). *How China delivers development assistance to Africa*. Le Centre d'études chinoises. Stellenbosch, Université of Stellenbosch
- Economist Intelligence Unit (2007) *World investment prospects to 2011: Foreign direct investment and the challenge of political risk*. Economist Intelligence Unit et le Columbia Program on International Investment. Disponible à <http://www.cpii.columbia.edu/>
- Farooki, M. (février 2009), China's Structural Demand And The Commodity Super Cycle; Implications For Africa, Document présenté à l'Atelier de recherche sur les relations de développement sino-africaines, Université de Leeds, Royaume-Uni
- Fundação Dom Cabral-Columbia Program on International Investment (2007). Brazil's Multinationals Take Off. http://www.cpii.columbia.edu/projects/documents/FDC-CPII_Brazil_MNE_Press_Release_English_003.pdf
- Harsch, E. (2004), « Brazil repaying its 'debt' to Africa » *Africa Recovery*, vol. 17, n° 4 (janvier), p. 3
- India Business Frontier*. No. 1. (Mai 2008). Disponible à <http://www.frontier-advisory.com/wp-content/uploads/2008/05/india-business-frontier-may-2008.pdf>
- Jobelius, M. (2007). New powers for global change? Challenges for the international development cooperation. The case of India. Document d'information Friedrich Ebert Stiftung No. 5. Berlin
- Kalotay K. (2005). Outward foreign direct investment from Russia in a global context., *Journal of East-West Business*, vol. 11, n° 3/4, p. 9-22. The Haworth Press, Inc.
- Kaplinsky, R. (2005). *Globalization, Poverty and Inequality: Between a Rock and a Hard Place*. Cambridge, Polity Press

- (2006), « Revisiting the Terms of Trade Revisited: Will China Make a Difference? » *World Development*, vol. 34, n° 6, p. 981-995
- (2008), « China and the Terms of Trade: The Challenge to Development Strategy In SSA », dans *The Global Giant: Is China changing the Rules of the Game?* E. Paus, P. Prime et J. Western, eds., Palgrave, MacMillan, 2009
- Kaplinsky, R. et M. Morris (2008), « Do the Asian Drivers Undermine Export-Oriented Industrialisation in SSA », *World Development Special Issue on Asian Drivers and their Impact on Developing Countries*, vol. 36, No. 2, p. 254-273.
- Kim, J. (2006) Exposé présenté à la Conférence ministérielle sur la coopération économique Corée-Afrique, avril 2006. Disponible à www.koafec.org/admin/en/documents/file.jsp?filename=Seminar3.pdf
- Komesaroff (2008), China Eyes Congo's Treasures, *Far Eastern Economic Review*, vol. 171, n° 3, avril
- Kuncinas P. (2006). The Russians are Coming: Understanding Emerging Multinationals. Rusal, en coopération avec l'Economist Intelligence Unit
- Lall, S. (2000). The Technological Structure and Performance of Developing Country Manufactured Exports 1985-1998, *Oxford Development Studies*, vol. 28, n° 3, p. 337-369
- Le Kremlin. Allocutions. Disponible à <http://www.kremlin.ru/eng/>. Consulté en mai 2008
- Mandigora, G. (2006). The Proposed SACU-India PTA: Where do the opportunities lie? Disponible à www.tralac.org. Consulté en juin 2008
- Marks, S. (2008), The Bear and the Dragon, *Pambazuka News*. Disponible à <http://www.pambazuka.org/en/category/comment/48823>
- McCormick, D(2008). China and India as Africa's new donors : understanding the impact of aid on development. *Review of African Political Economy*, No. 115, mars
- Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Russian Relations with Sub-Saharan Countries in 2005. Disponible à http://www.ln.mid.ru/brp_4.nsf/f68cd37b84711611c3256f6d00541094/eb58723614295438-c32570e6002eea64?OpenDocument. Consulté en mai 2008
- Ministère indien des affaires étrangères (2006). Indian Non Paper on « India's Partnership with Africa ». Disponible à <http://meaindia.nic.in/treatiesagreement/2006/17ta1707200601.htm>. Consulté en mai 2008
- Ministère indien des finances. Union Budget and Economic Survey. Disponible à http://finmin.nic.in/the_ministry/dept_expenditure/index.html. Consulté en mai 2008
- Nestmann, T. et D. Orlova (2008). Russia's Outward Investment. Francfort, Deutsche Bank Research
- Price, G. (2005). Diversity in donorship : the changing landscape of official humanitarian aid: India's official aid programme. Document d'information du Humanitarian Policy Group. Londres, Overseas Development Institute

- Schläger, C. (2007), *Challenges for International Development Cooperation: The Case of Brazil*. Berlin, Friedrich Ebert Stiftung
- Stamm, A. (2006). *Entwicklungszusammenarbeit im Gesamtkontext der Deutsch-Brasilianischen Kooperation : eine Portfolioanalyse*. Bonn, German Development Institute
- Thakurta, P. G. (2008). INDIA : Taking on China in Africa. Inter Press Service. Disponible à <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=41875>
- Vandaele, J. (2008). China outdoes Europeans in Congo. Johannesburg, Inter Press Service (7 février)
- Vasiliev, V. A. (2005), Russian assistance to Africa. G7/G8 scholarly publications and papers. Disponible à <https://tspace.library.utoronto.ca/bitstream/1807/4810/2/index.html>
- Vijian, P. African countries offered trade privileges from India. Bua News (Tshwane), avril. Disponible à www.tralac.org.
- Weekes, J. (2008). Economic effects of copper prices on the Zambian economy : exchange rate regime and Kwacha appreciation, « Document présenté à l'atelier organisé à la mémoire d'Alf Maizels », School of Oriental and African Studies. Londres, 18-19 septembre
- Wright, G., et J. Czelusta (2004), « The myth of the resource curse », *Challenge*, vol. 47, n° 2, p. 6-38
- Zaman (2005). Turkey's « Africa Year » effective in boosting country's exports. *Journal of Turkish Weekly*
- Zanin, F. et M. Sorbara. Hot on China's heels, Brazil is coming. *The Nation* (2 février 2007). Nairobi. Disponible à <http://allafrica.com>